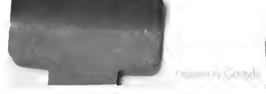

PALLI



hommage de l'auteur.

DE LA RICHESSE.

SA DÉFINITION,

ET

SA GÉNÉRATION.

VERSAILLES, IMPRIMERIE DE G.-C. VITRY,
Rue de la Paroisse, n. 21.

DE LA RICHESSE.

SA DÉFINITION,

ET

SA GÉNÉRATION,

OU

NOTION PRIMORDIALE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE.

PAR M. N. FLURY,

ANCIEN CHEF DE DIVISION AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, CONSEILLER-D'ÉTAT EN SERVICE EXTRAORDINAIRE, ETC.

Le vrai en métaphysique ressemble au vrai en matière de goût; c'est un vrai dont tous les esprits ont le germe en eux-mêmes, auquel la plupart ne font pas d'attention; mais qu'ils reconnaissent dès qu'on le leur montre.
(D'ALEMBERT, *Elémens de Philosophie.*)



PARIS, LE NORMANT, LIBRAIRE, RUE DE SEINE, N.° 8.

VERSAILLES, ANGÉ, LIBRAIRE, RUE SATORY, N.° 28.

1833.

PRÉFACE.

L'esprit humain, dont l'essor est si hardi et si rapide lorsqu'il parcourt le domaine de l'imagination, ne procède que lentement et avec hésitation à celles de ces œuvres qui sont soumises aux strictes lois de la raison. Un poète, par la seule puissance de l'inspiration, s'élevera, pour ainsi dire en un moment, au plus haut degré de perfection; mais pour qu'une science soit créée, il faudra le concours d'un grand nombre

d'hommes et la durée de plusieurs générations.

Quelques rapports observés entre des faits ou entre des idées, forment par leur association ce qu'on appelle un *système*; il est accueilli d'abord avec enthousiasme par les esprits curieux, puis examiné, critiqué et abandonné. D'autres systèmes se succèdent, qui présentent de nouveaux aperçus et de nouvelles inductions; et bien que l'opposition qui se rencontre entre ces systèmes semble épaissir encore les ténèbres dont s'enveloppe la vérité, cependant les notions se multiplient, elles s'épurent, et l'on est ainsi conduit à découvrir enfin la *notion primordiale* à laquelle se doivent coordonner toutes ces notions éparses, et qui constituera la science, en lui conférant le caractère de l'évidence.

L'*Économie politique*, qui a com-

mencé à naître il y a à-peu-près un siècle, n'est encore que l'assemblage de divers systèmes : c'est une science imparfaite. Livrée à la fluctuation de doctrines contraires, elle attend cette notion primordiale qui la fixera sur une base solide, et lui donnera cette *évidence* sans laquelle elle ne peut prétendre à l'*utilité*.

L'Économie politique recherche comment peut s'accroître la Richesse, tel est son objet; la notion primordiale de cette science est donc de savoir ce que c'est que la Richesse, et comment elle se forme.

La vérité, sur ces points, est encore inconnue; nous essayons dans cet écrit de la mettre au jour.

Nous accusera-t-on de présomption, parce que nous tentons une entreprise dont ceux qui nous ont précédé ont cru devoir s'abstenir, ou qu'ils ont essayée

vainement? ce serait à tort. Les sciences se construisent par la superposition des matériaux que place chacun de ceux qui y consacrent leur travail. Elles s'élèvent graduellement, de sorte que le dernier venu se trouve placé sur un plan exhaussé, jouit d'un horison plus étendu, et aperçoit sans beaucoup de peine l'objet que ceux qui l'ont devancé ne pouvaient découvrir, quoique doués d'une meilleure vue. Il n'y a pas jusqu'aux erreurs des premiers auteurs qui ne soient instructives; car, les écueils une fois reconnus, deviennent des signaux qui aident à trouver la bonne route.

Ainsi, nos efforts fussent-ils couronnés du plus heureux succès, nous reconnaîtrions n'avoir à réclamer qu'une modique part dans l'honneur réservé aux fondateurs de l'Économie politique.

Nous sommes d'autant plus empressé à faire ici cette déclaration et à pro-

tester de notre respect pour ceux dont nous suivons les traces, qu'ayant à combattre quelques-unes des opinions professées par les écrivains les plus justement célèbres, tels qu'Adam Smith, M. le comte Lauderdale, le comte Garnier et M. Say, peut-être n'avons-nous pas mis dans notre polémique tous les ménagemens que nous devions à leur prééminence. Si nous avons failli en cela, le lecteur voudra bien considérer notre faute comme un sacrifice que nous aurions fait aux intérêts de la vérité : elle ne s'accommode pas, on le sait, de ces circonlocutions qui énervent l'expression des pensées et en rompent l'enchaînement.

Ce n'est pas seulement en cela que la vérité se montre impérieuse; elle commande à ceux qui la recherchent une grande austérité de langage; tout ornement sous leur plume est suspect; il ne

leur suffit pas de persuader, ils doivent convaincre. De ce côté nous n'aurons pas de reproches à craindre; c'est par des chemins arides et scabreux que nous conduirons notre lecteur, et il est bon qu'il le sache, avant de se résoudre à nous suivre.

Nous ne nous sommes appliqué qu'à joindre, autant qu'il nous était possible, la concision à la clarté, et nous nous sommes refusé à tout développement qui n'était pas indispensable; nous avons voulu par là rendre plus sensible la liaison de nos raisonnemens et leur convergence vers l'objet principal que nous nous sommes proposé; mais aussi peut-être n'avons-nous pas pu éviter la monotonie que produit le retour trop fréquent des mêmes mots et des mêmes idées.

Quoi qu'il en soit, nous espérons que quelques-uns de ceux qui ont éprouvé

combien il y a de charme dans l'investigation de la vérité, nous accompagneront dans la carrière où nous allons entrer, quelque pénible qu'elle puisse être. Le chasseur passionné se complaît dans des fatigues insupportables pour tout autre.

DÉFINITION

ET

GÉNÉRATION

DE LA RICHESSE.

LIVRE PREMIER.

DÉFINITION DE LA RICHESSE.

CHAPITRE Ier.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

Le Comte Lauderdale, (1) dans son livre intitulé *Recherches sur l'origine et la nature de la Richesse*, dit : (2) « Quoiqu'il soit évident « qu'une explication claire de ce qui constitue la

(1) Ministre plénipotentiaire de S. M. Britannique en France, en 1806. Son livre a été traduit de l'anglais, par M. E. Lagentie de Lavaisse. — 1808.

(2) Page 24.

« Richesse nationale doive répandre une grande
« lumière sur tous les raisonnemens d'Économie
« politique ; quoiqu'il semble que la connaissance
« *de ce que c'est que la Richesse* soit un pré-
« liminaire nécessaire pour discuter, avec quel-
« que degré d'exactitude, le moyen de l'accroître,
« nous en sommes encore à regretter qu'une
« définition de la Richesse ne se trouve nulle
« part. »

Pour peu qu'on pénètre dans l'étude de l'Économie politique, on ne tarde pas à se convaincre de la vérité de cette observation, et en même temps de l'imperfection où est encore cette branche des connaissances humaines : on est surtout étonné de voir que les auteurs qui l'ont cultivée, bien que parmi eux se trouvent des hommes doués de la plus haute capacité, non-seulement ne s'accordent pas sur les questions principales de la science, mais professent à cet égard les opinions les plus disparates.

Les uns (les Economistes), ne voyent la source de la Richesse que dans *la terre*, ou dans le travail appliqué à sa culture ; les autres (Adam Smith et son École), la trouvent dans le travail appliqué, soit à l'agriculture, soit à la fabrication ; mais ils hésitent à reconnaître comme productif le travail appliqué au commerce, tandis

que selon une autre doctrine (celle de Lock et des sectateurs du système mercantile), le commerce étranger serait la principale cause de la Richesse.

Si l'on en croit ces derniers, rien n'est plus à désirer pour un pays que la possession des métaux précieux, tandis que les autres les dédaignent jusqu'à prétendre que leur multiplication, chez un peuple, n'ajoute rien à sa Richesse.

Ces opinions, dont l'autorité se trouve déjà si affaiblie par l'opposition qui existe entr'elles, ne présentent pas plus de solidité dans le seul point où elles paraissent concorder, savoir : que la source de la Richesse résiderait *dans la production* (quels que soient les moyens divers par lesquels elle s'effectue). En effet, cet axiôme commun à toutes les doctrines professées jusqu'à ce jour, est lui-même contredit par le fait de l'expérience ; car il est constant que la *production* poussée au-delà de certaines limites, cesse de constituer un accroissement à la Richesse : or comme il est évident que la cause de son accroissement est aussi celle de sa formation, on doit reconnaître que la *production* n'est pas, du moins par elle seule, la source ou le principe de la Richesse.

Dans un tel état d'imperfection, il ne se peut

que l'Économie politique remplisse sa destination, qui, sans doute, est de procurer, comme *science*, les notions dont l'application constitue *l'art* de l'administration. Nous avons la preuve de cette impuissance dans nos débats parlementaires, lorsqu'ils se dirigent sur ces matières. S'agit-il de déterminer le mode de l'impôt, de régler le régime des douanes, de prononcer sur le conflit d'intérêts que suscitent ordinairement entre les diverses classes de producteurs, les faveurs spéciales accordées à tort ou à raison à quelques branches d'industrie; c'est en vain qu'on demande à l'Économie politique la loi d'après laquelle doivent se résoudre ces questions. Cette loi n'est autre sans doute que l'intérêt général de la société, lequel ici consiste dans le plus grand développement possible de la Richesse du pays; mais comment l'Economie politique pourrait-elle suggérer la décision la plus favorable à ce développement, si le principe générateur de la Richesse ne lui est pas connu, si elle n'a pas même défini la Richesse?

Ce ne sont pas les faits qui manquent à l'Economie politique; son auxiliaire qu'on appèle *statistique* lui en fournit peut-être surabondamment; mais ces faits amassés laborieusement donnent peu de lumière, parce qu'ils ne sont pas

éclairés eux-mêmes par une théorie qui les explique.

Ce que nous disons de l'imperfection de la science économique ne doit pas faire supposer que dans notre opinion, les auteurs qui se sont adonnés à cette étude, n'ayent pu émettre des notions vraies sur des points particuliers; seulement nous pensons que la vérité de ces notions n'a pu être mise en évidence par une démonstration suffisante, et que les Gouvernemens dont la circonspection est la première règle, ont dû hésiter à leur accorder une pleine confiance. Une démonstration en Economie politique ne peut s'opérer que par la connaissance positive de la manière dont se forme la Richesse : c'est cette notion qui domine toutes les autres, et à laquelle celles-ci doivent être rapportées pour en constater la certitude et en autoriser l'application.

Ainsi que la science médicale est une science imparfaite, parce que le phénomène de la vie, qui en est la notion primordiale, se dérobe à la connaissance des hommes; la science de l'Économie politique est imparfaite, parce que la formation de la Richesse n'a point été expliquée; et comme l'art de guérir, vû l'imperfection de la science médicale, est un art conjectural, l'administration ne sera aussi qu'un art conjectural,

tant que la science économique demeurera dans son état actuel d'imperfection.

C'est donc à découvrir le principe générateur de la Richesse qu'on doit s'appliquer, pour donner à l'Économie politique cette utilité pratique sans laquelle elle n'est véritablement qu'une spéculation stérile. Mais pour savoir comment se forme la Richesse, il faut d'abord la définir.

Lorsque lord Lauderdale nous dit que la définition de la Richesse ne se trouve nulle part, il veut sans doute faire entendre qu'il n'en existe pas qui, en nous éclairant sur sa nature, nous conduise à la connaissance de son origine, et dans ce sens, nous pensons aussi que la Richesse n'a point été définie.

En effet, dire que *la Richesse est l'universalité des propriétés privées* (1);

Que c'est *l'abondance des denrées* (2);

Ou *toutes les choses matérielles dont l'homme peut faire usage pour satisfaire ses besoins et ses jouissances de sensualité* (3);

Ou *l'abondance des objets matériels utiles ou agréables à l'homme* (4);

---

(1) *Willam Petty*. Traité des taxes.
(2) *Vauban*. Dîme royale (attribuée à Boisguillebert).
(3) *Catillon*. Essai sur la nature du commerce.
(4) *Malhus*.

Ou enfin une certaine quantité de choses qui ont une valeur, comme les métaux, les grains, etc., (1).

Ce n'est pas là définir la Richesse. Ces prétendues définitions peuvent servir à marquer la signification vulgaire du mot, comme l'a fait l'académie, lorsqu'elle explique le mot *Richesse* par le mot *biens*, et réciproquement celui-ci par celui-là. Mais certainement elles ne nous donnent pas la connaissance de ce qu'est la Richesse, et elles nous laissent par conséquent dans une complète ignorance sur le mode de sa formation et de son accroissement.

Le comte Lauderdale, convaincu de la nécessité d'une définition de la Richesse, a tenté d'y arriver; mais ça été, selon nous, avec peu de succès.

Cet auteur distingue la Richesse publique de la Richesse individuelle; il fait consister la première « dans tout ce que l'homme désire comme « lui étant utile ou agréable, et la seconde aussi « dans tout ce que l'homme désire comme lui

(1) *M. Say*. Traité d'Économie politique. Nous devons reconnaître que M. Say ne se borne pas à ce simple énoncé; ses développemens ne peuvent être rapportés ici, nous y reviendrons plus tard.



« étant utile ou agréable, *et qui se trouve dans* « *un certain degré de rareté.* »

Nous croyons avec le comte Lauderdale qu'il y a une distinction à observer dans la manière de considérer la Richesse, soit relativement à l'individu, soit relativement à la société politique, ce qu'il appelle Richesse individuelle et Richesse publique; nous pensons que cette distinction et d'autres que nous indiquerons bientôt, sont nécessaires pour faire cesser la confusion d'idées dont le nuage enveloppe encore la science de l'Économie politique; mais nous doutons que cet auteur ait rencontré la véritable raison d'après laquelle ces distinctions doivent être établies; et d'ailleurs nous ne pouvons trouver dans sa définition l'enseignement qu'il s'était proposé, c'est-à-dire, *une explication claire de ce qui constitue la Richesse.*

La Richesse n'a donc point encore été définie : un de nos écrivains assure même qu'elle ne peut l'être (1).

---

(1) *M. Ferrier.* Du Gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce (1821), page 5.

CHAPITRE II.

DÉFINITION DE LA RICHESSE.

Avant de procéder à une définition, il convient de bien fixer la signification du mot qui en représente le sujet; et, comme le dit Pascal, d'établir le rapport entre le mot et la chose : cette règle est ici d'une application d'autant plus rigoureuse, que le terme de *Richesse* a une signification multiple, et que par cela même qu'il porte dans l'esprit plusieurs idées, il n'en représente aucune d'une manière positive ; quelquefois il s'emploie comme terme comparatif, dont l'opposé est *pauvreté;* il est alors à peu près synonime d'opulence. Il suffit de remarquer cette première acception, mais il faut s'attacher attentivement aux deux suivantes.

Le mot Richesse signifie également ou la *somme* de certaines *choses*, ou ces *choses* mêmes. Ainsi, lorsqu'Adam Smith parle de la

Richesse des nations, il entend certainement la somme de certaines choses; et lorsqu'il dit que la qualité essentielle qui constitue les *richesses* (ou la richesse), c'est leur valeur échangeable; il entend bien certaines choses énumérables dont se compose la Richesse (ce mot étant pris dans la précédente acception).

Il y a donc dans le terme qui représente la Richesse que nous voulons définir, deux idées conjointes : celle de *quantité* (la somme), et celle de certaines choses qui forment cette quantité.

Les idées de quantité, de somme, et si l'on veut d'abondance, n'ont pas besoin d'être définies, parce qu'elles sont du nombre de celles qui se conçoivent à la première vue, et qu'aucune explication ne peut rendre plus claire ni plus évidente; mais il n'en est pas ainsi des choses énumérables dont se compose la quantité; car nous n'avons pas une idée distincte de la nature de ces *choses*, et dès-lors il y a lieu de les définir, ce qui se peut faire par l'énonciation des qualités communes entre elles, et d'où résulte leur caractère constitutif.

Cela étant entendu, on devra admettre que nous aurons défini la Richesse, laquelle est un composé de certaines choses, si nous parvenons

à définir les richesses, c'est-à-dire, les choses qui sont les élémens de ce composé.

Or, nous définissons les richesses, (1) *produits médiatement ou immédiatement consommables*.

Expliquons les termes de cette proposition :

1.° Le mot *produits* exprime les résultats du

---

(1) Nous ne pourrons éviter d'employer le mot *Richesse* dans des acceptions très-différentes, et c'est sans doute un inconvénient, vu l'obscurité que cette homonymie jette dans le discours, et par l'ennui que cause le retour sans cesse répété de la même expression. Pour se soustraire à cet inconvénient, il eût fallu introduire de nouveaux mots, mais le remède nous a paru pire que le mal. Voici la signification que nous donnerons à ce mot :

Richesse : somme indéfinie de produits consommables, dans le sens de Richesse d'une nation, d'un individu, etc.

Richesses : choses énumérables que nous définissons produits consommables, et dont se compose la Richesse dans l'acception précédente ; nous emploierons aussi le mot *richesse* au singulier, pour signifier soit l'un des produits consommables, soit ces produits dans leur généralité, comme on dit *l'homme* pour *les hommes*.

Richesse : terme qualificatif ; une chose est ou n'est pas richesse ; elle possède tel ou tel degré de richesse.

Nous espérons que le lecteur nous accordera l'attention nécessaire pour appercevoir l'acception spéciale d'après le sens de la phrase ; afin de l'aider autant qu'il nous est possible, nous avons observé de donner toujours l'R majuscule pour initiale au mot Richesse, lorsqu'il signifie une somme indéfinie de produits consommables, comme Richesse des nations, Richesse individuelle, etc.

travail de l'homme, et par ces résultats nous entendons, soit ceux qu'il tire de lui-même, ce qui peut s'entendre des produits intellectuels; soit ceux qu'il a seulement modifiés par son travail, ce qui est vrai de tous les produits matériels.

Il faut remarquer que le mot *produire* dans son acception naturelle et primitive [1], celle où nous l'employons, signifie *étendre* une chose, lui donner une forme, la modifier; c'est seulement par extension qu'il a signifié *mettre à existence, donner naissance*; et en effet, transformer, transporter, modifier les choses créées, c'est en quoi consiste la production opérée par le travail. (Nous ne parlons pas ici des produits intellectuels, lesquels appartiennent à un autre ordre d'idées.)

Ainsi dans notre sens, l'homme, en appliquant son travail à l'exploitation des mines, à la fonte du minérai, *produit* les métaux; par la pêche il *produit* les poissons, et par la culture (ce qui doit s'entendre de tous les soins donnés à la terre), il produit non-seulement les fruits, mais la terre elle-même, considérée dans son rapport avec la Richesse.

---

(1) Du latin *producere*.

Chez les peuples nomades, la terre n'étant pas cultivée, ni pour ainsi dire possédée, n'est point au nombre des richesses; elle se classe parmi les *biens naturels* accordés à l'homme, et dont il peut tirer la richesse, mais qui ne le sont pas par eux-mêmes. Elle est comme la lumière, le feu, l'air, l'eau. Cette dernière, ainsi que la terre peut aussi devenir richesse si le travail y est appliqué, soit pour en faire un moteur de machine, soit pour en effectuer le transport. Les peuples nomades ne produisent ni la terre ni ses fruits spontanés; ils produisent les troupeaux qui se propagent par leurs soins.

2.° Le mot *consommable* qui figure dans notre définition, exprime non la propriété qu'ont certaines choses de pouvoir être consommées, propriété qui est commune aux richesses et aux biens naturels, mais l'idée expresse d'une future consommation : par *produit consommable* nous entendons, non celui qui est de nature à être consommé, mais celui qui *doit* l'être; non une chose éventuellement utile, mais une chose dont on usera.

M. Say (1) dit que « créér des objets qui ont « une utilité quelconque, c'est créér des ri-

(1) Traité d'Économie politique, t. 1.er, p. 3.

« chesses, puisque l'utilité de ces choses est le « premier fondement de leur valeur, et que leur « valeur est de la richesse. » Cette proposition, qui semble d'abord ne pas s'éloigner de la nôtre, en diffère toute fois essentiellement; car cet Auteur, comme il l'explique lui-même (1), entend par le mot utilité la qualité de *pouvoir* servir, de *pouvoir* être employée; or, cette qualité est selon nous insuffisante pour conférer aux choses le caractère de richesse. Il faut qu'elles *doivent* nécessairement servir, qu'elles *doivent* être consommées, de sorte que cette destination ne se réalisant pas, les produits ne seraient pas richesse, ou pour parler plus explicitement, leur production ne formerait pas un accroissement à *la Richesse*. Ainsi lorsque la production excède ce que demande la consommation, le caractère de richesse s'atténue dans les produits, en proportion de ce qu'ils perdent en consommabilité. Sans doute un objet par cela seulement qu'il est *propre* à être consommé aura une valeur, un certain degré de richesse; mais sa valeur ne se fonde pas sur cette *propriété*, elle se fonde sur la *probabilité* que l'objet sera effectivement consommé. Si cette probabilité diminue, la valeur décroît; si

(1) Traité d'Économie politique, t. 1., p. 3.

elle disparaît, la qualité de richesse disparaît avec elle. En un mot, la raison par laquelle un produit est richesse, n'est pas son utilité, mais sa consommabilité. Cette distinction qui peut paraître subtile, est toute fois très-importante, ainsi qu'on le verra par la suite. Il est besoin d'une grande exactitude dans la définition de la Richesse, si l'on veut en tirer des lumières sur la cause par laquelle elle se multiplie.

3.° Nous disons que les richesses sont des produits *médiatement* ou *immédiatement* consommables.

Nous entendons par produits *immédiatement* consommables ceux, qui ayant reçu toute l'élaboration productive nécessaire, selon leur destination, sont actuellement offerts à la consommation par laquelle s'opérera leur destruction (1).

Par produits *médiatement* (2) consommables, nous entendons ceux qui n'étant pas actuellement

---

(1) La consommation ne suppose pas la destruction instantanée de l'objet: les pierres précieuses, l'or et l'argent sont en état de consommation par l'application qu'on en fait à un usage; plus cet usage est répandu, plus ils sont consommables.

(2) Le mot *médiatement* est détourné ici de sa signification ordinaire; celle que nous lui imposons est inusitée, nous le savons; mais c'est un droit qui nous appartient, moyennant l'explication du nouveau sens que nous y attachons.

offerts à la consommation, sont employés à la production des choses qui *seront consommées;* tels sont *les capitaux.*

Ils se distinguent en deux espèces, savoir : Les substances qui entrent comme élémens dans la formation des produits, et celles qui sont employées comme instrumens de production. De la première espèce sont les semences confiées à la terre, les matières premières de la fabrication (1). Les capitaux employés comme instrumens de production, sont la terre, les bâtimens, les manufactures, les machines, etc. On peut les désigner particulièrement par la dénomination de *capitaux fondés.*

Il est à remarquer que la plupart des choses présentées ici comme *médiatement* consommables, sont pourtant soumises à une consommation qu'on peut appeler *immédiate*, puisqu'elles subissent par l'usage qui s'en fait une destruction graduelle; la terre elle-même, en tant qu'elle est *produite* par le travail de l'homme, dépérit, si

(1) *M. Say*, dans son Traité (t. 2, p. 198), considère les substances employées dans la fabrication comme consommées (ce qu'il appelle *consommation réproductive*). Il n'y a pas, selon nous, dans ce cas, consommation, laquelle porte toujours avec soi l'idée de destruction, mais une transformation qui au contraire est un acte productif.

elle ne reçoit des soins réparateurs ; mais nous avons dû considérer ces choses d'après leur destination. Ainsi, bien que les capitaux soient périssables par l'usage, leur qualité caractéristique est de produire, et sous ce point de vue leur consommabilité est *médiate*, c'est-à-dire, dans la signification que nous assignons à ce mot, qu'elle résulte de la consommation des produits qui en sont issus : les capitaux ne sont des richesses que parce que les produits à la formation desquels ils concourent *doivent* être consommés.

De notre définition, il suit que l'idée représentée par le mot richesse est complexe, et comprend celle du produit qui est la substance de la richesse, et celle de la consommabilité qui en est la qualité essentielle.

Cette qualité peut varier dans le même sujet, selon les lieux et les temps; car un produit est plus consommable dans tel lieu que dans tel autre, dans tel temps que dans tel autre.

Les propriétés rurales, les maisons, les manufactures, les produits de l'agriculture et de l'industrie, et tout ce que nous regardons comme richesse ne le sont qu'à raison de leur consommabilité, ou de la consommabilité de leurs produits; ils ne seraient rien que des choses inutiles, si la consommation venait à cesser entièrement. Que

la population civilisée de l'Europe soit tout-à-coup remplacée par des peuplades de sauvages sans besoins et sans jouissances, presque toutes les substances qui sont pour nous des richesses, cesseraient de l'être; elles auraient perdu leur consommabilité.

Parmi ceux qui se sont occupés d'Economie politique, nul n'a fait preuve d'une plus grande sagacité que le comte Garnier; ce sera donc un préjugé favorable à nos opinions si elles se trouvent avoir quelqu'affinité avec les siennes. Dans un premier écrit (1) cet auteur avait défini la Richesse comme *se composant de toutes les choses matérielles dont l'homme peut faire usage pour satisfaire un besoin et une jouissance.* Plus tard et lorsqu'une plus mûre réflexion lui eut apparemment fait reconnaître la défectuosité de cette définition, il émet une toute autre pensée : « Ce qui constitue véritablement, dit-il, (2) une « richesse, et ce qui en détermine la valeur, « c'est le besoin du consommateur qui la demande : « ces deux mots, *richesse* et *valeur*, ne sont « que les mots corrélatifs de consommation et « de demande ». Il nous semble qu'il y a une

(1) Abrégé des principes d'Économie politique.
(2) Préface de la traduction de l'œuvre *d'Adam Schmith.*

certaine conformité entre ce que dit ici le comte Garnier, et ce que nous venons de dire en expliquant notre définition : le mot *richesse* est corrélatif de consommation, parce que c'est par la consommation qu'un produit est richesse ; le mot *valeur* est corrélatif de *demande*, parce que la demande est le signe par lequel se manifeste la probabilité de la consommation, ou le degré actuel de richesse : la valeur.

Nous n'épuiserons pas ici les raisons qui peuvent venir à l'appui de notre opinion : si la définition de la Richesse doit nous acheminer à la connaissance de son principe générateur, ce que nous avons à dire sur ce principe devra aussi confirmer la définition. Nous nous résumons donc en disant que les *richesses*, ce mot signifiant certaines choses énumérables sont définies par nous, ***produits médiatement ou immédiatement consommables***, et que la ***Richesse*** dans l'autre acception du mot, est une quantité, une somme de ces produits. Ainsi la Richesse d'une nation, comme l'a entendue Adam Smith, est la somme des produits médiatement ou immédiatement consommables que possèdent les membres de cette nation.

Nous ne pouvons passer outre sans faire mention d'une chose qui, bien que nous la reconnaissions comme richesse, échappe toutefois à notre

2*

définition : nous voulons parler des métaux précieux, *en tant qu'ils sont employés à l'usage de monnaie.*

Les métaux précieux sont dans la catégorie de toutes les autres sortes de richesses ; ils sont un produit dont la consommabilité résulte de l'emploi qu'on en fait dans les fabrications diverses. Ils se consomment aussi par l'accumulation ; car tant qu'ils ne circulent pas comme monnaie, rien ne les distingue des autres produits consommables, si ce n'est la propriété qu'ils ont par-dessus tous les autres, d'être facilement échangés, propriété qui leur vient de la facilité qu'on a d'en user comme de monnaie. Enfin, ils se consomment par l'enfouissement qui les rend au sein de la terre ; l'on sait qu'elle énorme déperdition il s'en fait ainsi dans la Turquie, la Perse, les Indes et autres contrées adjacentes. Il semble que les métaux précieux ne nous soient donnés par l'Occident, que pour aller s'engloutir dans l'Orient, où le mouvement du commerce les porte incessamment.

On pourrait dire que l'usage qui se fait de l'or et de l'argent, pour représenter dans les échanges toutes les autres sortes de produits consommables, équivaut à une véritable consommation ; mais nous n'admettrons pas cette assimilation, parce que ce

serait confondre deux idées qui sont essentiellement distinctes.

Le degré de richesse que possèdent les métaux précieux, ou leur valeur, a une double origine; 1.° leur consommabilité; 2.° cette faculté dont ils sont investis par un accord tacite des peuples initiés au commerce, de représenter des choses échangeables. Nous devons avoir égard à cette dictinction, parce qu'elle est fondée sur la nature des choses, et cela est sensible; car en en supposant que cette faculté représentative fut ôtée aux métaux précieux et transférée à d'autres produits, il arriverait certainement, d'une part, que les métaux précieux perdraient de leur valeur, et de l'autre, que les produits qui leur auraient été substitués en acquerraient une plus grande; d'où il est évident que la valeur des métaux précieux en tant qu'ils font la fonction de monnaie, ne provient pas de leur consommabilité, et que, sous ce rapport, ils ne peuvent être définis produits consommables.

On ne nous objectera pas, sans doute, que cette exception infirme notre définition; quoi qu'il en soit, on verra plus tard qu'il importait de reconnaître et de fixer le caractère spécial qui appartient aux métaux précieux *faisant fonction de monnaie;* car c'est de là que nous espérons

pouvoir tirer les raisons propres à éclairer une question très-importante.

Les métaux précieux faisant fonction de monnaie, étant une exception dans la catégorie générale des richesses, nous en ferons l'objet d'un examen particulier, lorsque nous y serons amenés par l'ordre des matières ; jusque-là nous ne comprendrons, sous la dénomination de richesses, que les *produits consommables*.

LIVRE DEUXIÈME.

GÉNÉRATION DE LA RICHESSE.

CHAPITRE Ier.

DISTINCTIONS A OBSERVER DANS LA MANIÈRE DE CONSIDÉRER LA RICHESSE.

Après avoir défini la *Richesse* une quantité ou une somme de produits médiatement ou immédiatement consommables, lesquels s'appellent aussi *richesses* dans une des acceptions du mot, nous avons à rechercher la cause par laquelle s'accroît la somme de ces produits; en d'autres termes, comment s'opère la génération de la Richesse, comment elle s'accroît; car la cause de son accroissement n'est autre que celle de sa formation. Nous dénommons cette cause *principe générateur de la Richesse.*

Ainsi que pour arriver à notre définition, nous avons dû nous prémunir contre la confusion qui naissait de l'équivoque du langage; nous devons encore maintenant nous mettre en garde contre une autre sorte de confusion, qui proviendrait de la diversité d'aspects sous lesquels se peut considérer la Richesse; on verra bientôt que ceux qui se sont appliqués à reconnaître son origine, faute d'avoir distingué ces différents aspects, se sont trouvés engagés dans une complication d'idées qui peut être comparée à un labyrinthe sans issue.

Quelquefois la Richesse a été considérée d'une manière absolue, c'est-à-dire, en faisant abstraction de l'intérêt résultant de la possession; quelquefois on l'a considérée avec la relation d'un intérêt spécial, et alors on a eu en vue, tantôt l'intérêt personnel de l'individu, tantôt l'intérêt commun des individus formant une société politique, tantôt celui du gouvernement de la société. Or, il est certain qu'il y a en cela confusion d'idées, parce que telle proposition qui sera vraie, la Richesse étant considérée sous l'un de ces aspects, devient fausse si on la considère sous un autre : ainsi, il est vrai de dire que pour qu'il y ait augmentation dans la Richesse (prise dans le sens absolu), il faut qu'il y ait augmentation dans la somme générale des produits consommables;

mais la même proposition devient fausse s'il s'agit de la Richesse de l'individu; et, en effet, pour qu'il y ait accroissement dans la Richesse, considérée relativement à l'individu, il n'est pas nécessaire qu'il y ait augmentation dans la somme des produits consommables; il suffit que la possession de l'individu s'accroisse, ce qui peut avoir lieu, même en supposant une diminution dans la somme des produits consommables existants.

Pour éviter une telle ambiguité, et pour donner à nos spéculations une rectitude qu'elles ne pourraient avoir si leur objet demeurait indéterminée, comme il le serait à cause des divers aspects sous lesquels il se présente à l'esprit, il est nécessaire de considérer la Richesse sous les différens points de vue qui viennent d'être indiqués.

La concision et la clarté du discours exigent d'ailleurs que ces modifications de l'idée de Richesse soient exprimées par des dénominations qui leur soient propres; en conséquence nous appellerons :

Richesse générale, la Richesse étant considérée avec abstraction de l'intérêt qui résulte de la possession;

Richesse individuelle, étant considérée relativement à l'intérêt personnel de l'individu;

Richesse nationale, étant considérée relati-

vement à l'intérêt commun des membres d'une société politique ;

Richesse publique, étant considérée relativement à l'intérêt du gouvernement de l'Etat.

Nous traiterons successivement ces quatre points; mais le lecteur doit être averti que notre principal, sinon notre unique but, est la découverte du principe générateur de la *Richesse nationale ;* si nous examinons la Richesse sous les autres points de vue, c'est surtout afin d'établir les distinctions sans lesquelles nous croyons impossible de parvenir à ce but; peut-être d'ailleurs qu'en étendant ainsi nos recherches, nous pourrons obtenir des lumières utiles pour le résultat spécial que nous nous proposons.

Ce n'est pas l'objet de la science de l'Économie politique d'enseigner aux individus comment il faut s'y prendre pour accroître leur possession ; elle recherche comment la Richesse peut se multiplier dans le sein de la société, et c'est par là seulement qu'elle doit contribuer à l'avantage personnel de l'individu. Ce serait encore s'égarer dans une fausse route, que d'embrasser dans ses spéculations l'intérêt général de tous les hommes. Cette science ne peut être utile à tous, qu'en indiquant à chaque peuple les moyens de développer sa Richesse nationale.

CHAPITRE II.

DU PRINCIPE GÉNÉRATEUR DE LA RICHESSE (GÉNÉRALE).

Si les choses ne sont richesses que sous la double condition qu'elles ont été *produites* et qu'elles seront *consommées;* si, comme nous l'avons dit, elles sont des produits consommables, il est manifeste que la Richesse (ce mot signifiant la somme des produits consommables) ne peut se former ou s'accroître que par *le concours de la production et de la consommation.* Tel est donc le *principe générateur de la Richesse*, celle-ci étant considérée, comme nous le faisons ici, d'une manière absolue et sans relation avec l'intérêt qui naît de la possession.

Ainsi, de l'explication que nous avons donnée sur la *nature* de la Richesse, résulte, par une conséquence directe et pour ainsi dire nécessaire, l'indication de son *origine.*

Que si l'on objecte que la production, parce

qu'elle précède la consommation, doit être reconnue comme le principe de la Richesse; nous répondons que la Richesse, étant une somme de *produits consommables*, ne peut tirer son origine du seul fait de la production; car il ne suffit pas qu'il y ait formation de produits, il faut encore que ces produits soient consommables, c'est-à-dire, selon la signification que nous avons attachée à ce mot, qu'ils soient subséquemment employés à la consommation. Ce serait une vaine subtilité que de vouloir déterminer la priorité entre deux causes dont le concours est nécessaire, et qui, par conséquent, n'en forment qu'une seule.

Une autre objection plus spécieuse, mais qui n'est pas plus solide, se fondera sur le contraste que l'on croira apercevoir entre les deux termes de notre proposition : les idées de Richesse et de consommation ne sont-elles pas en quelque sorte antipathiques; loin de trouver dans celle-ci une des causes génératrices de celle-là, n'y voyons-nous pas clairement la cause de sa destruction ?

Cette première vue, et l'impression qui en résulte, expliquent pourquoi tous les auteurs se sont accordés à chercher la source ou l'origine de la Richesse, exclusivement dans les moyens de production; mais remarquons que ces auteurs n'ont point distingué la Richesse générale, dont

il est ici question, de la Richesse individuelle, et qu'ils ont ainsi confondu l'idée de Richesse et l'idée de possession.

Il est certain que la consommation détruit la Richesse individuelle, parce qu'elle enlève à la possession de l'individu les produits consommables, en quoi consiste sa Richesse ; il est certain encore que les produits périssent par la consommation ; mais il ne suit pas de là que la Richesse générale, ou, ce qui est la même chose, que la somme indéfinie des produits consommables soit diminuée ; et elle ne l'est pas si le même acte, par lequel périt une quantité donnée de produits, a pour résultat de rendre consommables une égale quantité de produits qui ne l'étaient pas. Or il en est ainsi, ou bien il faut prétendre qu'il suffit de mettre à existence de nouveaux produits pour créer de nouvelles richesses, prétention qui est hautement démentie par l'expérience. Loin donc que la consommation tende à diminuer la Richesse, elle ne fait qu'accomplir une des conditions de sa formation ; car son action combinée avec celle de la production en est le principe, et cette combinaison est telle que l'une sans l'autre est impuissante.

C'est se faire une idée inexacte de la Richesse que de se la représenter comme quelque chose de

stable et de permanent ; elle n'existe véritablement que par la *succession* des produits consommables, et ne s'augmente qu'autant que ces produits se *succèdent* en plus grande quantité. C'est par une succession croissante des produits, et non par leur accumulation que s'augmente la Richesse (générale).

Les capitaux, c'est-à-dire les produits *médiatement* consommables employés comme instrumens de production, semblent, à la vérité, s'augmenter par l'accumulation, et paraissent aussi posséder plus de stabilité que les produits immédiatement consommables ; mais ce n'est là qu'une apparence : car leur consistance est en effet dépendante de la consommation, et leur accumulation ne constitue un accroissement de Richesse, qu'autant que les produits immédiatement consommables viennent à se succéder dans une plus grande quantité. Ils ne peuvent exister et se multiplier qu'au moyen d'une consommation existante et croissante.

Cette mobilité de la Richesse peut être figurée, quoique imparfaitement, par l'image d'un fleuve : il existe par la succession de ses eaux qui vont se perdre dans la mer, comme la Richesse par la succession des produits qui se perdent dans la consommation ; s'il était possible de fermer l'em-

bouchure du fleuve, il n'existerait plus, ce serait un amas d'eaux stagnantes; supprimez la consommation, il n'y aura plus de Richesse, mais un amas de choses inutiles.

Il nous semble d'ailleurs que la vérité de notre proposition se démontre par sa simple expression; car il est évident que plus la consommation s'étend, plus se peuvent multiplier les produits immédiatement consommables; et que, plus ceux-ci se multiplient, plus il y a de capitaux, en d'autres termes, de *produits médiatement consommables;* par conséquent plus grande est la Richesse, laquelle est la somme des produits de l'une et l'autre espèce.

Qu'était-ce que la canne à sucre, le café, le tabac, avant que l'usage eût commencé à s'en répandre parmi les hommes? rien de plus que l'herbe des Steppes de la Tartarie; et si ces substances composent à présent une partie notable de la Richesse, est-ce seulement parce que le travail s'est appliqué à les produire? N'a-t-il pas fallu qu'elles fussent admises dans la consommation, et qu'elles devinsent des produits consommables? D'autres produits, soit de la terre, soit de la manufacture qui, comme ceux-ci, en variant la consommation, lui donneraient une plus grande extension, formeraient certainement un accrois-

sement à la Richesse générale ; celui qui s'est manifesté depuis quelques siècles dans le monde civilisé n'a pas eu d'autre cause.

Ainsi le Créateur a mis devant nous les biens naturels, mais il a voulu que l'homme fut lui-même l'auteur de la Richesse ; et, à cet effet, il lui a départi, et l'intelligence, qui dispose des moyens producteurs, et les appétits, qui lui font désirer et consommer les choses produites. Plus l'homme est excité par ses appétits, plus il acquiert de puissance pour produire ; et plus cette puissance s'étend, plus ses appétits se multiplient : car il est dans sa nature d'aspirer sans cesse à un plus grand bonheur qu'il cherche dans de nouvelles jouissances.

Nous allons jeter un coup d'œil sur les diverses opinions professées jusqu'ici sur l'origine de la Richesse. Nous aurons, peut-être, ainsi l'occasion de donner à la nôtre une plus grande évidence.

Non-seulement les *Économistes* ne plaçaient la source de la Richesse que dans la production ; mais ils ne voyaient de production que dans le travail appliqué à la culture de la terre, regardant comme improductif celui appliqué à la manufacture et au commerce.

Selon eux, la terre est l'unique source de la

Richesse ; envain ceux qui sont opposés à cette doctrine, leur disent : la terre, à la vérité, produit toute chose, mais la main d'œuvre ajoute une valeur à ces choses ; donc le travail appliqué à la manufacture, crée la richesse. Non, répondent les Économistes, car la valeur ajoutée aux produits de la terre, par la main d'œuvre, n'est qu'égale à celle *consommée* par l'ouvrier pendant la durée de son ouvrage ; ainsi, il n'y a pas de Richesse créée par la manufacture, pas de *produit net*, et cette réponse est demeurée victorieuse. Le comte Garnier, quoiqu'un des plus puissans antagonistes de la doctrine des Économistes, s'est cru forcé de reconnaître que leur proposition est d'une évidence incontestable et susceptible d'une démonstration rigoureuse : « Ceux « qui ont tenté de les combattre, dit-il, (1) n'ont « généralement pu leur opposer que de vains so-« phismes. Pourquoi donc cette doctrine a-t-elle « eu si peu de succès ? et pourquoi, chaque jour, se « discrédite-t-elle de plus en plus ? parce qu'elle « ne s'accorde nullement avec la situation morale « des sociétés, ni avec celle des individus ; parce « qu'elle est continuellement repoussée par l'au-« torité de l'expérience et par l'infaillible instinct

(1) Préface de la traduction de l'œuvre d'Adam Smith.

« de l'intérêt privé ; parce qu'il lui manque enfin « la sanction indispensable de toutes les vérités : « l'utilité. »

Nous n'adopterons pas ici les raisonnemens qu'emploie le comte Garnier. Une proposition peut être vraie sans que son application soit utile ; mais elle ne peut être vraie lorsque, comme celle des Économistes, elle est combattue par le vice de ses conséquences : dans ce cas il y a à démontrer sa fausseté, et si cette démonstration se trouve impossible, il faut en conclure que nous n'avons nous-mêmes que des connaissances incomplètes sur le sujet de la proposition.

Les choses dont se compose la Richesse étant des *produits consommables*, c'est-à-dire des substances produites par le travail, et qui *devront* être consommées ; il s'en suit que le concours de la production dans la formation de la Richesse, peut avoir lieu de deux manières différentes : 1.° par le travail qui produit la substance ; 2.° par le travail ayant pour objet de conférer à la substance produite la qualité qui la rend propre à être consommée, ou qui augmente en elle cette qualité. Lorsque le laboureur met à existence la substance qu'on appelle *lin*, et lorsque le tisserand fait de ce lin une toile, tous deux tendent également à former la Richesse ; mais chacun à

sa façon : le premier, en produisant la substance ; le second, en donnant au produit une forme sous laquelle il pourra être consommé. Que l'on augmente la masse des produits, ou que l'on multiplie les formes sous lesquelles ils pourront être consommables, il y a dans les deux cas formation *possible* de Richesse ; nous disons *possible*, car jusques-là il n'y a que production, et le concours de la consommation est encore nécessaire.

Mais les Économistes ne disent pas expressément que la manufacture soit incapable de donner aux produits de la terre un nouveau degré de richesse ; ils soutiennent que sa capacité, à cet égard, se trouve annullée de fait, attendu que la valeur qu'elle ajoute au produit de la terre, n'est qu'égale à celle consommée par l'ouvrier, pendant la durée de son ouvrage ; et il paraît que c'est ce dernier raisonnement des Économistes qui a fait dire au comte Garnier, que leur doctrine, bien que sensiblement fausse, ne pouvait être attaquée par une argumentation directe ; en effet, si comme on l'a pensé jusqu'ici, la consommation est destructive de la Richesse, et si l'ouvrier consomme autant qu'il produit, il n'y a rien à objecter aux Économistes ; mais si au contraire, comme nous l'avons établi précédemment, la Richesse, c'est-à-dire la somme *des produits consommables*

n'est point diminuée par la consommation, attendu qu'en même temps que celle-ci détruit une quantité donnée de produits, elle confère la consommabilité à une quantité égale d'autres produits, qui autrement n'eussent rien ajouté à la Richesse; il est évident que la production opérée par le travail de la manufacture (le produit étant d'ailleurs supposé consommable), formera un accroissement à la Richesse. Il y a une valeur crée de ce côté, sans qu'il y ait une valeur anéantie de l'autre part.

Remarquons bien qu'il s'agit ici de la Richesse considérée d'une manière absolue, de la Richesse générale, et non de la Richesse individuelle, dont l'idée se complique avec celle de l'intérêt du possesseur. Sans doute un homme, qui pendant la durée de son travail, consomme une valeur égale à celle qu'il produit, n'a point augmenté sa Richesse; car sa possession est demeurée la même. Mais la proposition des Économistes doit évidemment être prise dans le sens général que nous lui avons donné; car autrement elle ne signifierait rien, puisqu'elle s'appliquerait tout aussi bien au travail de la terre qu'au travail de la manufacture, et n'aurait alors nul rapport avec ce qu'ils ont voulu prouver.

Ou nous avons erré dans l'opinion que nous

avons émise sur la nature et sur la formation de la Richesse, ou la doctrine des Économistes ne peut se soutenir ; et n'est-ce point une chose qui milite en faveur de cette opinion, qu'il se trouve en elle un moyen si facile de réfuter une doctrine qui, quoique sensiblement défectueuse, semblait irréfutable.

Adam Smith, bien que sa doctrine fut fort différente de celle des Économistes, n'a pas entrepris de les combattre ; il a cru pouvoir même se dispenser d'émettre une opinion positive sur la nature et sur l'origine de la Richesse. A la vérité il dit que « la qualité essentielle qui constitue les « richesses, et sans laquelle elles ne mériteraient pas ce nom, c'est leur *valeur échangeable.* » Mais est-ce une définition que cet auteur a voulu donner par ces paroles ? Nous ne le croyons pas, et il est plus présumable qu'il a seulement eu en vue de marquer un des caractères qui distingue les richesses des choses que nous avons appelé *biens naturels ;* ces biens, d'où le travail de l'homme peut tirer la richesse, mais qui ne le sont pas par eux-mêmes, et qui ne comportent pas une valeur échangeable. Si c'est une définition qu'il a proposée, nous n'hésitons pas à la regarder comme inexacte. *L'échangeabilité* (qu'on nous permette cette expression),

est sans doute une des qualités par lesquelles il est possible de désigner les richesses, mais elle n'en offre pas la définition, parce que ce n'est pas là leur qualité essentielle et constitutive, laquelle n'est autre que la *consommabilité*, ainsi que nous l'avons établi.

Adam Smith n'a pas non plus fait connaître explicitement quelle était la source ou le principe générateur de la Richesse; on peut seulement induire des diverses propositions répandues dans son ouvrage, qu'il supposait ce principe dans le travail appliqué soit à la terre, soit à la manufacture. Notre opinion diffère de la sienne, 1.° en ce que nous plaçons le principe de la Richesse dans le concours de la production et de la consommation, tandis qu'il le voit uniquement dans le travail, c'est-à-dire dans la production; 2.° en ce que nous considérons comme productif le travail appliqué non-seulement à la terre et à la manufacture, mais aussi au commerce; au lieu que si Adam Smith ne refuse pas formellement d'admettre le commerce comme agent de production, il hésite du moins à lui reconnaître cette qualité. Sur le premier point, nous renvoyons aux explications que nous avons données précédemment, et que nous tâcherons de confirmer par la suite. Quant au second point, nous aurons ailleurs une

occasion plus opportune de le discuter; disons seulement ici qu'il y a contradiction à accorder à la manufacture la qualité de moyen producteur, et de la refuser au commerce.

Le silence que garde Adam Smith sur ces deux points capitaux, donne lieu au reproche que lui adresse le comte Lauderdale. « Comment, dit ce « dernier, peut-on discuter avec fruit les moyens « d'augmenter une chose, si l'on n'a des idées « exactes de sa nature et de son origine? »

L'œuvre d'Adam Smith, abondant en matériaux, n'offrait point un ensemble régulier; M. Say a entrepris de composer de ces membres épars un corps de doctrine : le premier s'était borné à des *recherches sur la nature et les causes de la Richesse des nations;* M. Say a fait *un Traité d'économie politique*. Nous retrouvons dans son traité les idées d'Adam Smith, mais accrues de celles qu'il a fallu y ajouter pour construire un système dont son auteur ne lui fournissait que les élémens. M. Say a fait en cela une chose fort utile, parce qu'il a ouvert un champ à la discussion très-difficile, pour ne pas dire impossible, avec Adam Smith, qui, marchant sans méthode et par élans au gré de son génie, se rend le plus souvent inaccessible à la critique.

Nous avons déjà eu occasion de dire quelques

mots, en passant, sur l'opinion de M. Say, relativement à la définition de la Richesse. Nous allons à présent examiner cette opinion.

« Si l'on observe, dit cet écrivain (1), ce que « les hommes entendent par le mot *richesses*, « pris dans son sens le plus étendu, on trouve « qu'ils désignent ainsi une certaine quantité de « choses qui ont une valeur, comme des métaux, « des grains, des étoffes, des denrées de toutes « sortes. S'ils donnent le nom de richesses à des « terres, à des établissemens industriels, ou bien « à des contrats de rente et à des effets de com« merce, il est évident que c'est parce que les « uns sont des moyens de produire, les autres un « engagement pris de livrer des choses qui ont « une valeur réelle et intrinsèque. En résultat, il « n'y a de richesses que là où se trouvent des « choses qui ont de la valeur par elles-mêmes. »

L'énumération que fait ici M. Say, des différentes sortes de choses auxquelles la dénomination de richesse est vulgairement attribuée, ne peut pas sans doute être prise pour une définition; elle se présente seulement dans ces derniers mots : « Il n'y a de richesses que là où se trouvent *des* « *choses qui ont une valeur par elles-mêmes*. »

(1) Traité d'Économie politique, tome I, page 1.re et suiv.

Cette proposition est tout-à-fait identique avec celle d'Adam Smith, rapportée plus haut; savoir, que la qualité qui constitue les richesses, et sans laquelle elles ne méritent pas ce nom, c'est leur valeur échangeable : la valeur que les choses possèdent par elles-mêmes est constatée par leur échangeabilité; ainsi, c'est la même idée représentée par des mots différens.

Nous avons déjà dit que la valeur échangeable n'était qu'une des qualités distinctives de la richesse, mais non celle qui la constitue ce qu'elle est; et nous persistons à penser qu'Adam Smith n'a émis sa proposition, que dans la vue de marquer la différence qui existe entre les richesses et les biens naturels. Quoi qu'il en soit, M. Say reconnaît lui-même l'insuffisance d'une telle définition, car il ajoute : « Maintenant si l'on cherche « d'où vient aux choses leur valeur, on trouve « qu'elle naît des usages auxquels elles sont pro- « pres; les unes servent d'alimens, les autres de « vêtemens, d'autres nous défendent de la rigueur « du climat, comme les maisons; d'autres, tels « que les ornemens, les embellissemens, satisfont « les goûts qui sont une espèce de besoins encore : « toujours est-il vrai que si les hommes attachent « de la valeur à une chose, c'est en raison de ses « usages. Cette faculté qu'ont certaines choses de

« *pouvoir* satisfaire aux besoins des hommes,
« qu'on me permette de la nommer *utilité* (1).

« Je dirai donc que créer des objets qui ont
« une *utilité* quelconque, c'est créer des riches-
« ses, puisque l'utilité de ces choses est le pre-
« mier fondement de leur valeur, *et que leur*
« *valeur est de la richesse.* »

Remarquons d'abord à l'appui de ce que nous avons dit tout-à-l'heure, que, selon M. Say lui-même, il serait impossible de définir la *richesse* par la *valeur;* car si de son aveu la valeur des choses est de la richesse, dire que la richesse consiste dans de certaines choses qui ont de la valeur, c'est-à-dire que la richesse est de la richesse, certainement ce n'est pas là définir, mais transvaser un sens non défini d'un mot dans un autre.

Voyons à présent si *l'utilité,* c'est-à-dire, comme l'explique M. Say, la propriété qu'ont certaines choses de servir à l'usage de l'homme, est en effet une des qualités essentielles de la richesse, et le terme par lequel elle doit être définie.

Loin que nous trouvions dans *l'utilité,* le carac-

(1) M. Say met ici cette note : « du latin *uti*, d'où l'on a « fait *utilitas*, *utilité*, qualité de pouvoir servir, de pouvoir « être employé. »



tère constitutif de la richesse, nous n'y voyons pas même son caractère distinctif; car les *biens naturels* sont utiles et ne sont pas des richesses. Ils ne sont point richesses, même selon Adam Smith, car ils n'ont point de valeur *échangeable*.

L'utilité est, comme *la valeur*, un attribut de la richesse, mais elle n'est point une de ses qualités essentielles.

L'utilité n'est point une des qualités essentielles de la richesse, parce qu'elle ne se rencontre en elle que comme conséquence d'une autre qualité, laquelle est la consommabilité.

C'est donc la *consommabilité* qui doit figurer comme terme de la définition de la richesse, et non pas *l'utilité;* car ce n'est que par l'énonciation des qualités *essentielles* d'une chose, qu'on peut en avoir une idée vraie, et arriver à une connaissance certaine de sa nature. Une définition qui ne présente que les qualités accessoires de la chose, en omettant ses qualités essentielles, ou qui seulement confond les unes avec les autres, est inexacte, et ne peut procurer qu'une lumière trompeuse.

Que *l'utilité*, qui est un des attributs de la richesse, ne soit que la conséquence de la *consommabilité*, cela se démontre de soi-même; car il est évident que si la richesse est une chose utile,

c'est parce qu'elle est consommable. Ce serait jouer avec les mots, que dire qu'elle est consommable, parce qu'elle est utile. C'est la consommation qui fait l'utilité, et non l'utilité qui fait la consommation.

Nous avons défini les richesses, *produits* médiatement ou immédiatement *consommables*, et c'est de ces deux qualités essentielles, de ces deux conditions nécessaires de leur existence : savoir, d'être *produits* et d'être *consommables*, que dérivent les qualités accessoires qui se trouvent en elles, telles que *l'utilité* et la *valeur*. C'est parce que la richesse est consommable qu'elle a de l'utilité, et c'est parce qu'elle est un produit qu'elle a de la valeur; différente en cela des *biens naturels*, qui, n'étant pas produits, n'ont pas de valeur, bien qu'ils soient propres à être consommés.

La conséquence de notre définition est ainsi que nous l'avons déjà dit, que le principe générateur de la Richesse (1), la cause par laquelle les richesses se multiplient, réside dans le concours de la production et de la consommation. De la défi-

(1) Le lecteur voudra bien se rappeler ici ce que nous lui avons dit dans la note, page 11. Le mot *Richesse*, ayant pour initiale l'*R* majuscule, signifie la *somme* des choses appelées aussi *richesses*, et que nous avons définis *produits consommables*.

nition de M. Say, il suit au contraire que la production serait seule et par elle-même ce principe : c'est dans ce sens qu'il nous dit « que créer des « objets qui ont une utilité quelconque, c'est créer « des richesses. » Cet auteur n'emploie pas ici le mot *utilité* dans un sens qui soit corrélatif de la consommation ; il signifie, ainsi qu'il prend soin de l'expliquer, la faculté qu'ont certains objets de *pouvoir* satisfaire aux besoins des hommes, de *pouvoir* servir, de *pouvoir* être employés ; de sorte que, selon lui, pour qu'il y ait accroissement dans la somme des richesses, il suffit qu'il y ait accroissement dans la production des choses propres à la consommation, sans nécessité que cette consommation augmente.

Cette proposition nous a paru tellement contraire à l'évidence des faits, que nous avons craint d'avoir mal saisi l'idée de l'auteur ; et nous devions d'autant plus concevoir cette appréhension, que M. Say, n'ayant pas distingué les différens points de vue sous lesquels il y a lieu de considérer la Richesse, il se pouvait que sa définition, ainsi que les conséquences qui en résultent, se rapportassent, non à la Richesse prise d'une manière absolue, mais à ce que nous avons appelé Richesse *individuelle*, Richesse *nationale ;* et en effet, la proposition appliquée à la première est incontes-

table; et bien que, quant à la seconde, nous la jugions défectueuse, elle a du moins en sa faveur les apparences de la vérité. Mais la suite va nous faire voir que M. Say refuse positivement d'admettre la consommation comme exerçant un concours quelconque dans la formation et dans l'accroissement de la Richesse, celle-ci étant considérée d'une manière absolue.

Cet auteur examine si la consommation exerce une influence sur la reproduction. La question étant résolue affirmativement, il eût fallu reconnaître que la consommation concoure d'une manière quelconque à la formation de la Richesse. M. Say nie donc cette influence, en s'appuyant sur les motifs suivans (1) : « Si ce qui a été dit sur la na-
« ture de la consommation et de la production a
« été bien entendu, on sera convaincu que la
« consommation ne favorise en aucune manière
« la reproduction; à la vérité, lorsqu'il est ques-
« tion de consommer un produit, (des soiries par
« exemple), on le demande, et cette demande
« est un encouragement à sa production; mais
« cet encouragement est dû, non pas à la con-
« sommation elle-même, ou au besoin qu'on a de
« consommer des soiries; il est dû à la faculté

(1) Traité d'Économie politique, tome II, page 202.

« qu'on a de les acheter; et cette faculté est le « résultat de la production antérieurement faite « du produit avec lequel on les achète. Si c'est « avec du blé qu'on a obtenu l'argent avec le- « quel on veut acheter des soiries, c'est là pro- « duction du blé qui a occasionné la demande « effective des soiries, et non le désir d'en con- « sommer; puisque ce désir, sans moyens, peut « exister, et existe même probablement chez une « multitude de gens, mais sans effet.

« On voit que c'est la production du blé qui a « occasionné la demande des soiries; mais que « cette consommation de soiries, une fois faite, « n'est point une raison pour qu'on en demande « encore; il faut pour cela qu'il y ait une nou- « velle quantité de blé, ou de tout autre produit « mis à existence. »

Nous n'étendrons pas davantage la citation, ce qui suit n'étant que le développement du même raisonnement.

Il y a dans cet énoncé un mélange de vérité et d'erreur.

Il est vrai que la production intervient comme cause nécessaire dans la formation de la Richesse, qu'il n'y a pas de Richesse sans production; mais il est faux que la Richesse existe par la seule production et sans le concours de la consommation.

M. Say reconnaît que, lorsqu'il est question de *consommer* un produit (des soiries), on le demande, et que cette demande est un encouragement à la production.

Voyons à quelles causes on doit attribuer la demande, et conséquemment l'encouragement à la production des soieries; nous en apercevons deux qu'il est, selon nous, impossible de séparer.

On demande des soieries, 1.° par ce qu'on veut les *consommer;* et il semblerait ici que nous ne faisons que reproduire la pensée de notre auteur, qui dit : « Lorsqu'il est question de consommer « un produit, on le demande ; » 2.° parce que, ayant *produit* du blé, on peut payer les soieries, ou se les procurer par échange.

De ces deux causes, dont la coïncidence est indispensable pour qu'il en provienne un effet, M. Say n'admet pourtant que la seconde (la production du blé), et il rejette la première (la consommation prochaine des soieries); en cela il se conforme à l'opinion commune à toutes les doctrines professées jusqu'à ce jour, et contre laquelle nous nous élevons : savoir, que la Richesse se forme par la seule production, et qu'elle se détruit toujours par la consommation : c'est pour maintenir cette opinion qu'il dit « que cet « encouragement est dû, non pas à la consom-

« mation elle-même, ou au besoin qu'on a de
« consommer des soieries, mais bien à la faculté
« qu'on a de les acheter; faculté qui est le ré-
« sultat de la production antérieurement faite du
« produit avec lequel on les achète. »

La demande des soieries et l'encouragement à la production qui en résulte sont dus, nous le répétons, d'une part à la production du blé qui met l'acheteur en état de les obtenir, de l'autre part à la consommation qu'il fera de ces soieries : il n'y a pas de demande possible sans le concours de ces deux circonstances; car si celui qui veut consommer les soieries n'a pas effectué un autre produit avec lequel il puisse les acheter, il ne les demandera pas; et si ayant produit du blé, il ne doit pas consommer les soieries, il ne les demandera pas non plus. En résumé, il ne les demandera qu'autant qu'il aura de quoi les payer et qu'il devra les consommer.

Si cette proposition est, comme nous le croyons, de toute évidence, c'est une erreur de prétendre faire résulter de la seule production du blé, la raison suffisante de la *demande* des soieries et de l'*encouragement* à leur production.

« On voit, dit encore le même auteur, que
« c'est la production du blé qui a occasionné
« la demande des soieries; mais que cette con-

« sommation des soieries, une fois faite, n'est
« point une raison pour qu'on en demande encore ; il faut pour cela qu'il y ait une nouvelle
« quantité de blé ou de tout autre produit mis à
« existence. »

Sans doute, ce n'est pas la consommation qu'on aura faite de la soierie, qui peut être une raison déterminante pour en faire une nouvelle demande, mais bien la consommation qu'on *voudra* faire de nouvelles soieries. Nous convenons que cette volonté sera sans effet, s'il n'y a pas une nouvelle quantité de blé ou de tout autre produit mis à existence, pour être donnés en échange; mais convenez aussi, de votre côté, que la mise à existence d'une nouvelle quantité de blé ou d'autres produits, ne sera pas une raison pour qu'on demande des soieries, s'il ne doit pas en être fait consommation.

Que conclure de tout cela, sinon que c'est le concours de la production et de la consommation exerçant l'une sur l'autre une action réciproque, qui est la véritable raison de la *demande* indéfiniment continuée tant des soieries que du blé; que c'est ainsi que ces *produits* deviennent *consommables*, qu'ils obtiennent le caractère de richesse, selon Adam Smith lui-même; car, si les soieries et les blés étant produits, n'étaient

point demandés par la consommation, ils seraient dénués de la valeur échangeable.

La même opinion, que nous venons de combattre, se reproduit sous plusieurs formes dans l'ouvrage de M. Say; nous l'attaquerons encore une fois, au risque de répéter les mêmes argumens.

Cet auteur dit (1) : « L'homme dont l'industrie « s'applique à donner de la valeur aux choses, en « leur créant un usage quelconque, ne peut es- « pérer que cette valeur sera appréciée et payée, « que là ou d'autres hommes auront les *moyens* « d'en faire l'acquisition. Ces moyens, en quoi « consistent-ils? en d'autres valeurs, d'autres « produits, fruits de leur industrie, de leurs ca- « pitaux, de leurs terres : d'où il résulte, quoi- « qu'au premier aperçu, cela semble un para- « doxe, que c'est la *production* qui ouvre des « débouchés aux produits. »

Comment la production ouvre-t-elle des débouchés aux produits? en ce sens seulement, que le commerce étant un échange de produits, il faut nécessairement qu'il y en ait de part et d'autre pour que l'échange ait lieu, et voilà tout ce qu'il y a de vrai dans l'assertion précédente; d'ailleurs

(1) Page 142 du tome Ier.

suffirait-il qu'il y eût des produits de part et d'autre, pour que l'échange se fît? non; il ne suffira pas qu'il y ait des cotons produits en Amérique, et des soieries produites en France, pour que ces marchandises trouvent réciproquement leur débouché; il faut que les cotons soient demandés en France, et les soieries en Amérique; et pour cela, il faut qu'il y ait consommation respective de ces produits dans les deux pays. C'est donc évidemment parce qu'il y a et production et consommation en France et en Amérique, que les produits français et américains ont obtenu un débouché, et par conséquent, ce n'est pas le fait seul de la production qui ouvre des débouchés aux produits. Il n'y a pas de consommation sans production, cela est certain; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'il n'y a pas de production sans consommation; car l'homme n'est pas excité à produire par un instinct machinal comme l'abeille: il produit pour posséder, et la fin de la possession est la consommation.

C'est sans doute un préjugé défavorable à notre opinion, que les écrivains les plus accrédités en Économie politique, soient d'accord pour refuser à la consommation tout concours dans la génération de la Richesse, et pour en placer le principe exclusivement dans la production, bien que d'ail-

leurs, comme on l'a dû voir, ils diffèrent de sentiment à l'égard des moyens par lesquels la production a lieu.

Essayons de dissiper ce qu'une telle autorité peut faire naître de préventions contre le principe que nous avons établi; expliquons comment ces écrivains ont pu être détournés de porter leur attention sur la consommation, avec la pensée d'y chercher une des conditions de la formation de la Richesse. Cela provient, comme nous l'avons déjà fait entendre, de ce que l'idée de Richesse n'ayant point été analisée, ne s'est offerte à leur esprit que d'une manière confuse : elle leur a apparu comme chose possédée, soit par l'individu et avec la relation de son intérêt personnel (Richesse individuelle) ; soit par les individus composant un corps de nation, et avec la relation de l'intérêt *commun* de ces individus (Richesse nationale) ; soit par le gouvernement de l'État, et avec la relation de l'intérêt politique (Richesse publique).

Sans doute, quelque fois ces auteurs ont eu, comme dans les passages que nous venons d'examiner, l'intention de considérer la Richesse d'une manière absolue (Richesse générale) ; mais cette abstraction, pour ainsi dire, involontaire de leur part, n'a jamais été établie par eux d'une manière expresse, et dès lors les diverses relations impli-

quées dans l'idée qu'on se fait ordinairement de la Richesse, ont dû prévaloir dans leur esprit. Ainsi, la consommation étant évidemment destructive de la Richesse individuelle, et étant généralement regardée comme destructive (quoi qu'à tort, selon nous) de la Richesse nationale, on ne s'est pas même permis de soupçonner que, sous aucun rapport, elle pût concourir à la formation de la Richesse; on n'y a vu qu'un abîme où elle venait s'engloutir : et si quelques-uns, comme M. Say, ont entrepris de sonder cet abîme, ç'a été par des raisonnemens dont ils pouvaient se dispenser de vérifier l'exactitude, parce que la thèse contraire était à leurs yeux une évidente absurdité.

Ce que nous avons dit précédemment (1), afin d'établir la nécessité du concours de la consommation dans la formation de la Richesse générale, nous paraît assez concluant; toutefois, essayons encore un autre moyen de nous faire entendre.

La consommation est destructive de la Richesse individuelle, elle diminue la possession de l'individu; nous le reconnaissons : eh bien, comment se peut-il, nous dira-t-on, que la Richesse générale, qui représente nécessairement l'idée de toutes les Richesses individuelles, ne soit pas di-

(1) Page 27 et suivantes.

minuée, détruite par la consommation, et qu'au contraire, celle-ci augmentant, *concurremment* avec la *production*, il y ait accroissement de Richesse générale ?

Rien de plus simple : le mot de Richesse-générale exprime en effet l'ensemble des richesses possédées par *tous* les individus ; mais cette idée y est comprise d'une manière absolue, dégagée de toute relation avec l'intérêt personnel de *chacun;* il suit de là que la Richesse individuelle peut être diminuée par la consommation du possesseur, sans qu'il y ait diminution dans la Richesse générale, dans celle de tous, puisqu'ainsi qu'il a été expliqué, l'individu, en consommant sa Richesse, tend à rendre subséquemment consommables les produits effectués par d'autres, et concourt ainsi à la formation de la Richesse générale. Qu'un individu consomme une pièce de drap, il diminue d'autant sa Richesse ; mais le manufacturier qui a fabriqué une autre pièce de drap, trouvera dans ce produit une valeur qu'il n'aurait point eue si la première n'eût été consommée : remarquons bien que tous les hommes sont respectivement producteurs et consommateurs.

La consommation n'est donc pas une cause destructive de la Richesse générale ; nous ne reviendrons pas sur ce qui a été dit, pour prouver que

sa progression est, concurremment avec celle de la production, la cause de l'accroissement de cette Richesse.

Examinons à présent les opinions du comte Lauderdale. Nous n'insisterons pas sur la définition de la Richesse que cet auteur a proposée, et qui a été rappportée plus haut (1) ; ce serait prolonger une discussion que nous croyons superflue ; notre opinion sur ce point a été suffisamment mise en évidence pour être jugée : bornons-nous à une observation. Le comte Lauderdale ayant aperçu cette vérité si importante, que la connaissance de la nature et de l'origine de la Richesse est l'unique base sur laquelle se puisse fonder la science de l'Économie politique, devait, à ce qu'il nous semble, n'admettre, comme définition de la Richesse, que celle qui pouvait conduire directement à la connaissance de son origine. Il était impossible qu'il n'y eût entre ces deux notions une connexion telle, que mutuellement l'une fût nécessaire à l'explication de l'autre ; car comment savoir ce que c'est que la Richesse, si l'on ne sait pas d'où elle provient : et comment savoir d'où elle provient, si l'on ne sait pas en quoi elle consiste : or, certainement, de cette proposition

(1) Voir ci-devant, page 7.

présentée par le comte Lauderdale, comme définition : « Que la Richesse publique est tout ce « que l'homme désire comme lui étant utile ou « agréable, et la Richesse individuelle tout ce « que l'homme désire comme lui étant utile ou « agréable, *et qui se trouve dans un certain « degré de rareté :* » de cette proposition, disons-nous, il n'y a rien à inférer qui conduise à à celle-ci, *que la terre, le travail et les capitaux sont tous trois les sources premières de la Richesse* (1).

Quoiqu'il en soit, nous voyons que le comte Lauderdale place le principe de la Richesse dans la seule production, et que, comme les autres auteurs dont nous avons précédemment examiné la doctrine, il ne tient pas compte de la condition indispensable, selon nous, pour que les résultats de cette production soient véritablement des richesses ; nous voulons dire de la consommation.

Si la production était par elle-même l'unique cause de la formation de la Richesse, il ne faudrait pour accroître celle-ci, que donner plus d'extension à celle-là; car cette cause est celle qui, venant à contracter

(1) Recherches sur la nature et l'origine de la Richesse publique, page 86.

une plus grande activité, aura pour effet d'augmenter la Richesse; or il n'est pas vrai qu'en rendant la production plus active, vous puissiez obtenir ce résultat; vous ne l'obtiendrez qu'autant que la consommation recevra un développement proportionné. Disons plus, vous ne ferez pas produire au-delà de ce que demande la consommation; car si vous le tentiez, il arriverait que les individus producteurs diminueraient leur possession, ils la diminueraient; en ce que la future consommation des produits n'ayant qu'un faible degré de probabilité, leur valeur se trouverait inférieure à la dépense de la production, d'où résulterait pour eux une dépossession, une diminution de Richesse individuelle : que si cependant, égarés par une fausse spéculation, ils se détermінaient à produire, la Richesse n'en serait pas augmentée; car les choses produites dans une quantité qui excéderait la consommation, n'ajouteront à la somme des richesses qu'à mesure que la production, en se ralentissant, se sera mise en équilibre avec la consommation. La crise ressentie dans le monde commercial en 1826, et qu'on n'a pu attribuer qu'à un excès dans la généralité de la production, justifie assez notre assertion.

Bien que le comte Lauderdale ne fasse apparaître comme sources de la Richesse que les moyens

producteurs, la terre, le travail et les capitaux; il ne partage pas cependant l'aversion que montrent pour la consommation Adam Smith et son école : on peut en juger par le passage suivant.

(1)... « Le préjugé populaire qui a toujours « regardé comme synonymes la somme des for- « tunes privées, et la totalité de la Richesse na- « tionale; qui a toujours cru que tous les moyens « d'augmenter celles-là tendaient également à « élever celle-ci, ce préjugé a persuadé que l'é- « pargne ou l'accumulation que l'on fait en se « privant des objets que l'on désire, et dont on « pourrait jouir (méthode ordinaire pour agrandir « les fortunes particulières), était le moyen le « plus actif pour accroître la Richesse publique.

« Quand on songe que cette suppression de « dépense et l'accumulation qui en est la suite, « ne tendent ni à augmenter le produit de la « terre, ni à redoubler l'action du travail, ni à « suppléer à la main de l'homme dans aucune « fonction laborieuse, il semble qu'on serait en « droit de prononcer que, si l'accumulation peut « être une bonne voie pour transporter la Ri- « chesse de A en B, et de C en D, elle ne saurait « être un moyen de l'accroître, parce que la Ri-

(1) Recherches, etc. page 155.

« chesse publique ne peut être accrue que par les
« moyens qui la produisent.

« Mais lorsque des hommes recommendables
« par leurs talens viennent confirmer ce préjugé,
« lorsque celui dont l'autorité a le plus de poids [1],
« déclare tout prodigue ennemi public, et tout
« économe bienfaiteur de la société; qu'il sou-
« tient que l'épargne, et non l'industrie, accroît
« les capitaux (par quoi il entend la Richesse
« nationale), et que comme l'épargne les aug-
« mente, et que comme la prodigalité les dimi-
« nue, la conduite de celui qui égale précisément
« sa dépense à son revenu, ne les diminue ni ne
« les augmente; on se trouve dans la nécessité
« d'examiner plus scrupuleusement cette opi-
« nion, etc. »

Plus loin cet auteur, en continuant de s'élever contre l'accumulation excessive, laquelle n'est autre chose que la production privée du concours de la consommation, nous dit [1] : « Poussé au-
« delà de ses justes limites, ce désir d'accumuler
« nuira au public de deux manières : en créant
« une plus grande quantité de capitaux qu'il n'est

(1) Adam Smith, liv. 2, ch. 3.

(1) Recherches etc., page 164.

« nécessaire, et en ôtant à la reproduction future
« une partie de son encouragement.

« 1.° En créant *une plus grande quantité de*
« *capitaux qu'il n'est nécessaire* pour le mo-
« ment, quelqu'estimée que soit une chose, on la
« produit en telle abondance, que la totalité ne
« peut être employée : une partie cesse d'être un
« objet de désir (1), et comme les choses qui ne
« sont plus rares ne peuvent contribuer en rien
« aux richesses individuelles, dès qu'elles ne sont
« plus rares, elles ne font partie ni des richesses
« privées, ni de la Richesse publique. Les plus
« beaux palais du monde restent inoccupés à
« Delhi : point d'hôtes qui les désirent; et les
« vastes magasins d'Anvers, à quoi servent-ils? ils
« offrent les monumens d'un commerce qui n'est
« plus.

« 2.° *En ôtant à la reproduction future une*
« *partie de son encouragement*, on doit occa-
« sionner une diminution dans la richesse à pro-
« duire; car tant que la nature humaine sera ce
« qu'elle est, la connaissance de ce qui s'est con-
« sommé et du dégré d'avidité qu'on marque au

(1) Cesse d'être un objet de désir : Ces mots, dans le sens de l'auteur, et d'après sa définition de la richesse, signifient, cesse d'être richesse.

« marché pour les différens objets de consomma-
« tion, *réglera impérieusement* la nature des
« produits ultérieurs. Il faut prendre ceci pour
« une proposition admise universellement ; puis-
« que ceux même qui prétendent que le retran-
« chement de la dépense, et l'accumulation qui
« en est la suite, sont un moyen d'accroître la
« Richesse publique, avouent par une inexpli-
« cable contradiction, que toute l'industrie em-
« ployée dans une année à mettre une marchan-
« dise en état de vente, s'accorde d'elle-même
« avec la demande effective. »

On voit que, comme nous venons de le dire, le comte Lauderdale n'a point pour la consommation cette antipathie que montrent les Économistes et l'école d'Adam Smith ; et peut-être que, sans trop presser les conséquences de son opinion, on peut en déduire une preuve de la nécessité du concours de la consommation dans la formation de la Richesse générale.

Il nous dit que la *suppression de dépense*, et l'accumulation qui en est la suite, ne tendent point à augmenter les produits de la terre, du travail et des capitaux.

Qu'Adam Smith a erré lorsqu'il a prétendu que *l'épargne* est un moyen d'accroître la Richesse.

Qu'en créant une plus grande quantité de capi-

taux qu'il n'est ***nécessaire,*** une partie des produits issus de ces capitaux cesse d'être un objet de désir, ce qui (dans le langage de l'auteur) signifie, cesse d'avoir le caractère de richesse.

Enfin que cette ***accumulation*** au-delà de ce qui est nécessaire (bien entendu pour produire proportionnément à la consommation), doit occasionner une diminution dans la Richesse à produire.

Il y a, à ce qu'il nous semble, deux conséquences à tirer de ces diverses propositions.

D'abord, que la production n'est point par elle seule la source de la Richesse; car si elle l'était, une production croissante formerait nécessairement un accroissement de Richesse : encore un coup, on ne peut admettre comme ***source,*** comme principe générateur d'une chose, que la cause qui, acquérant une plus grande activité, a pour effet de multiplier cette chose; or, vous reconnaissez qu'en augmentant la production, vous n'augmentez pas la Richesse; donc, les moyens producteurs, la terre, le travail et les capitaux n'en sont pas les sources, bien qu'ils contribuent certainement à sa formation, en mettant à existence les substances susceptibles d'obtenir la qualité de richesse.

La deuxième conséquence est que s'il y avait moins de *suppression de dépense* ou d'*épargne,*

que si les produits, au lieu d'être démésurément accumulés en capitaux, étaient consommés, sauf ce qui est nécessaire pour servir à une production proportionnée aux progrès de la consommation, il pourrait y avoir *accroissement* de Richesse, parce qu'alors il y aurait accroissement, tant dans la production que dans la consommation : d'où il suit incontestablement que le concours de l'une et de l'autre est la véritable source, le véritable principe générateur de la Richesse ; puisque ce concours devenant plus actif, il y aura une plus grande somme de produits médiatement ou immédiatement consommables.

Si nos conséquences sont exactes, le comte Lauderdale, en attribuant la formation de la Richesse aux seuls moyens producteurs, n'est-il pas tombé dans une véritable contradiction (1)?

---

(1) L'ouvrage du comte Lauderdale (*Recherches sur la nature et l'origine de la Richesse publique*), n'est point connu en France autant qu'il mérite de l'être : c'est le fruit d'une méditation profonde et éclairée des lumières de l'homme d'état. Nous croyons, vu la rareté de ce livre, faire une chose agréable au lecteur, en mettant sous ses yeux le chapitre où l'auteur examine *s'il est possible d'accroître la Richesse publique, par d'autres moyens que ceux qui la produisent.* C'est de ce chapitre que sont tirés les passages cités ci-dessus, et il s'y en trouve beaucoup d'autres dignes d'une grande attention. (Voir l'Appendice n.° 1).

CHAPITRE III.

DU PRINCIPE GÉNÉRATEUR DE LA RICHESSE INDIVIDUELLE.

Ce que nous avons appelé *Richesse individuelle*, est la somme des produits médiatement ou immédiatement consommables ; autrement, la somme des richesses possédées par l'individu pris isolément, en sorte que l'intérêt qui naît de la possession lui est personnel.

L'idée représentée par ce terme *Richesse individuelle*, diffère de celle attachée à ces mots : Richesse générale, Richesse nationale.

L'idée de Richesse générale comprend l'intérêt de l'universalité des individus ; elle existe dans notre esprit d'une manière absolue, parce qu'elle n'a de relation avec aucun intérêt spécial.

L'idée de Richesse nationale comprend l'intérêt de tous les individus formant une même aggrégation d'hommes, une société politique ; elle a une relation avec l'intérêt spécial de cette société.

L'idée de Richesse individuelle se porte et se concentre sur l'intérêt personnel de l'individu, et n'a d'autre relation que cet intérêt spécial.

Des différences dans l'idée qu'on se fait de la Richesse considérée sous ces divers aspects, il doit résulter que la cause de son accroissement, le principe de sa génération est différent, selon qu'on a en vue, ou l'intérêt général, ou l'intérêt commun d'une société, ou l'intérêt personnel de l'individu.

Ainsi, bien que nous ayons placé le principe de la Richesse générale dans le concours de la production et de la consommation, parce qu'on ne peut pas concevoir un accroissement dans la Richesse de *tous* les individus, sans qu'il y ait une augmentation dans la somme générale des richesses, et que celles-ci, étant des produits consommables, ne peuvent se multiplier que par le concours de la production et de la consommation; il en sera tout différemment de la Richesse individuelle : car on conçoit très-bien qu'elle puisse s'accroître sans qu'il y ait augmentation dans la Richesse générale, ni dans celle de la nation à laquelle appartient l'individu.

Loin que le concours de la consommation (celle de l'individu) soit nécessaire à la formation de la Richesse individuelle, c'est par elle qu'elle se

détruit. Cela est d'une évidence si lumineuse, qu'on en a été ébloui, et qu'on n'a pu apercevoir qu'il en pouvait être autrement de la Richesse considérée sous des rapports différens de celui de l'intérêt individuel.

C'est donc par la production et non par la consommation que l'individu peut former sa Richesse, bien que d'ailleurs elle consiste en produits qui *devront* être consommés. Mais la production n'est pas l'unique cause de cette formation; car l'individu peut accroître sa possession (et sa possession c'est sa Richesse) sans qu'il y ait accroissement dans sa production; il le peut en diminuant sa consommation : l'épargne augmentera sa possession. Il est des gens qui se font riches à force de se rendre misérables. Il le peut par tous les moyens qui attireront à lui les richesses que possèdent les autres : il en est de légitimes, il en est de honteux, il en est de criminels.

Ces moyens, qui n'ont d'autre résultat que de faire passer les richesses des mains d'un des membres de la société dans celles d'un autre, n'augmentent certainement en rien la Richesse nationale, celle des individus qui, pris collectivement, composent la société.

Il y a sans contredit un rapport très-direct entre la Richesse individuelle et la Richesse natio-

nale, comme nous le ferons voir bientôt; mais il n'y a de similitude parfaite qu'en ce point : qu'elles consistent dans les mêmes choses, en produits consommables.

Nous ne voulons nous occuper de la Richesse individuelle qu'autant qu'elle peut nous éclairer sur la Richesse nationale; et à cet égard, il n'y a pas nécessité que nous allions plus loin : laissant à chacun à faire fortune comme il l'entendra.

Bornons-nous donc à dire que la Richesse individuelle a son origine dans tous les moyens par lesquels l'individu peut augmenter sa possession; mais plus positivement dans la production (seule), que nous considérerons comme en étant *le principe générateur*.

CHAPITRE IV.

DU PRINCIPE GÉNÉRATEUR DE LA RICHESSE NATIONALE.

Nous répétons ici que le principal, sinon l'unique objet de nos recherches, est de reconnaître la cause par laquelle les richesses peuvent se multiplier dans le sein de la société; en d'autres termes, de découvrir le principe générateur de la Richesse nationale.

La connaissance du principe de la Richesse générale ne mène pas à un résultat qui soit directement utile; car il n'y a pas de pouvoir capable de réaliser les spéculations qui se peuvent tirer de cette étude. La Richesse individuelle ne mérite pas non plus, par elle-même, une sérieuse attention, parce que l'intérêt auquel elle se rapporte est trop particulier, et que, non-seulement il ne s'accorde pas toujours, vu la manière dont se forme la Richesse considérée sous cet aspect, avec l'intérêt commun des membres de la société,

mais qu'il lui est quelquefois contraire ; il n'en est pas de même de la Richesse nationale ; la connaissance de son principe peut être rendue féconde par le pouvoir qui régit chacune des sociétés politiques, et elle contribuera ainsi à l'avantage général et particulier des individus.

Si donc nous nous sommes appliqués jusqu'ici à considérer la Richesse sous le point de vue général et individuel, ça été surtout dans l'intention de dissiper les ténèbres dont notre sujet fut resté infailliblement enveloppé, si les différentes modifications de l'idée de Richesse n'eussent été séparées et distinctement soumises au raisonnement. De plus, nous avons présumé, non peut-être sans quelque raison, que ces recherches, en nous faisant connaître la différence qui existe entre la Richesse générale et la Richesse individuelle, quant au mode de leur formation, pouvaient nous procurer des lumières sur l'origine de la Richesse nationale.

La Richesse nationale est la somme des richesses (produits consommables) possédées par les individus formant une société politique, de sorte que l'intérêt qui naît de la possession s'attache, non à tel ou tel membre de la société, mais collectivement à ceux qui la composent.

Si en considérant la Richesse nationale, on a

en vue un peuple sans rapports avec d'autres peuples, on trouvera qu'elle est en parfaite analogie avec la Richesse générale; car dans ce cas, l'idée de Richesse n'implique aucun intérêt spécial, soit d'individu, soit de nation, et se montre d'une manière absolue : l'intérêt individuel ne s'y présente pas, car il est confondu dans l'intérêt collectif, et celui-ci n'est en collision avec aucun autre; mais si l'on a en vue des peuples liés entre eux par le commerce, il en sera autrement. Comme chacun d'eux aura un intérêt distinct, cette spécialité paraîtra donner à la Richesse nationale plus d'analogie avec la Richesse individuelle, et l'on croira que toutes deux ont nécessairement le même mode de formation.

Quant à nous, nous concluerons seulement de cette double analogie, que la Richesse nationale peut se former par chacun des deux modes que nous avons reconnus être propres à la Richesse générale et à la Richesse individuelle : savoir, par le concours de la production et de la consommation, ou par la seule production. Il n'est pas impossible, comme nous le verrons, qu'une nation accroisse sa Richesse de la même manière que l'individu accroît la sienne; en produisant plus qu'elle ne consomme, ou, ce qui est la même chose, en consommant moins qu'elle ne

produit, par l'épargne et par l'accumulation, en un mot par la production, sans le concours de la consommation : elle le pourra même en attirant en sa possession, soit par artifice, soit par violence, les richesses des autres nations.

Ces possibilités sont constatées par l'expérience : les peuples marchands, en général, composent leur Richesse nationale au moyen de l'épargne, et en faisant prévaloir, autant qu'il est en eux, la production sur la consommation. (Nous ferons voir par la suite que le commerce est au nombre des agens producteurs.) Les peuples conquérans s'enrichissent des tributs des peuples conquis : Richesse éphémère et malheureuse, qui porte avec soi la peine attachée à toute injustice.

D'un autre côté, si, comme nous l'avons établi, les produits consommables se multiplient par le concours de la production et de la consommation, n'est-il pas évident que le peuple chez lequel ce concours sera progressif, doit recevoir un accroissement dans sa possession, dans sa Richesse nationale.

Les deux modes de formation que nous avons observés à l'égard de la Richesse générale et individuelle seraient donc praticables à l'égard de la Richesse nationale ; mais ces deux modes sont-ils égaux en puissance ? l'un ne serait-il pas la

règle, et l'autre seulement l'exception? Enfin quel est celui qui doit être reconnu comme principe générateur de la Richesse nationale?

Nous n'hésitons point à le dire, ce principe réside dans *le concours de la production et de la consommation;* et notre opinion se fonde sur une considération aussi simple qu'elle nous paraît décisive.

La cause que nous cherchons doit être telle, qu'elle multiplie les richesses chez *tous* les peuples où elle agira avec une force progressive; autrement elle ne serait pas le principe de la Richesse des nations : or, il n'y a que le concours de la production et de la consommation qui ait la puissance d'augmenter *partout* la possession, parce que lui seul multiplie les produits consommables, les richesses, objet de la possession.

La production, sans le concours de la consommation, peut bien à la vérité augmenter la possession; mais comme elle n'augmente pas la somme des choses *possessibles*, son effet ne peut profiter qu'à quelques peuples parmi les peuples, à quelques individus parmi les individus, et non à *tous*. Ainsi ce mode est exceptionnel de sa nature.

Tous les peuples trouveront dans le concours, supposé progressif, de la production et de la consommation, un accroissement de Richesse;

tous pourraient-ils le trouver dans la seule production? non sans doute; car il est sensible que si tous les peuples qui composent le monde commercial venaient à restreindre leur consommation, à épargner, à accumuler, non-seulement il n'y aurait pas élévation, mais bien au contraire dépression dans la Richesse de chacun d'eux.

Nous disons donc que le principe générateur de la Richesse nationale est le même que celui de la Richesse générale : *le concours de la production et de la consommation*, et nous admettons seulement comme une exception, la faculté qu'ont certains peuples de former leur Richesse par la production sans le concours de la consommation, faculté que nous avons reconnue être propre à la Richesse individuelle; et remarquons bien que ce mode est tout-à-fait particulier, tel que serait celui mis en usage par les peuples conquérans, qui accroîtraient leur Richesse par la spoliation des peuples vaincus.

Il nous semble que les auteurs qui nous ont précédé, ont erré en cela, qu'ils ont pris l'exception pour la loi; d'où il suit que leur doctrine porte généralement à faux et n'est vraie qu'accidentellement.

Ces auteurs qui ne voyent l'origine de la Richesse des nations que dans la production, par

conséquent dans l'épargne, dans l'accumulation; qui nous présentent la consommation comme destructive de cette Richesse, n'ont pas fait attention que, pour être conséquens avec eux-mêmes, ils devaient solliciter des lois somptuaires, et nous mettre en garde contre une trop grande activité dans le commerce intérieur; car il est évident que, plus le commerce intérieur est actif, plus grande est la consommation, et que l'effet des lois somptuaires doit être de la diminuer; de sorte que ces lois et les restrictions apportées dans le commerce intérieur, seraient très-propres à faire prévaloir la production. Cependant, il est généralement reconnu que les lois somptuaires sont nuisibles, et que l'activité du commerce intérieur est une chose désirable : nouvelle preuve que la vérité, quoique non démontrée, se fait jour par les révélations de l'expérience. Nous avons déjà vu que la doctrine des Économistes avait été abandonnée, bien qu'elle n'eût point été réfutée.

L'indication que nous venons de donner du principe générateur de la Richesse nationale, ne s'offre à nous jusqu'ici que comme une spéculation dont l'utilité peut être justement contestée; car il reste à discerner quels sont les peuples auxquels il convient de suivre notre règle, et ceux qui feraient mieux de s'en tenir à l'exception; la

raison déterminante dans cette alternative n'est pas la même pour tous. Si les corps politiques sont semblables entre eux par les élémens qui les composent, ils diffèrent beaucoup par leur population, par l'étendue de leur territoire, par leur situation géographique, et par le génie qui leur est propre; or, ces circonstances exercent certainement une influence sur leur système économique.

Tel est le caractère distinctif des deux modes en question; que, selon le premier, la Richesse nationale existe et s'accroît au moyen de la production et de la consommation qui ont lieu dans la société; et que, selon le second, elle existe et s'accroît au moyen de la production effectuée par la société, mais dont les résultats sont en grande partie livrés à la consommation des autres peuples.

Bien que nous ayons déjà eu occasion, en traitant de la Richesse générale, d'expliquer comment elle existe par le concours de la production et de la consommation, et comment elle se multiplie par le concours de ces deux causes, nous avons encore à examiner de quelle manière ce principe s'applique à la Richesse nationale et agit dans le sein de la société : ce sera la matière du chapitre qui va suivre.

Nous examinerons ensuite comment la Richesse

nationale peut aussi se former et se multiplier par la seule production, selon le mode propre à la Richesse individuelle.

Nos recherches sur le dernier point, en établissant les conditions spéciales sous lesquelles il est possible que la Richesse nationale se forme selon ce mode, nous conduiront à savoir à quelles sociétés il peut convenir de l'adopter; elles nous serviront en même temps à démontrer que son application est d'une possibilité si restreinte, qu'il ne constitue véritablement qu'une exception, et une exception très-rare à la règle que nous avons proposée; savoir, *que le concours de la production et de la consommation est le principe générateur de la Richesse nationale.*

CHAPITRE V.

COMMENT LA RICHESSE NATIONALE SE FORME, AINSI QUE LA RICHESSE GÉNÉRALE, PAR LE CONCOURS DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION.

Nous diviserons le présent chapitre en deux sections : dans la première, nous considérerons la formation de la Richesse nationale telle qu'elle aurait lieu chez un peuple vivant sur lui-même et sans relations au-dehors; dans la seconde, nous ferons entrer dans nos considérations les conséquences qui doivent résulter, pour ce peuple, de ses rapports de commerce avec l'étranger.

I.ere SECTION.

Formation de la Richesse nationale, abstraction faite de l'influence qu'y peut apporter le commerce extérieur.

Nous venons de voir que la Richesse nationale (la somme des produits consommables que possède une nation) peut s'accroître de deux ma-

nières; soit parce que cette nation étendra d'avantage sa production et sa consommation, soit parce qu'elle fera prédominer la production sur la consommation, en s'appliquant à procurer à ses produits une consommation étrangère.

C'est le premier de ces deux modes que nous allons examiner; et nos recherches auront pour objet, non de savoir comment peut s'obtenir la progression dans le concours des deux causes qui multiplient les produits consommables, mais seulement de quelle manière a lieu cette progression.

Le déplacement continuel de richesses, qui élève et précipite les fortunes particulières, cette activité que donne à chacun l'intérêt personnel, tout ce mouvement, toutes ces entreprises qui n'ont pour objet que l'accroissement de la Richesse individuelle, et qui contribuent toutefois à la formation de la Richesse nationale; tout cela, disons-nous, est trop tumultueux, trop confus pour qu'on puisse apercevoir, à la première vue, comment s'opère, au sein de la société, la progression dans le concours de la production et de la consommation; lequel est, selon nous, le principe de la Richesse nationale. Essayons d'y parvenir, en décomposant cet ensemble et en étudiant le jeu de chacune de ses parties.

Les sociétés humaines se composent d'individus

inégaux en intelligence et en forces corporelles, différents d'humeur et d'inclinations : cette diversité est une des lois de notre espèce.

Les uns, et c'est le plus grand nombre, ne sont capables de produire que dans la proportion de leur consommation nécessaire.

Les autres veulent consommer autant qu'ils peuvent produire.

Il en est qui, gens actifs ou défiants de l'avenir, on avides pour eux et pour les leurs de la considération que donne une grande possession, s'appliquent à produire le plus et à consommer le moins qu'il leur est possible.

On en voit au contraire, qui, cherchant à se distinguer par une grande dépense, ou enclins aux jouissances de la vie, ou insoucians, ou malhabiles dans leurs entreprises, consomment plus qu'ils ne produisent.

D'autres enfin, portés également à augmenter leur possession et à jouir de ce qu'ils possèdent, accroissent concurremment leur production et leur consommation.

Ces cinq classes représentent l'état de la société sous le rapport économique; et le tableau est fidèle, car il exprime la diversité d'inclinations et de capacités qui est une des lois de notre nature; s'il est incomplet, c'est que nous ne

pouvons y figurer l'action d'une autre cause, étrangère également à la production et à la consommation, et qui, comme nous l'avons remarqué précédemment, n'a évidemment d'autre effet sur la Richesse que d'en changer la possession.

Nos classes, ou plutôt nos cadres sont permanens, attendu qu'ils se sont formés d'après une loi immuable ; mais les individus qui y paraissent changent incessamment, parce que les qualités qui diversifient les individus sont aussi très-variables dans chacun d'eux : il faut bien d'ailleurs que le dissipateur une fois ruiné tombe dans une classe où la consommation est égale à la production.

Au milieu de tous ces mouvemens qui, pour ainsi dire, agitent la Richesse, cherchons où elle acquiert un véritable accroissement.

Le concours de la production et de la consommation étant absolument égal dans les deux premières classes, où les uns ne peuvent produire qu'autant qu'ils consomment, et où les autres veulent consommer autant qu'ils produisent, il ne peut en provenir un accroissement de Richesse ; seulement ce concours la maintient à son terme actuel. Si les individus compris dans ces deux classes venaient à produire et à consommer davantage, ce serait l'indice d'une augmentation de Richesse dont la cause serait ailleurs.

Quant aux deux classes suivantes, celle où produisant beaucoup on consomme peu, et celle où produisant peu on consomme beaucoup, il faut aussi les réunir sous un même point de vue, pour apprécier leur effet dans le système économique; en les considérant ainsi on verra que, comme les deux précédentes, elles contribuent à maintenir la Richesse à son degré actuel, mais qu'elles ne peuvent l'élever à un degré supérieur.

Elles maintiennent la Richesse nationale à son degré actuel, de la même manière que les deux classes précédentes, par le concours de la production et de la consommation, qui est ici le même que si chacun des individus dont elles se composent produisaient et consommaient également.

Elles n'élèvent pas la Richesse nationale à un degré supérieur, parce que la production et la consommation n'éprouvent aucune progression; l'une et l'autre ne pouvant avoir lieu entre ces deux classes que selon le mouvement des richesses déjà existantes, et employées par les uns comme capital productif, par les autres comme fonds de consommation. Cela est manifeste; car d'un côté, les dissipateurs ne peuvent faire excéder leur consommation qu'en se dépossédant de leurs richesses accumulées, et de l'autre, les producteurs exubérans ne peuvent faire prédominer leur

production qu'autant que les premiers se dépossèdent.

Il devrait arriver, à ce qu'il semble, que les dissipateurs étant ruinés, il y eut affaiblissement dans le concours de la production et de la consommation, et par conséquent dépression dans la Richesse nationale; mais ne perdons pas de vue que nos cadres, bien que permanens, éprouvent un changement continuel dans le personnel des individus qui y figurent, de sorte que la classe des dissipateurs se recrute incessamment de nouveaux individus ayant des richesses à dissiper. Tel est le train du monde où nous voyons cette succession de fortunes particulières qui se font et se détruisent, sans que la Richesse nationale reçoive ni accroissement ni altération. Ce n'est qu'un mouvement qui s'opère dans la Richesse et sur elle-même, il n'est ni progressif ni rétrograde; car le concours de la production et de la consommation demeure le même. A la vérité, ce mouvement produit des oscillations qui présentent l'apparence, tantôt d'un accroissement, tantôt d'un décroissement dans la Richesse; alors l'échange des divers produits consommables, opéré par l'intermédiaire de la monnaie, s'accélère ou se ralentit, et le commerce subit les phases que nous voyons de temps à autre; mais ces oscillations n'in-

fluent que passagèrement sur l'état de la Richesse. Nous ferons voir bientôt que le mouvement qu'elle éprouve par le fait de ces deux classes, a une mesure certaine dans la quantité des capitaux qui existent dans la société.

Venons à la cinquième classe : c'est là seulement que s'accomplissent les conditions nécessaires à la formation de la Richesse nationale, et que se manifeste son principe générateur. Une même impulsion est donnée concurremment à la production et à la consommation, l'une et l'autre tendant toujours à s'accroître : la production par une plus grande consommation, celle-ci par une plus grande production. Une portion des produits est successivement ajoutée au capital, véritable capital, véritable richesse, parce qu'une nouvelle consommation est en même-temps ouverte pour recevoir les nouveaux produits.

Ainsi se multiplient dans le sein de la société les produits consommables, ceux qui le sont immédiatement, parce que, bien que détruits par la consommation, ils sont reproduits dans une proportion supérieure à leur destruction ; ceux qui le sont médiatement (les capitaux), en raison même de la multiplication des premiers.

Ainsi s'anime la circulation du signe représentatif des richesses, parce que l'accroissement

survenu dans la production et la consommation multiplie les transactions commerciales dont il est le médiateur.

La Richesse nationale accrue dans cette classe, s'épanchera dans les autres par l'effet du mouvement expliqué ci-dessus. La classe dissipatrice sera recrutée d'individus possesseurs d'une plus grande quantité de richesses accumulées (1); elle pourra faire excéder davantage sa consommation sur sa production, et dès-lors il sera possible à la classe des producteurs exubérans, de faire excéder davantage aussi sa production sur sa consommation. Il y aura parmi ces deux classes une succession plus abondante de produits consommables, un plus grand développement de la Richesse; mais ce développement sera dû uniquement à la cinquième classe : car, si celle-ci n'eût pas, par une progression dans le concours de sa production et de sa consommation, multiplié les produits *consommables*, il n'y aurait point eu ce surcroît de richesses accumulées, et il eût été impossible aux dissipateurs et aux producteurs exubérans d'étendre, les uns leur consommation, les autres leur production.

---

(1) Par *richesses accumulées*, il faut entendre des capitaux, des *produits médiatement consommables*.

Les deux premières classes profitent aussi, mais d'une autre manière, de l'augmentation de Richesse opérée par la cinquième. Il n'y a pas dans celles-là de richesses accumulées qui servent à la production, ou qui soient dissipées. On y vit de salaire; toutefois il est facile de voir que l'augmentation survenue dans le concours de la production et de la consommation chez les trois autres classes, donnera lieu à plus de travail, à plus de profits, à une plus grande Richesse dans ces deux classes, qui elles-mêmes, élevant leur consommation en raison du surcroît de production devenu possible, contribueront à maintenir la Richesse de la société à un degré supérieur.

Nous croyons ce dernier point suffisamment expliqué; mais il n'en est peut-être pas ainsi de ceux qui précèdent. Nous allons tenter de nous rendre intelligible par une autre voie.

Nous supposerons que les trois classes en question, celle qui fait excéder sa consommation, celle qui fait excéder sa production, et celle qui procède par une production et une consommation balancées, ou plutôt concurremment progressives; nous supposerons, disons-nous, que ces trois classes possèdent chacune une somme de richesses accumulées, représentée par le nombre 100, en tout 300. Nous supposerons encore, que la classe

dissipatrice ne produisant que comme 5, consommera comme 10, donnant à sa consommation un excès de 5; qu'au contraire la classe éminemment productrice, restreignant sa consommation à 5, portera sa production à 10, en sorte qu'elle excédera de 5 sa consommation. La concordance entre l'excédent de production d'une part, et l'excès de consommation de l'autre, doit être admise comme nécessaire; car les produits effectués au-delà n'ajouteraient rien à la Richesse, attendu qu'ils ne trouveraient de consommation ni dans ces deux classes, comme cela est sensible, ni dans les deux autres classes, où la consommation ne dépasse pas la production; ni enfin dans celle qui n'augmente sa consommation que concurremment avec sa production.

Pour que la classe dissipatrice puisse continuer le même excès de consommation figuré par le nombre 5, et conséquemment pour que la classe productive puisse continuer aussi de faire excéder sa production dans une quantité figurée par le même nombre, il faut que la première continue de posséder une somme de richesses accumulées, égale à 100; force serait que son excès de consommation diminuât et même cessât par un épuisement total, si les richesses accumulées qui en fournissent les moyens ne se renouvelaient, et

elles se renouvellent en effet, comme nous l'avons dit, par le changement qui s'opère incessamment dans la composition personnelle des diverses classes, et fait refluer les richesses de celles où il y a accumulation dans celle où il a dissipation : mouvement de rotation qu'imprime au système économique de la société, soit la variété d'humeur ou de capacité à laqnelle l'homme est sujet, soit la diversité de ces mêmes qualités parmi ceux entre les mains de qui se succède la possession.

Les choses étant ainsi, il est facile d'apercevoir qu'il y a un rapport nécessaire entre la somme totale des richesses accumulées existant dans la société, ou pour parler plus exactement, parmi les trois classes qui possèdent les capitaux, et la quotité de ces richesses, au moyen de laquelle il est possible à la classe dissipatrice de faire excéder sa consommation, et subséquemment à la classe parcimonieuse de faire excéder sa production; ce rapport est tel que, si on figure par le nombre 6 le concours de production et de consommation qui a lieu entre ces deux classes, lorsque la somme totale des capitaux de la société sera, ainsi que nous l'avons supposé, de 300, il sera réduit à 3, cette somme totale étant ellemême réduite à 150; et qu'au contraire, si elle

était doublée et portée à 600, le concours de production et de consommation serait de même doublé et porté de 6 à 12.

Comment peut s'élever cette somme totale de richesses accumulées? certainement (du moins dans notre hypothèse) ce n'est que par une progression dans le concours de la production et de la consommation; or, cette progression est impossible dans les quatre premières classes, puisque les deux causes dont l'action réciproque est le principe de la Richesse, s'y trouvent limitées l'une par l'autre.

Il faut donc recourir à notre cinquième classe; elle possède aussi une quantité de richesses accumulées, représentée par le nombre 100 dont nous évaluerons le produit annuel à 10, et nous supposerons que selon sa tendance à augmenter concurremment sa production et sa consommation, chacun des individus qui la composent fera deux parts égales du produit annuel, suivant son accroissement progressif, dont l'une sera ajoutée au capital et l'autre à la consommation. En admettant qu'il pût en être ainsi, le capital de cette classe se trouverait élevé, après une période de vingt années de 100 à 270 (1) environ, et l'ac-

(1) Voir l'Appendice, n.° 2.

croissement de ce capital serait aussi un accroissement de Richesse nationale, parce qu'il y aurait eu dans la consommation une extension proportionnée à celle de la production.

Nous ne prétendons pas toutefois que la Richesse nationale ait pu acquérir dans cette période de vingt années (la cinquième classe procédant comme nous venons de le dire), une augmentation telle qu'elle se présente ici, ni par conséquent que la somme des richesses accumulées, possédées par la société, ait pu s'élever de 300, nombre par lequel nous l'avons figurée à celui de 470. Cela est même impossible dans notre hypothèse, et d'après la loi précédemment reconnue, laquelle faisant varier sans cesse la composition personnelle des diverses classes, n'a permis qu'à un petit nombre d'individus de se maintenir dans celle-ci pendant un laps de vingt années, de sorte qu'il n'a pu s'y former une somme de capitaux aussi considérable que nous l'avons supposée, et dont une grande partie se sera successivement épanchée dans les autres classes.

Quoiqu'il en soit, il y a eu certainement augmentation de Richesse nationale, par le fait de cette cinquième classe. Dans quelle proportion? nous ne pouvons le dire, parce que nous manquons de moyens pour apprécier la variation qui

a dû avoir lieu dans sa composition personnelle; mais cette classe eut-elle élevé son capital seulement de 100 à 150, le résultat serait que le fonds national, représenté d'abord par le nombre 300, devrait être porté à 350; par conséquent que le concours de production et de consommation, représenté par 6, devra l'être par le nombre 7; en d'autres termes, que la Richesse nationale se sera accrue d'un sixième.

Si nous considérons, sous les mêmes rapports, la classe éminemment productrice, en supposant que les individus qui lui appartiennent ont pendant la même période successivement grossi le capital 100, en y ajoutant le produit annuel moins 5, nombre auquel la consommation aura été constamment limitée, nous trouverons que ce capital se sera élevé de 100 à 386 (1). Ce résultat est aussi fort exagéré, par la même raison que nous avons dite à l'égard de la précédente classe, et par une autre, savoir : que celle-ci n'a pu produire au-delà de sa consommation, qu'autant que la classe dissipatrice a pu consommer au-delà de sa production : toutefois, on peut conconclure qu'il y a eu là une augmentation de capital qui, comparativement à celle obtenue par

(1) Voir l'Appendice, n.° 3.

la cinquième classe, est comme 39 à 27 ; mais nous prétendons que l'accroissement opéré de cette manière dans la Richesse individuelle de ces producteurs exubérans, n'en a apporté aucun dans la Richesse nationale, parce que le concours de production et de consommation qui en est le principe générateur, n'a éprouvé aucune progression. Encore un coup, il n'y a eu prédominance de production d'un côté, que parce que d'un autre côté il y a eu excès de consommation, et cet excès de consommation avait une limite déterminée par la *quantité* de richesses accumulées formant le fonds commun de la société, lequel n'a ni augmenté ni diminué; car il n'y a eu autre chose qu'une translation de richesses de ceux-ci à ceux-là.

En résumé, nous disons que plus sera nombreuse, dans une nation, cette classe qui développe concurremment sa production et sa consommation, plus cette nation s'avancera rapidement dans la carrière de la Richesse.

Remarquons bien qu'il s'agit ici d'une nation qui aura fondé son système économique sur ce principe, que la Richesse nationale, comme la Richesse générale, a sa source dans le concours de la production et de la consommation : il en serait tout autrement pour le peuple qui n'adop-

tant pas cette règle, chercherait à former sa Richesse nationale selon le mode que nous avons reconnu être celui propre à la Richesse individuelle; par la production à l'exclusion de la consommation : ici, c'est en produisant plus, en consommant moins, en usant d'épargne et de parcimonie, que les individus contribuent à la formation de la Richesse nationale. Nous expliquerons bientôt comment et sous quelles conditions il est possible qu'un peuple accroisse sa Richesse au moyen d'une production excédente, et l'on verra en même temps à quelle sorte de peuples peut convenir ce mode exceptionnel.

Rappelons encore au lecteur que, tout en refusant aux diverses classes de la société, autres que *la cinquième*, le pouvoir de donner à la Richesse nationale un mouvement progressif, nous reconnaissons toutefois qu'elles contribuent à la maintenir à son degré actuel, et qu'ainsi elles jouent un rôle très-important dans le système économique; il est certain que si, par une crise quelconque survenue dans le corps politique, il arrive que parmi ses membres, les uns se laissent moins aller à une consommation excessive, que d'autres, par conséquent, soient contraints de diminuer l'excédent de leur production, et enfin que ceux qui vivent de salaires ne

puissent plus consommer autant, parce qu'ils ne peuvent plus autant produire ; il est certain, disons-nous, qu'il y aura alors abaissement dans la Richesse nationale, car il y aura altération dans son principe générateur.

Si au lieu de concevoir la Richesse avec la relation de *l'intérêt* collectif des individus formant la société, on a en vue *l'intérêt personnel* de ces individus pris chacun à part ; en un mot, si l'on ne distingue pas la Richesse nationale de la Richesse individuelle, on refusera d'admettre qu'une progression simultanée dans la production et dans la consommation puisse être, comme nous le prétendons, le moyen le plus efficace d'accroître la Richesse nationale, et l'on se renfermera dans cette opinion actuellement dominante, que la Richesse d'une société n'étant autre chose que la somme des richesses possédées par les individus qui la composent, le mode le plus favorable à son accroissement n'est autre aussi que celui par lequel *l'individu* augmente, le plus sûrement et le plus promptement, sa propre Richesse, et ce mode, c'est la production et l'épargne ; mais n'y a-t-il pas dans cette opinion, érigée en principe, un sens équivoque qui en fait tirer une fausse conséquence ? Sans doute la Richesse nationale est la somme des richesses *possé-*

dées par les *individus* qui la composent, et elle ne s'augmente qu'autant qu'il y a augmentation dans la Richesse de ces individus; toutefois, il ne suit pas de là que l'accroissement obtenu par un ou quelques-uns des membres de la société dans leur *possession*, ajoute à la Richesse natonale; il faut pour cela qu'il y ait un accroissement dans la *possession* de l'universalité des membres de la société, et, selon nous, cet accroissement n'est possible que par une progression dans le concours de la production et de la consommation. C'est de cette manière que la Richesse nationale diffère de la Richesse individuelle.

Une autre raison s'opposera peut-être plus fortement encore à la conviction que nous voudrions opérer, on sera frappé de la différence des résultats donnés par les tableaux que nous exposons (1). Par l'un, l'individu pourrait presque quadrupler son capital dans le laps de vingt années; par l'autre, il ne pourrait guère que le doubler. Or cette manière de procéder peut-elle satisfaire à ce que demande une sage prévoyance? Vingt années composent presque tout l'âge où il est donné à l'homme d'exercer activement ses facultés; et lorsque la vieillesse lui aura imposé la

(1) Voir à l'Appendice, les n.os 2 et 3.

nécessité du repos, sa production diminuera de moitié ; il ne pourra plus y employer sa propre industrie, mais seulement son capital mis en valeur par d'autres mains, et ce capital a dû subir aussi une notable diminution ; il a fallu doter, établir des enfans, etc. ; ainsi ce que nous présentons comme le principe de la Richesse nationale, serait une cause de dépérissement pour la Richesse individuelle.

A vrai dire, ces objections ne nous touchent point, car nous n'avons pas voulu établir des règles sur la manutention des fortunes particulières, mais expliquer comment se forme et s'accroît la Richesse dans le sein d'une société ; cependant, bien que, selon nous, la Richesse nationale doive être distinguée de la Richesse individuelle, nous sommes bien loin de penser qu'il y ait opposition entre l'intérêt national et l'intérêt individuel.

Allons tout de suite au fonds de la question : est-il vrai que l'avantage attaché à la Richesse, consiste dans une possession indéfiniment augmentée? S'il y a de la folie à consommer sans produire, n'y en a-t-il pas aussi à produire sans consommer? La raison est sans doute placée entre ces deux extrêmes ; et ceux qui s'appliquent à augmenter concurremment leur production et leur consommation, nous semblent accomplir plus

vraisemblablement les vues de la Providence, laquelle, sans doute, n'a donné à l'homme la faculté de créer la Richesse que comme un moyen de bonheur et de perfectionnement; ainsi le mode selon lequel se forme la Richesse nationale, serait aussi celui qu'il est le plus raisonnable de suivre dans la formation de la Richesse individuelle, et il n'y aurait aucune opposition entre l'un et l'autre.

A l'appui de ces considérations qui ne sont peut-être pas sans intérêt, quoiqu'elles n'ayent qu'un rapport indirect avec l'Économie politique; comparons les résultats qu'obtiennent, pour le bien public et particulier, d'une part ceux qui étendent indéfiniment leur production en restreignant le plus possible leur consommation, et de l'autre part ceux qui proportionnent l'une à l'autre : les premiers acquerront une plus grande possession, les seconds jouiront plus des douceurs de la vie; ceux-là laisseront un plus gros héritage, ceux-ci pourvoiront plus largement à l'éducation morale et physique de leur famille, et leur légueront une capacité d'esprit et une vigueur de corps qui compenseront, et au-delà, la modicité du patrimoine. C'est surtout parmi les gens de fortune médiocre qu'existe le penchant à l'accumulation et à l'épargne; or, croirait-on que si cette portion considérable de la société consom-

mait dans une mesure plus approchante de sa production, que si elle élevait sa dépense jusqu'au point convenable pour donner à sa famille des alimens plus nutritifs, une habitation plus accommodée et plus saine, des vêtemens moins grossiers, et surtout une instruction qui les rendit capables d'un travail plus perfectionné, croira-t-on, disons-nous, que la condition de l'individu et l'état de la société n'en fussent pas meilleurs? Quand à nous, cette progression ainsi effectuée dans la consommation, par des besoins plus variés ; dans la production, par un plus grand développement de l'intelligence humaine, nous paraît être ce qui constitue véritablement la prospérité d'un pays et le bien-être de ses citoyens.

Il se présente encore, contre l'opinion que nous mettons en avant sur la formation de la Richesse, une objection assez spécieuse, pour que nous devions la prévenir. On dira, si la Richesse nationale a son principe générateur dans le concours de la production et de la consommation, il faut, pour qu'elle s'accroisse, que chacune de ces deux causes reçoive par concomitance un nouveau degré d'activité ; il faut même que l'une d'elles (la production) précède et excède l'autre ; car un certain excédent de produits est nécessaire à l'augmentation de capitaux que demande

une consommation supposée progressive. Il convient donc de favoriser le développement de la faculté productive ; or, il est reconnu que cette faculté acquiert d'autant plus de puissance, que les capitaux sont réunis en plus grande masse; dès-lors, n'y a-t-il point erreur à prétendre, comme nous l'avons fait dans l'article précédent, que l'accumulation portée au-delà de certaines limites, ne contribue point à l'accroissement de la Richesse nationale; car, cette accumulation faite par quelques individus, par cela même qu'elle est disproportionnée avec leur consommation, a pour résultat de former entre leurs mains de gros capitaux, lesquels en rendant possibles de grandes entreprises, donnent plus d'énergie à la production qui pourra concourir aussi, avec plus d'efficacité, à l'accroissement de la Richesse nationale.

Notre réponse à cette objection est que la production doit sans doute être favorisée comme cause *coopératrice* dans la formation de la Richesse; que sans doute aussi cette cause agit d'autant plus puissamment, qu'elle procède par de grandes entreprises, et par conséquent avec de gros capitaux; mais nous disons :

1.° Que les produits accumulés ne sont pas des capitaux, par le seul fait de leur accumulation ;

ceux-ci n'existent qu'autant que ces produits sont *médiatement* consommables ; en d'autres termes, qu'autant que les produits à la formation desquels ils sont destinés, seront eux-mêmes consommables ; de manière que l'accumulation qui dépasse la borne posée par la possibilité de la consommation, ne contribue en rien à augmenter la somme des capitaux de la communauté, bien qu'elle puisse augmenter les capitaux de l'individu accumulateur.

2.° Que cette accumulation excessive *faite aux dépens de la consommation,* loin de favoriser la production, la limite nécessairement, puisque l'extension de l'une n'est possible que moyennant l'extension de l'autre.

3.° Que si les grandes entreprises favorables, comme nous le reconnaissons à l'exercice de la faculté productrice, demandent que les capitaux soient réunis par masses, cette réunion peut s'opérer aussi bien et beaucoup plus utilement par la voie de *l'association,* que par leur agglomération dans une même possession. *La division du travail,* tant célébrée par l'école d'Adam Smith, est certainement indispensable pour donner à la production son premier essor ; mais c'est seulement par *l'esprit d'association* qu'elle peut acquérir sa plus haute puissance.

De ces considérations, il suit que l'épargne ex-

cessive, bien qu'elle soit très-favorable sans doute à la Richesse individuelle, non-seulement est incapable d'accroître la Richesse nationale, mais ne contribue pas même à fortifier l'une des deux causes dont le concours est nécessaire pour opérer sa formation. Les grandes fortunes peuvent être utiles comme forces pondérantes dans l'organisation politique des sociétés : dans leur système économique, elles n'ont d'autre utilité que d'étendre la consommation, en la variant d'avantage; et cette utilité, elles ne l'ont pas au moment où elles se forment par l'accumulation.

II.me SECTION.

Influence du commerce extérieur sur la Richesse nationale.

Poursuivons le cours de nos recherches, et continuons d'expliquer comment s'effectue l'accroissement de la Richesse nationale, par le concours de la production et de la consommation.

Jusqu'ici nous n'avons considéré ce principe générateur, qu'eu égard à l'action qu'il exerce dans l'intérieur de la société; en nous arrêtant à ce seul point de vue, nous n'aurions qu'une idée incomplète de l'étendue de son pouvoir. Une nation, fût-elle, par sa population et son territoire,

égale aux principaux États de l'Europe, si elle était isolée, vivant sur elle-même, sans communication avec d'autres peuples, ne saurait élever sa Richesse au-dessus de la médiocrité, quelle que fût d'ailleurs sa disposition à produire et à consommer.

En voici la raison :

Deux choses sont nécessaires pour effectuer l'accroissement de la Richesse nationale ; plus de production, plus de consommation : mais la progression simultanée de ces deux causes, n'a lieu que par un plus grand développement, tant dans l'intelligence qui préside à la production, que dans les appétits qui portent à la consommation ; or, chez une nation isolée, comme nous l'avons supposé, la consommation demeure resserrée dans la sphère nécessairement circonscrite de la production, actuellement possible, et réciproquement la production reste limitée au petit nombre d'espèces d'objets demandés par la consommation.

C'est au moyen de la communication des peuples entre eux, que se forme le foyer de la civilisation, qui anime l'intelligence productrice et excite les appétits consommateurs. Une nation isolée, vû l'uniformité de son climat, l'imperfection de son industrie, la limitation de ses besoins ou de ses désirs, ne produira et ne consommera

que des objets peu variés, et dès-lors sa production et sa consommation seront faibles et stationaires; car c'est seulement en se *variant* que l'une et l'autre peuvent s'accroître. En vain cette nation pourvoira largement à ses besoins; si elle en a peu, elle sera pauvre. Un sage dira qu'elle serait heureuse, nous ne le contesterons pas : c'est de Richesse et non de bonheur qu'il s'agit ici.

Parmi les états politiques que nous connaissons, un seul, la Chine, est parvenu à un degré assez élevé de civilisation et de prospérité, quoiqu'ayant peu de relations avec les autres peuples; et cette exception vient ici confirmer notre opinion; car elle s'explique par l'immensité du territoire de cet Empire, qui, en se projetant sous des climats divers, offre à la consommation une grande variété de produits; et par sa population si nombreuse, qu'elle a pu être le foyer d'une civilisation capable de développer, à un certain point, la faculté de produire, et le penchant à consommer. La Chine excède par ses dimensions gigantesques, l'idée qu'on se fait d'une nation, c'est un monde à part; et ne pourrions-nous pas d'ailleurs opposer aux inductions que pourrait faire naître ce cas particulier, l'exemple de la plupart des peuples de l'Europe : misérables et barbares dans le moyen âge, parce qu'ils étaient pour ainsi dire inconnus

les uns aux autres, ils n'ont atteint le degré de Richesse et de civilisation où ils sont actuellement parvenus, qu'à mesure qu'ils se sont mis en communication, d'abord entr'eux, et ensuite avec d'autres contrées.

Notre opinion à cet égard acquerra plus d'évidence, si nous observons quels changemens un pays supposé isolé, doit éprouver dans son existence économique, par l'effet des rapports qu'il viendra à contracter avec les peuples composant le monde civilisé.

Le commerce étranger poussé par le mouvement qui lui est propre, vient offrir des choses qui jusque-là étaient inconnues; il excite des désirs qui bientôt se convertiront en besoins.

D'abord ce sont les sens qui sont sollicités à de nouvelles jouissances : les liqueurs spiritueuses, les épices, le tabac, le café, le sucre, les parfums, produits que nous supposons étrangers au sol ou à la culture du pays, s'insinueront graduellement dans sa consommation.

Viendront ensuite d'autres besoins qui, quoique non suggérés par les sens, sont plus impérieux, peut-être, parce qu'ils ont leur source dans la constitution morale de l'homme : le désir infini du bien-être, celui d'égaler, de surpasser ses semblables en agrémens, en magnificence ; la

gloire de posséder ce que d'autres ne possèdent pas; l'amour de la nouveauté et d'autres passions encore, leur feront un bonheur d'obtenir les produits d'une fabrication rafinée, et les raretés de la nature et des arts.

Enfin, la civilisation se développant de plus en plus par la communication avec les autres peuples, les esprits seront attirés vers les jouissances intellectuelles, et la société se peuplera de poètes, d'orateurs, de savans, de littérateurs, de peintres, de musiciens.

Ainsi se déploiera un vaste champ de consommation, qui deviendra une carrière de Richesse, selon que l'intelligence, se perfectionnant parmi les membres de la société, celle-ci se rendra capable, d'abord, de multiplier ses produits actuels pour obtenir par l'échange ceux de l'étranger, et ensuite d'appliquer sa faculté productrice à de nouveaux objets.

Ainsi cette société, qui dans son état d'isolement, ne pouvait dépasser en Richesse les bornes de la médiocrité, se trouvera appelée, incitée presque irrésistiblement à une prospérité et à une civilisation, dont les limites sont inconnues.

La civilisation se présente ici à notre pensée comme compagne inséparable de la Richesse; et en effet, bien qu'elles soient essentiellement dis-

tinctes, qu'elles ne proviennent pas l'une de l'autre, il faut reconnaître qu'elles sont liées par une sorte de parenté collatérale. La Richesse ne peut s'élever bien haut sans une certaine civilisation, ni celle-ci sans la Richesse. Il y a entre elles une influence réciproque qui les favorise toutes deux. Cette vérité, que l'expérience rend incontestable, nous paraît un nouvel argument contre ceux qui placent le principe générateur de la Richesse nationale dans la production, à l'exclusion de la consommation.

En effet, comment expliquer que la civilisation soit une cause occasionnelle de Richesse, lorsqu'elle a pour résultat de créer et de multiplier dans la société une population consommatrice et réputée inhabile à la production? car, comme nous l'avons dit, elle mène à sa suite un grand nombre de professions où le travail n'offre que des produits immatériels qui, selon l'école d'Adam Smith, nés et détruits au même moment, n'ajoutent rien à la Richesse; mais, au contraire, devraient y porter atteinte par la consommation que font ceux qui s'adonnent à ces professions. Cette contradiction ne se montre pas dans nos opinions; et en admettant que le travail de ces professions soit véritablement improductif, et que ceux qui s'y adonnent ne figurent dans la société que comme

consommateurs, nous disons que cette consommation concourt à la formation et à l'augmentation de la Richesse ; voici comment :

Ces individus, uniquement consommateurs, ne sont, à vrai dire, que les instrumens par lesquels l'individu producteur opère la consommation de ses produits : les poètes, les littérateurs, les peintres, les musiciens qui pourvoient aux jouissances de son esprit, le médecin qui soigne sa santé, reçoivent en échange de leurs services une portion de ses produits ; ils les consomment effectivement, mais ils les consomment avec lui et pour lui, comme l'ouvrier produit avec et pour le manufacturier. Si ces poètes, ces littérateurs, ces peintres, ces musiciens, ces médecins n'existaient pas, l'individu producteur n'ayant pas ces occasions de dépenser, se trouverait dans la même situation, que si toute autre occasion de consommer lui était ôtée : tel serait, par exemple, le cas où l'usage de certaines marchandises, le sucre, le café, lui serait interdit ; et il est évident que dans ce cas, le cercle des besoins et des jouissances se trouvant réduit, la consommation et la production seraient restreintes, et par conséquent la Richesse diminuée. Mais s'il est certain que l'absence de ces hommes qui consomment sans produire doit être une cause de détérioration pour la Richesse,

il est certain aussi que leur existence n'est point étrangère à sa formation.

Ceux qui prétendent que la Richesse ne se forme que par la *production*, prétendent, par là même, qu'il serait possible de l'accroître en diminuant le nombre des hommes qui consomment et ne produisent pas ; or, une trop funeste expérience nous a appris qu'une telle mutilation de la société anéantit et la Richesse et la civilisation. D'un autre côté, on ne nous attribuera pas sans doute cette opinion, que, pour augmenter la Richesse nationale, il suffise de multiplier le nombre des hommes qui consomment sans produire ; car, selon nous, son principe générateur n'est ni dans la production ni dans la consommation prises séparément, mais dans le concours de toutes deux ; de sorte que l'une n'a d'efficacité que par concomitance avec l'autre.

Quoiqu'il en soit de cette digression, qui nous a peu éloigné de notre sujet, nous avons vu que la communication des peuples entr'eux a pour effet de développer les facultés sensibles, morales et intellectuelles de l'homme, et par ce développement, de donner plus de puissance à la production et plus d'étendue à la consommation, et, par conséquent, de promouvoir la Richesse nationale chez chacun d'eux.

On reconnaît généralement l'avantage du commerce extérieur, lequel est le principal moyen de communication entre les peuples ; mais cette utilité est plutôt sentie que comprise.

Lock, et ceux qui professent ce qu'on appelle le système mercantile, font consister l'avantage du commerce étranger dans les métaux précieux, dont il procure la possession, et qui, selon eux, constituent principalement la Richesse d'une nation.

Adam Smith et son école nous assurent, au contraire, que tel n'est point l'avantage du commerce extérieur, que les métaux précieux ont peu d'importance par eux-mêmes, et que le mouvement naturel des échanges les apporte toujours dans une quantité suffisante ; ils n'apprécient donc le commerce que par l'encouragement qu'il donne à la *production.*

En général les Gouvernemens, sans avouer ni l'une ni l'autre doctrine, montrent pourtant plus de penchant pour la première, et c'est toujours avec satisfaction qu'ils annoncent dans leurs documens publics, une importation considérable de ces métaux, ce qui forme, dans le langage usité, la *balance favorable* du commerce.

Nous serons conduits, par l'ordre des matières, à examiner dans le chapitre suivant ces deux opinions contradictoires ; nous nous bornerons ici à

indiquer la cause de la contradiction : elle nous paraît provenir de ce que ces auteurs, raisonnant sur une question complexe, l'ont considérée sous des faces différentes ; de sorte que leurs opinions se trouvent vraies ou fausses, selon leur application. Il est vrai que les peuples pour lesquels le principe de la Richesse nationale réside dans le concours de la production et de la consommation, n'ont point à désirer que leur commerce d'importation consiste plus en métaux précieux, qu'en tous autres objets, parce que cette circonstance n'ajoute rien à l'activité du principe de leur Richesse, et qu'il est certain que, par le mouvement des échanges, ils obtiendront toujours ces substances dans la quantité qui leur est nécessaire ; mais cette même opinion est fausse à l'égard des peuples qui procèdent à la formation de leur Richesse, par la seule production, attendu que ces métaux employés comme monnaie, sont entre leurs mains (nous l'expliquerons bientôt) le principal moyen de leur production, et par conséquent ce qu'il y a de plus favorable à l'activité du principe de leur Richesse nationale.

Ces derniers ont raison d'aspirer à une *balance favorable* de commerce ; les autres, et c'est la généralité des peuples, ont à rechercher, non cette balance favorable, mais un accroissement dans

leur commerce d'importation et d'exportation, lequel dénoterait chez eux une progression dans le concours de la production et de la consommation.

Observons qu'en faisant cette application de l'opinion d'Adam Smith, nous l'adoptons seulement dans le sens restreint où elle est énoncée, et non avec le sens plus étendu que lui donne cet auteur, et d'où il résulterait que l'augmentation dans la possession des métaux précieux, ne peut constituer une augmentation de Richesse.

On doit conclure, de ce qui vient d'être exposé dans cette seconde section, que l'avantage du commerce extérieur pour les peuples dont le système économique se fonde sur le concours de la production et de la consommation, est de donner à ce concours une plus grande activité.

Tel est le véritable avantage attaché au commerce extérieur; quant au détriment qui pourrait en provenir, il importe de s'en faire une idée précise.

C'est une opinion généralement répandue, que le commerce, favorable à quelques peuples, est nuisible aux autres; que ceux-ci y perdent ce que ceux-là y gagnent; et il faut le dire, cette opinion se concilie très-bien avec la doctrine de ceux qui placent le principe générateur de la Richesse uniquement dans la production; mais cette doc-

trine se trouve encore ici démentie par les faits. Il n'est pas de contrée, de nation, de peuplade dont l'existence économique n'ait reçu une amélioration par leurs rapports avec l'étranger, (nous parlons de rapports formés par un commerce libre, et non de ceux imposés par une prépotence oppressive). Les tribus du nord de l'Amérique, en échangeant leurs précieuses pelleteries contre des verroteries et de chétifs instrumens de fer, ne laissent pas d'augmenter leur Richesse par ce commerce; car, il leur est donné ainsi de produire plus par la chasse, et aussi de consommer plus, à cause des nouveaux besoins et des nouvelles jouissances qu'ils contractent. Ces marchandises grossières qu'ils reçoivent, forment pour eux une richesse égale aux pelleteries qu'ils donnent; car, au lieu où se fait l'échange, les produits échangés sont doués de consommabilité au même dégré. Ces pelleteries, transportées sur les marchés d'Asie et d'Europe, y acquerront sans contredit une valeur bien au-dessus de celle qu'avaient les outils et les verroteries lorsqu'ils y ont été achetés, et même au-dessus de celle qu'ils ont obtenue en Amérique; mais faut-il conclure de là que le commerce de ces peuplades avec les Européens, leur soit nuisible? La véritable conclusion est que ce commerce est profitable pour les deux parties,

d'une manière inégale. Cette inégalité provient de l'infériorité des uns à l'égard des autres, dans la pratique du commerce. Les tribus américaines feraient bien de tâcher de diminuer cette infériorité; mais elles auraient tort d'y tendre par des moyens qui restreignissent la somme actuelle de leurs échanges; en d'autres termes, qui diminuassent leur production et leur consommation.

La disparité de Richesse qu'on remarque parmi les peuples liés entre eux par le commerce, tient quelquefois aussi à des causes qui produiraient cet effet, lors même que ces peuples seraient restés dans l'état d'isolement où nous les avons supposés; avec la différence, toute fois, que cette disparité serait sans doute beaucoup plus marquée.

C'est des biens naturels que se tirent par le travail les *produits* qui, étant *consommables*, deviennent des richesses. La formation de la Richesse n'est donc possible pour les divers peuples, que selon la libéralité avec laquelle ces biens leur ont été départis, et cette libéralité n'est pas la même pour tous : ainsi le sol au-delà de certaines latitudes vers le nord, accorde peu au labeur de l'homme; les produits, et conséquemment les objets de consommation et d'échange, y sont peu variés. Les capitaux nécessaires à la production

industrielle ne s'y forment que péniblement, et la Richesse comme la civilisation y sont retenues dans des bornes difficiles à franchir. Vers l'équateur, il se trouve que l'influence du climat, qui pourrait rendre la culture si féconde et si variée, a un effet tout contraire : là, l'homme dominé par cette même influence, trouve dans l'inaction et dans les dons qu'il reçoit immédiatement de la nature, une jouissance trop sensible pour vouloir rechercher celle que donne la Richesse, et il se refuse au travail par lequel il faudrait l'acheter.

Il suffit d'indiquer cette cause d'inégalité, pour que le lecteur en apperçoive d'autres : il est visible, par exemple, que l'institution sociale, si elle ne garantit pas suffisamment le droit de propriété, si elle gêne soit la production, soit la consommation, fait avorter le germe de la Richesse.

Nous avons essayé, dans ce chapitre, de rendre sensible la manière dont s'opère la formation de la Richesse nationale, ayant, comme la Richesse générale, son principe générateur dans le concours de la production et de la consommation; maintenant, selon le plan que nous nous sommes tracé (1), nous examinerons dans le chapitre sui-

(1) Pages 76 et 77.

vant comment la Richesse nationale peut aussi se former, de même que la Richesse individuelle, uniquement par la production, sans le concours de la consommation. Nos recherches (nous le répètons), dirigées de ce côté, auront pour objet, en établissant les conditions spéciales qui sont nécessairement requises, pour que la Richesse nationale se forme ainsi, de faire connaître à quels peuples il peut convenir d'adopter ce mode, et par suite de démontrer que son application est d'une pratique si bornée, qu'il ne doit être considéré que comme une exception, et une rare exeption à la règle générale, savoir : *que le principe générateur de la Richesse nationale réside dans le concours de la production et de la consommation*, et est identique avec celui de la Richesse générale.

CHAPITRE VI.

COMMENT LA RICHESSE NATIONALE PEUT, AINSI QUE LA RICHESSE INDIVIDUELLE, SE FORMER PAR LA SEULE PRODUCTION ET SANS LE CONCOURS DE LA CONSOMMATION ; EN D'AUTRES TERMES, PAR *UNE PRODUCTION PRÉDOMINANTE* [1].

Le sujet que nous allons traiter, est de sa nature assez compliqué ; et il le deviendra encore davantage, par la nécessité où nous serons d'abor-

[1] Le lecteur n'a pas perdu de vue que, dans notre opinion, la Richesse nationale peut se former de deux manières : 1.° par le concours de la production et de la consommation, en sorte qu'un peuple serait d'autant plus riche, qu'il produirait et consommerait davantage ; 2.° par sa seule production, et indépendamment de sa consommation, de manière qu'il serait d'autant plus riche, qu'il produirait davantage et consommerait moins. Nous avons examiné le premier de ces deux modes dans le chapitre précédent : maintenant nous examinons le deuxième, que nous désignerons quelquefois par les mots de *production prédominante*, cette locution abrégée étant plus maniable dans le discours.

der plusieurs questions qui s'y rattachent, et sur lesquelles nous nous trouvons en dissidence avec les auteurs les plus accrédités ; ainsi, afin de ménager l'attention du lecteur, nous diviserons le présent chapitre en trois sections.

Dans la première, nous essayerons de démontrer que les peuples qui procèdent à la formation de leur Richesse nationale par une production prédominante, ne peuvent le faire qu'en attirant en leur possession les métaux précieux en circulation dans le commerce de peuple à peuple (ou international), et que c'est dans ces métaux que consistent essentiellement leur Richesse.

Dans la deuxième, nous chercherons à réfuter la doctrine d'Adam Smith, dans les points où elle se trouve contraire à la proposition ci-dessus énoncée.

Enfin dans la troisième, nous établirons que les peuples à production prédominante sont tenus d'employer leurs métaux précieux comme *monnaie* et comme *capital* dans le commerce international, qu'ils ne peuvent avoir qu'une *population* et un *territoire* très-limités, et qu'ils ont besoin d'une *position géographique* qui favorise leur ingérence dans le commerce international.

I.ère SECTION.

La Richesse d'une nation à production prédominante, ne peut se former que par la possession des métaux précieux en circulation dans le commerce international.

Que la Richesse d'une nation puisse se former, ainsi que la Richesse individuelle, par une production prédominante ; que certains peuples, en pratiquant ce mode, puissent s'élever à un plus haut degré de prospérité, que par le concours de la production et de la consommation, nous sommes loin de le contester ; car l'expérience prouve qu'il en est ainsi. Certainement plusieurs peuples, tels que les Phéniciens, les Carthaginois et quelques états de la Grèce, dans l'antiquité ; et dans les temps modernes, les Vénitiens, les Génois, les Hollandais, etc., ont, eu égard à leur population, surpassé en Richesse les nations contemporaines ; et certainement aussi, ce n'est pas en consommant proportionnément à leur production qu'ils ont obtenu cet avantage, puisque nulle part la consommation n'a été comparativement à la production, plus restreinte que chez ces peuples, au point que l'épargne y était pour ainsi dire érigée en institution politique fon-

dée sur les mœurs, sur l'opinion, et même sur des lois expresses.

Nous admettons donc ce fait; mais, ainsi que nous nous le sommes proposé, à la fin du chapitre précédent, nous allons rechercher de quelle manière il s'accomplit, et sous quelles conditions il est possible.

En étudiant le phénomène de la formation de la Richesse (chap. V), nous avons eu occasion de voir que parmi les membres de la société, plusieurs pouvaient faire excéder de beaucoup leur production sur leur consommation, et de cette manière, augmenter leur Richesse individuelle bien plus efficacement que ceux qui procédaient par le concours de la production et de la consommation. Raisonnant par analogie, on pourrait inférer de là que le même résultat dût être obtenu de *la même manière* par les peuples à l'égard de leur Richesse nationale; mais cette induction serait fausse, et l'on va voir que s'il y a parité dans le fait, parce qu'il est possible à un peuple comme à un individu d'accroître sa Richesse par une production prédominante, il y a disparité dans les circonstances de ce fait, lequel s'accomplit différemment dans l'un et dans l'autre cas.

Si quelques-uns des membres de la société ont

la possibilité de grossir leur possession (de former leur Richesse individuelle) par une production prédominante, c'est parce que d'autres membres de cette même société diminuent leur possession par une consommation qui excède leur production; et si ce mouvement alternatif d'accroissement et de décroissement dans la possession individuelle s'entretient et se perpétue, c'est par l'effet de la mobilité dans la disposition des hommes, soit à consommer plus qu'ils ne produisent, soit à produire plus qu'ils ne consomment, soit à augmenter concurremment leur production et leur consommation; en sorte que les classes que nous avons figurées pour représenter cette mobilité, se recrutent incessamment par le passage des individus de l'une à l'autre; mais cette inconstance d'humeur, de goûts, de passions, qui a tant d'influence sur les hommes considérés individuellement, n'agit pas sur des corps collectifs, tels que sont les peuples : bien qu'ils se composent, ou plutôt, par celà même qu'ils se composent d'individus portés, les uns à accumuler, les autres à dissiper, ils ne sont ni dissipateurs ni accumulateurs. Les tendances opposées qui ont lieu dans les parties élémentaires de ces corps, les maintiennent dans un état d'équilibre, par rapport à la Richesse; et il est constant que les

vicissitudes qu'éprouve quelquefois la prospérité des Etats politiques, n'ont point leur cause dans ce mouvement tumultueux et continuel, qui élève et précipite les fortunes particulières.

L'accroissement qu'obtiennent dans leur possession les peuples à production prédominante, ne leur advient pas par la dépossession des autres peuples; car, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le constater, le commerce, cet organe par lequel les sociétés politiques se mettent en rapport d'intérêts, est positivement, bien qu'inégalement, avantageux à toutes; et si son effet est moins favorable pour les peuples qui se trouvent inférieurs dans cette sorte d'industrie, il ne va pas jusqu'à les faire rétrograder en-deçà de leur prospérité actuelle.

Une autre considération exclut la similitude qu'on voudrait trouver dans *la manière* dont s'effectuent, par une production prédominante, la formation de la Richesse individuelle et celle de la Richesse nationale : on conçoit sans difficulté que, parmi les membres d'une société, les producteurs exubérans forment et augmentent leur Richesse individuelle en attirant, en leur possession, les *capitaux fondés* dont se dépossèdent les dissipateurs; mais on ne concevra pas qu'un peuple, fut-il saisi de la fureur de dissi-

per, se dépossède de ses terres, de ses maisons, de ses établissemens industriels, ni qu'un autre peuple en devienne possesseur; et on ne concevra pas davantage, que la Richesse d'une société politique venant à déchoir par des causes quelconques, sa décadence puisse être profitable à une autre société politique. Remarquons qu'il ne s'agit point ici de peuples mercantiles qui se disputent entre eux l'exploitation du commerce des autres nations. Ceux-là, à la vérité, peuvent trouver leur avantage dans la ruine de leurs compétiteurs; mais ce n'est là qu'un cas exceptionnel, ainsi qu'on le verra par la suite.

Ainsi donc, en reconnaissant que la Richesse nationale peut, comme la Richesse individuelle, se former par une production prédominante, nous disons que cette cause agit différemment dans la formation de l'une et dans celle de l'autre.

Maintenant, comment la production prédominante opère-t-elle la formation de la Richesse nationale? selon nous, c'est uniquement en faisant passer *les métaux précieux* en la possession des peuples qui pratiquent ce mode. Notre opinion, à cet égard, se fonde sur une raison qui nous paraît péremptoire : c'est que les métaux précieux, étant médiateurs des échanges, doivent affluer là où il se vend plus qu'il ne s'achète.

Les capitaux fondés tels que terres, maisons, établissemens industriels, n'étant pas transférables d'un peuple à l'autre, comme ils le sont dans la société d'individu à individu, il s'en suit qu'un peuple à production prédominante, doit toujours attirer à soi les métaux précieux, pour une valeur égale à celle qu'il a pu produire au-delà de sa propre consommation et faire consommer à l'étranger : ou il les obtiendra directement par un premier échange, ou il les obtiendra indirectement si l'échange s'effectue d'abord en marchandises : ces marchandises consisteront, soit en produits immédiatement consommables, et dans ce cas, il devra les porter sur un autre marché étranger, pour y trouver une consommation qui ne peut avoir lieu chez lui ; soit en produits médiatement consommables : ceux-ci ne consisteront qu'en capitaux *non fondés*, c'est-à-dire, en matières premières de fabrication ; car les capitaux fondés ne sont pas transférables. Ces matières premières, s'il les porte chez lui, ce sera pour être manufacturées ; et après leur transformation (laquelle est encore une production), il devra également les porter à l'étranger ; ainsi, le résultat définitif de ses opérations, est toujours d'attirer les métaux précieux : il faut qu'il

en soit ainsi, ou il n'y aurait pas prédominance de production.

On pourrait penser, qu'à la manière dont procèdent les peuples à production prédominante, les autres peuples dussent être épuisés de métaux précieux ; mais il n'en est point ainsi, parce que la force qui les attire chez les premiers est balancée par une autre force qui les retient chez les seconds ; du moins dans la quantité nécessaire pour leur propres échanges.

Il y a nécessité que chacun des peuples composant un même système commercial, possède une quantité de métaux précieux proportionnée à la somme de ses échanges intérieurs, ou, ce qui est la même chose, au concours de sa production et de sa consommation ; et, conséquemment, que cette quantité augmente, quand il survient une augmentation dans la somme des échanges ; c'est là une vérité reconnue par Adam Smith, et dont la démonstration est facile : car la valeur de tous les produits consommables se mesurant par la comparaison qui s'en fait avec celle des métaux précieux, il ne peut y avoir augmentation dans la somme de ces produits, en circulation chez un peuple, sans qu'il y ait une augmentation proportionnée dans la quantité des métaux précieux

par lesquels a lieu cette circulation; autrement, il arriverait qu'une plus grande quantité de produits y serait représentée par une moindre quantité de métaux précieux, et que, par conséquent, ceux-ci auraient sur ce marché une plus grande valeur que sur les autres marchés : or, un tel état de choses est incompatible avec l'action du commerce général dont l'effet irrésistible est, non pas de rendre les prix égaux sur tous les marchés, mais d'empêcher que leur inégalité aille au-delà de certaines limites. Si donc les peuples à production prédominante attirent à eux plus de métaux précieux que les autres peuples, ils ne peuvent pas toutefois s'emparer de la portion qui, chez ceux-ci, est nécessaire à leur commerce intérieur. D'où il suit que cette attraction a lieu seulement à l'égard de la portion des métaux précieux employés comme médiateurs des échanges qui se font de peuple à peuple. Nous aurons occasion, plus tard, de toucher ce dernier point : quant à présent, bornons-nous à tirer cette conclusion, savoir :

Que la formation de la Richesse nationale, lorsqu'il y est procédé au moyen d'une production prédominante, ne s'effectue que par l'acquisition des métaux précieux, en circulation dans le commerce international, et *se compose essentielle-*

ment de ces métaux. C'est là une des *conditions indispensablement requises* dans la pratique de ce mode.

Mais cette proposition, qu'une société peut faire consister *essentiellement* sa Richesse *en métaux précieux*, est ce qu'il y a de plus opposé à la doctrine d'Adam Smith. Il ne voit dans ces métaux (faisant fonction de monnaie), qu'un instrument qui fait circuler les autres produits, et ne leur reconnaît pas, comme à ceux-ci, la propriété de contribuer, par leur multiplication, à la prospérité des peuples ensorte, que conséquemment à son opinion, une société ne pourrait pas être riche par la possession des métaux précieux (monnaie), comme d'autres le sont par la possession spéciale de certains produits consommables.

Nous sommes obligés de discuter cette opinion, que l'on ne peut admettre sans rejeter la nôtre. Les recherches auxquelles nous allons nous livrer, quoiqu'elles ne soient pas étrangères à notre sujet, vont néanmoins nous éloigner, pour quelque temps, de notre route directe, et interrompront l'enchaînement de nos idées; mais la nécessité où nous sommes de nous élever contre une autorité telle que celle d'Adam Smith, rend cette digression indispensable.

II.e SECTION.

Examen de la doctrine d'Adam Smith, relativement aux métaux précieux, considérés soit comme monnaie, soit comme objets de consommation.

C'ÉTAIT une opinion généralement reçue parmi les écrivains politiques du dix-septième siècle, que les nations ne peuvent accroître leur Richesse qu'en augmentant leur possession en métaux précieux; et que celles qui n'ont point de mines d'or et d'argent, doivent se livrer au commerce étranger, dans la vue spéciale de se procurer ces substances, et de les accumuler.

Non-seulement cette doctrine est fausse dans ses principes, mais elle est pernicieuse dans ses conséquences. Si les métaux précieux composaient à eux seuls la Richesse, s'il n'avait pas été donné aux hommes de la promouvoir par le concours de la production et de la consommation, de la puiser par le travail dans le vaste réservoir de la création, la Richesse eût été un don fatal, une pomme de discorde jetée parmi les hommes, une proie qu'ils se fussent disputée par la fraude et par la violence; et ce n'est pas là une vaine supposition; l'influence de cette doctrine se fait assez aperce-

voir dans la politique de l'époque où elle a dominé ; ce qui la caractérise, c'est une rivalité cupide et haineuse, et un oubli fréquent des lois de l'équité, qui seule pourtant peut créer l'harmonie entre les nations, comme entre les membres de la société.

Aux Économistes français appartient l'honneur d'avoir les premiers lutté contre cette doctrine anti-sociale. Si leurs armes ont été trop faibles pour triompher, s'ils n'ont combattu une erreur que par une autre erreur, celle qu'ils ont mise en avant était du moins innocente, et ils ont acquis un titre durable à la reconnaissance des hommes, par la généreuse philantropie qui les a inspirés.

Adam Smith, animé du même sentiment que les Économistes, et supérieur à eux par une étude plus approfondie de la matière, est parvenu à arrêter les progrès de ce système appelé *mercantile;* mais il ne l'a point détruit. Son esprit vit encore et se montre dans la tendance qui porte généralement à rechercher une balance favorable, c'est-à-dire à augmenter le plus possible l'importation des métaux précieux.

Pourquoi Adam Smith, qui a répandu une si vive lumière sur d'autres questions, a-t-il laissé celle-ci enveloppée de doutes et d'obscurité? disons-le, c'est qu'il est des questions d'économie poli-

tique, et ce sont les capitales, qui ne peuvent être résolues qu'au moyen de la définition de la Richesse. A défaut de cette notion primordiale, tout raisonnement sur cette matière est hasardeux.

Lorsque les sectateurs du système mercantile, prétendent faire consister la Richesse exclusivement dans les métaux précieux, *parce que*, disent-ils, *avec ces métaux on est sûr de se procurer toutes les choses qu'on désire*, ils commettent une erreur palpable; car il est sensible que ces choses qu'on *désire* font partie de la Richesse, tout aussi bien que les métaux précieux avec lesquels on se les procure. Mais lorsqu'Adam Smith, par opposition à ce système, veut exclure les métaux précieux de la composition de la Richesse, il nous semble qu'il outre-passe la vérité; en effet, de ce que ces métaux sont employés spécialement, comme monnaie, à représenter dans les échanges les choses dont se compose la Richesse, il ne suit pas nécessairement qu'ils ne puissent en faire partie.

Selon notre définition, la Richesse nationale étant la somme des produits consommables, possédée par un peuple, elle se compose des choses qu'on se procure avec les métaux précieux, en tant qu'elles sont des produits consommables; et aussi des métaux précieux, parce qu'ils sont eux-

9

mêmes des produits consommables, ayant une valeur propre, qui, loin de s'atténuer, s'augmente au contraire par l'usage qu'on en fait comme monnaie. Ainsi le système mercantile est faux, non parce que les métaux précieux y sont considérés comme élémens de la Richesse, mais parce que l'on suppose qu'ils en sont l'unique ou le principal élément ; et c'est seulement aussi en ce point que ce système est vraiment pernicieux dans ses conséquences.

Les métaux précieux étant au nombre des Richesses, il sera possible que certains peuples trouvent principalement leur Richesse nationale dans la possession de ces métaux, comme d'autres la trouvent principalement dans la possession de certaines sortes de produits consommables ; et il en est ainsi des peuples à production prédominante.

Développons ces idées, en nous reportant à ce que nous avons déjà dit sur ce sujet, quand nous avons eu à définir la Richesse. (Liv. I.er, ch. II.)

Les métaux précieux doivent être considérés, sous deux rapports distincts, comme *produits consommables* et comme *monnaie* (1).

---

(1) Le lecteur observera que nous considérons les métaux précieux comme *monnaie*, lorsqu'ils sont employés à faire l'office de médiateur des échanges, et que n'ayant point cette



Cette distinction précédemment indiquée, se fonde sur la double destination à laquelle ils sont appelés, sur le double rôle qu'ils jouent dans l'économie politique.

L'une de ces destinations, à laquelle ils sont propres par leur nature, est d'être consommés; et à cet égard, ils sont compris dans la définition de produits consommables. C'est comme produits consommables qu'ils servent à l'homme sous la forme d'ustensiles, d'ornemens, de bijoux; c'est encore comme tels qu'ils sont amoncelés en trésors, et enfouis dans la terre par la peur ou par l'avarice. Que ces substances, vû leur solidité et la nature de l'emploi qui s'en fait, ne subissent qu'une destruction peu apparente, la consommatiou n'en est pas moins effective; c'est même une opinion avancée par quelques-uns, et qui nous paraît très-probable, que la déperdition des métaux précieux, par l'usage (1) et par l'enfouissement, est à peu près égale

---

destination, ils demeurent dans la classe des autres produits consommables. D'ailleurs, que ces métaux soient ou ne soient pas marqués d'un coin public, cette circonstance est indifférente; et en effet, la marque n'a d'autre objet que de garantir le poids et le titre de la portion de métal qui en est empreinte.

(1) Dans les manufactures de Birmingham, la quantité d'or et d'argent qui s'emploie annuellement en feuilles et dorures,

à ce que nous donne l'exploitation des mines. L'or et l'argent, au moment de leur extraction, sont aussi dans la classe des produits consommables; car si le possesseur de la mine les troque contre d'autres produits, ils sont l'objet et non le médiateur de l'échange. Tant que les métaux précieux ne figurent pas comme monnaie, ils restent dans leur condition naturelle de produits consommables. Exploiter des mines d'or et d'argent, et exploiter des mines de fer et de plomb, sont deux manières de produire absolument identiques.

Mais les métaux précieux, outre la propriété d'être consommés, en ont une autre qui n'est pas inhérente à leur nature, qu'ils ont reçue, et qui pouvait être donnée à d'autres substances, qui n'a qu'un rapport indirect avec la consommation, et dont l'objet est de subvenir à un autre besoin, né de la civilisation, celui de faire des échanges.

Pour que les hommes donnassent, à leur production et à leur consommation, un essor qui répondit au développement progressif de leur intelligence et de leurs appétits, pour qu'ils pussent varier leurs produits selon la variété des capacités indi-

---

et qui devient par là hors d'état de reparaître jamais sous forme de métal, monte, à ce qu'on dit, à plus de cinquante mille livres sterlings. (*Adam Smith*, tom. 2, p. 69.)

viduelles, il a fallu qu'ils missent en jeu la faculté de faire des échanges, faculté qui, comme le remarque Adam Smith, est particulière à notre espèce. Ils l'ont exercée d'abord au moyen du troc ; mais lorsque les objets échangeables sont venus à se multiplier d'avantage, est venue la nécessité d'établir un signe pour les représenter dans l'échange, et en mesurer la valeur. Différentes substances ont été affectées à cette fonction en divers temps et en divers lieux : enfin un assentiment général des nations qui composent le monde commercial, en a investi les métaux précieux, qui en effet, y sont très-propres, parce que la production en étant plus limitée, leur valeur spécifique est aussi plus fixe que celle des autres produits, et parce qu'ils sont plus divisibles et moins sujets à altération.

De cette double destination des métaux précieux, on doit inférer qu'ils *peuvent* contribuer de deux manières à la formation, et par conséquent à l'augmentation de la Richesse nationale ; savoir : comme produits consommables et comme monnaie. Voyons si cette induction est fondée.

Nous avons établi qu'un produit ne possède pas, par sa propre essence, le caractère de richesse, mais qu'il l'obtient par l'adjonction d'une certaine qualité, qui est la consommabilité ; de sorte qu'il

n'y a accroissement de Richesse par la multiplication des produits, qu'autant que la consommation augmente proportionément à leur multiplication. Cette règle s'applique sans difficulté aux métaux précieux, en tant que nous les considérons comme *produits consommables;* mais elle ne leur est plus appliquable en tant qu'ils font fonction de *monnaie :* car, comme tels, ils ne sont pas consommables; et c'est ce qui nous a fait dire qu'à cet égard, ils échappaient à notre définition. De ce que les métaux précieux (monnaie) ne sont point consommables, doit on conclure qu'ils soient hors la catégorie des richesses? que leur multiplication chez un peuple ne puisse jamais lui former une augmentation de Richesse. C'est là l'opinion d'Adam Smith, nous ne la partageons pas; et nous pensons que comme l'accroissement dans la possession des produits consommables, est pour un peuple une augmentation de Richesse, s'il y a accroissement proportionné dans la consommation, de même l'accroissement dans la possession des métaux précieux, faisant fonction de *monnaie,* sera pour un peuple une augmentation de Richesse, s'il y a, dans la destination qu'ont ces métaux de représenter les produits consommables, une extension proportionnée à leur multiplication. La raison de la valeur des métaux précieux (mon-

naie), est dans la propriété qu'ils ont de représenter les produits consommables, comme la raison de la valeur des produits consommables est dans leur consommabilité.

Mais avant d'aller plus loin, tâchons d'établir, avec autant de certitude qu'il sera possible, l'opinion d'Adam Smith, sur les métaux précieux, ou plutôt sur la manière dont ils figurent dans le système économique.

Cet auteur ne s'étant pas appliqué à définir la Richesse, nous ne pouvons suppléer à son omission que par induction. Toutefois, s'il n'a pas déterminé les qualités qui constituent, dans les choses, le caractère de richesse, du moins il a fait une classification des choses auxquelles il attribue ce caractère, et nous pouvons y trouver les lumières que nous cherchons. Le passage est un peu étendu; mais nous ne pouvons nous dispenser de le donner textuellement; le voici [1] :

« Pris en masse, le fonds accumulé que possède un pays ou une société, est le même que « celui de ses habitans ou de ses membres; et « ainsi il se divise naturellement en ces trois bran- « ches, dont chacune remplit une fonction dis-

[1] Œuvre d'Adam Smith, traduction de Garnier, tom. 2, pages 201, 202, 203, 204, 205, 206.

« tincte. » (Ces trois branches précédemment désignées par l'auteur sont 1.° *le fonds réservé pour la consommation ;* 2.° le *capital fixe ;* 3.° le *capital circulant.*) « La première est cette « portion réservée pour servir immédiatement à « la consommation, et dont le caractère distinctif « est de ne point rapporter de revenu et de pro- « fit ; elle consiste dans ce fonds de vivres, d'ha- « bits, de meubles de ménage, etc., qui ont été « achetés par leurs consommateurs, mais qui ne « sont pas encore entièrement consommés. Une « partie encore de cette première branche, c'est « le fonds total des maisons de pure habitation, « existant actuellement dans le pays. Le capital « qu'on place dans une maison, si elle est desti- « née à être le logement du propriétaire, cesse « dès ce moment de faire fonction de capital, ou « de rapporter à son maître un revenu. Une mai- « son servant de logement, ne contribue en rien « sous ce rapport au revenu de celui qui l'occupe ; « et quoique, sans contredit, elle lui soit extrê- « mement utile, elle l'est comme ses habits et ses « meubles de ménage, qui lui sont aussi très- « utiles, mais qui pourtant font partie de sa dé- « pense, et non pas de son revenu. Si la maison « est destinée à être louée à quelqu'un, comme « elle ne peut rien produire par elle-même, il

« faut toujours que le locataire tire le loyer qu'il « paye, de quel qu'autre revenu, qui lui vient, « ou de son travail, ou d'un capital, ou d'une « terre. Ainsi, quoiqu'une maison puisse donner « un revenu à son propriétaire, et par là lui tenir « lieu de capital, elle ne peut donner aucun re- « venu au public, ni faire à l'égard de la société « fonction de capital; elle ne peut jamais ajouter « la plus petite chose au revenu du corps de la « nation. Les habits et les meubles meublans rap- « portent bien aussi quelque fois un revenu de la « même manière à certains particuliers, auxquels « ils tiennent à ce moyen lieu d'un capital. Dans « les pays où les mascarades sont beaucoup en « usage, c'est un métier que de louer des habits « de masque pour une nuit. Les tapissiers louent « fort souvent des ameublemens au mois ou à « l'année. Les entrepreneurs des convois louent « au jour ou à la semaine, l'attirail qui sert aux « funérailles. Beaucoup de gens louent des mai- « sons garnies, et tirent un revenu non-seulement « du loyer de la maison, mais encore de celui « des meubles. Toutefois le revenu qu'on tire de « toutes les choses de cette espèce, provient « toujours, en dernière analyse, de quelqu'autre « source de revenu. De toutes les parties de son « fonds accumulé, qu'un individu ou qu'une so-

« ciété réserve pour servir immédiatement à sa « consommation ; celle qui est placée en maison, « est celle qui se consomme le plus lentement. « Un fonds de garde-robe peut durer plusieurs « années ; un fonds de meubles meublans peut « durer un demi-siècle ou un siècle ; mais un « fonds de maison bien bâtie et bien entretenue, « peut en durer plusieurs. Avec cela, quoique le « terme de leur consommation totale soit plus « éloigné, elles n'en sont pas moins un fonds « destiné à servir immédiatement à la consom- « mation, tout aussi réellement que les habits et « les meubles.

« La seconde des trois branches dans lesquelles « se divise le fonds général d'une société, est le « capital fixe, dont le caractère distinctif est de « rapporter un revenu ou profit, sans changer de « maître ; il consiste principalement dans les qua- « tre articles suivans.

« 1.° Toutes les machines utiles et instrumens « de métier qui facilitent et abrègent le travail.

« 2.° Tous les bâtimens destinés à un objet « utile, et qui sont des moyens de revenus, non- « seulement pour le propriétaire qui en retire un « loyer en les louant, mais même pour la personne « qui les tient et qui en paie un loyer, tels que « les boutiques, les magasins, les ateliers, les

« bâtimens d'une ferme avec toutes les dépen-
« dances nécessaires, étables, granges, etc. Ces
« bâtimens sont fort différens des maisons pure-
« ment habitables ; ce sont des espèces d'instru-
« mens de métier, et on peut les considérer sous
« le même point de vue que ceux-ci.

« 3.° Les améliorations des terres, tout ce
« qu'on a dépensé d'une manière profitable à les
« défricher, dessécher, enclore, marner, fumer
« et mettre dans l'état le plus propre à la culture,
« au labourage. Une ferme améliorée peut, avec
« grande raison, être regardée sous le même point
« de vue que ces machines utiles qui facilitent et
« abrègent le travail, et par le moyen desquelles
« le même capital circulant, peut rapporter à
« son maître un bien plus grand revenu. Une
« ferme améliorée est aussi avantageuse et beau-
« coup plus durable qu'aucune de ces machines;
« le plus souvent les seules réparations qu'elle
« exige, c'est que le fermier applique de la ma-
« nière la plus profitable le capital qu'il emploie
« à la faire valoir.

« 4.° Les talens utiles acquis par les habitans
« ou membres de la société, l'acquisition de ces
« talens coûte toujours une dépense réelle, à
« cause de l'entretien de celui qui les acquiert
« pendant le temps de son éducation, de son

« apprentissage ou de ses études ; et cette dé-
« pense est un capital fixé et réalisé pour ainsi
« dire dans sa personne. Si ces talens composent
« une partie de sa fortune, ils composent pareil-
« lement une partie de la fortune de la société
« à laquelle il appartient. La dextérité perfec-
« tionnée dans un ouvrier, peut être considérée
« sous le même point de vue qu'une machine ou
« un instrument de métier qui facilite ou abrège
« le travail, et qui, malgré la dépense qu'il a
« coûté, restitue cette dépense avec un profit.

« La troisième et dernière des trois branches
« dans lesquelles se divise naturellement le fonds
« général que possède une société, c'est son ca-
« pital circulant, dont le caractère distinctif est
« de ne rapporter de revenu qu'en circulant ou
« changeant de maître ; il est aussi composé de
« quatre articles.

« 1.° *L'argent* (ce mot désigne toute la mon-
« naie de la circulation), *par le moyen duquel
« les trois autres circulent et se distribuent à
« ceux qui en font usage et consommation.*

« 2.° Ce fonds de *vivres* qui est dans la pos-
« session des bouchers, nourrisseurs de bestiaux,
« fermiers, marchands de blé, brasseurs, etc.,
« et de la vente desquels ils attendent à tirer un
« profit.

« 3.° Ce fonds de *matières* où encore tout-à-« fait brutes, où déjà plus ou moins manufac-« turées, destinées à l'habillement, à l'ameuble-« ment et à la bâtisse, qui ne sont préparées « sous aucune de ces trois formes, mais qui sont « encore dans les mains des producteurs, des « manufacturiers, des merciers, des drapiers, « des marchands de bois en gros, des charpen-« tiers, des menuisiers, des maçons, etc.

« 4.° Enfin l'*ouvrage fait et parfait*, mais « qui est encore dans les mains du marchand ou « manufacturier, et qui n'est pas encore débité » ou distribué à celui qui doit en user et le con-« sommer; tels que ces ouvrages tout faits que « nous voyons souvent exposé dans les boutiques « du serrurier, du menuisier en meubles, de « l'*orfèvre*, du *jouaillier*, du faïencier, etc.

« Ainsi, le capital circulant se compose des « vivres, des matières et de l'ouvrage fait de « toute espèce, tant qu'ils sont dans les mains « de leurs marchands respectifs; et enfin de « l'*argent,* qui est nécessaire pour la circulation « de ces choses, et pour leur distribution dans « les mains de ceux qui doivent en définitif s'en « servir ou les consommer. »

Nous n'avons point à discuter le mérite de cette classification; seulement nous remarquerons,

par occasion, qu'elle ne s'adapte pas à l'idée que nous nous sommes faite de la Richesse.

Venons à l'objet que nous nous sommes proposé, en mettant cette longue citation sous les yeux du lecteur ; recherchons comment Adam Smith fait figurer les métaux précieux dans le système économique de la société.

Nous voyons d'abord qu'ainsi que nous, il les considère sous deux rapports distincts, comme *argent* (monnaie) et comme *ouvrage fait*, exposé dans les boutiques des orfèvres, ce qui équivaut à ce que nous avons appelé *produits consommables*.

L'*argent* (monnaie), dont nous avons surtout à nous occuper, se trouve rangé, par notre auteur, dans la *classe* des choses dont se compose le capital circulant ; mais il faut observer que les *vivres*, les *matières* et l'*ouvrage fait* qui forment les 2.e 3.e et 4.e articles de cette classe, y sont placés d'après une raison commune à tous trois. Cette raison est *qu'ils rapportent un revenu, en circulant, en changeant de maître ;* au lieu que l'argent doit son admission dans le 1.er article de cette même classe, à une raison différente de celle-là, et qui lui est tout-à-fait particulière ; savoir, *qu'il est le moyen par lequel les trois autres circulent et se distribuent à ceux*

qui en font usage ou consommation. Ainsi, bien que l'argent fasse partie du capital circulaut, comme les vivres, les matières et l'ouvrage fait, il se trouve cependant qu'il joue, dans le système économique, un rôle tout-à-fait différent de celui attribué aux trois autres articles, et en raison duquel on les reconnaît comme faisant partie du capital circulant.

Adam Smith nous apprend ailleurs en quoi il fait consister cette différence. « Quand nous cher-« chons, dit-il (1), à calculer la quantité d'in-« dustrie que peut employer le *capital circu-« lant* d'une société, il faut toujours n'avoir « égard qu'aux trois parties seulement de ce « capital, qui consistent en *vivres, matières* et « *ouvrage fait;* il faut toujours déduire l'autre, « qui consiste en *argent*, et ne sert qu'à faire « circuler les trois premières. Pour mettre l'in-« dustrie en activité, trois choses sont néces-« saires : des matières sur lesquelles on travaille, « des outils avec lesquels on travaille, et des « salaires ou récompenses en vue desquels on « travaille; or, l'*argent* n'est ni *une matière à*

(1) Œuvre d'Adam Smith, traduction de Garnier, tom. 2, page 234.

« *travailler*, *ni un outil avec lequel on puisse*
« *travailler;* et quoique, pour l'ordinaire, ce
« soit en argent que les salaires se paient à l'ou-
« vrier, *cependant le revenu réel de celui-ci ne*
« *consiste pas dans l'argent même, mais dans*
« *ce que vaut l'argent; non dans les pièces de*
« *métal, mais dans ce qu'on peut acheter*
« *avec.* »

Il suit de cette explication, qu'il y aurait effectivement entre l'argent et les autres articles, dont se compose le capital circulant, une différence très-marquée; car, au lieu que ces autres articles devront donner à leurs possesseurs un revenu ou un profit quelconque, en *mettant leur industrie en activité*, l'argent est déclaré incapable de faire ce service. Mais, par là même, Adam Smith ne déclare-t-il pas que l'argent ne fait pas partie du *capital* circulant, qu'il n'est point un capital, qu'il n'a pas les qualités qui le constituent tel, puisqu'il n'est ni *sujet* ni *moyen* de travail; car, selon cet auteur lui-même (1), l'amas du produit de la terre ou du travail des manufactures ne prend le nom de *capital*, que lorsqu'il rapporte à son propriétaire un revenu et un produit quelconque; poursuivons :

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 2, p. 291.

Si, selon Adam Smith, l'argent (monnaie) ne figure pas dans le système économique comme capital productif, il n'y figure pas non plus comme *revenu : le revenu de l'ouvrier ni celui des autres personnes ne consistent pas dans l'argent;* et il en est ainsi, soit du revenu net, soit du revenu brut, de celui de la société comme de celui des personnes. « Quand nous calculons, « nous dit cet auteur (1), le revenu brut et le « revenu net d'une société, nous sommes tou- « jours obligés de retrancher de la masse totale « d'*argent* et de marchandises, la valeur entière « de l'*argent*, dont il n'y a pas un seul écu qui « puisse faire partie de l'un ni de l'autre. »

La disparité qu'Adam Smith veut établir entre les métaux précieux faisant fonction de monnaie, et les autres sortes de richesses, les exclut véritablement de la catégorie de celles-ci; ils ne peuvent ni être employés comme capital, ni être comptés dans le revenu; ils ne sont que *la roue de la circulation, laquelle est tout-à-fait différente des marchandises qu'elle fait circuler* (2); ce n'est qu'un instrument, et un instru-

(1) OEuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 2, p. 220.

(2) *Ibid.*, tome 2, page 226.

ment dispendieux (1). Contraire en cela à la doctrine d'Adam Smith, nous prétendons que les métaux précieux (monnaie) sont dans la même catégorie que toutes les autres sortes de richesses; qu'ils font partie du revenu et du capital *productif* de l'individu et de la société, enfin qu'ils entrent dans la composition de la Richesse nationale, de même que les produits consommables. La seule différence entre les uns et les autres, est que la valeur de ceux-ci dépend de leur consommabilité, et que la valeur de la monnaie dépend, 1.° de la consommabilité des métaux précieux; 2.° de l'emploi spécial qui s'en fait comme médiateurs des échanges.

Ce qui constitue un revenu, un salaire, c'est une certaine valeur, une certaine portion de richesses acquises au propriétaire d'un capital, comme fruit de ce capital, et à l'ouvrier, comme récompense de son travail; ce revenu, ce salaire peuvent donc consister dans toutes les choses qui ont une valeur: ils consisteront en blé, en bestiaux, en tant que ces choses auront une valeur; ils consisteront également en monnaie, si la monnaie a une valeur qui lui soit propre : or, ce dernier point n'est pas contestable à l'égard des métaux précieux (monnaie). Adam

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 2, p. 220.

Smith, par une contradiction assez singulière, reconnaît lui-même qu'ils ont une valeur indépendante de leur qualité de monnaie, et que *l'usage qu'on en fait en cette qualité peut ajouter à leur valeur* (1). Le revenu et le salaire peuvent donc consister en monnaie comme en blé et en bestiaux ; et ils consistent plus généralement en monnaie, parce que les métaux précieux ont une valeur moins fréquemment variable que toutes les autres sortes de richesses, et parce qu'ils sont plus éminemment *échangeables ;* et remarquons que cette dernière qualité est indiquée par Adam Smith, comme le caractère distinctif des choses auxquelles on doit donner le nom de richesse (2).

Le revenu, nous dit cet auteur, *ne consiste pas dans l'argent, mais dans ce que vaut l'argent :* n'est-ce pas là un véritable paralogisme? Quelle que soit la chose dont se compose le revenu, on pourra toujours dire qu'il consiste non dans cette chose, mais dans ce qu'elle vaut, puisque, si cette chose n'avait pas de valeur, il n'y aurait pas de revenu. Cette autre proposition que *le revenu ne consiste pas dans le métal,*

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 1.er, p. 361.
(2) *Vide suprà*, page 23.

mais dans ce qu'on peut acheter avec, n'est pas moins défectueuse ; c'est la valeur du métal, et non celle de ce qu'on peut acheter avec, qui constitue le salaire ou le revenu, puisque c'est une valeur en métal qui est stipulée et reçue par l'ouvrier et par le propriétaire du capital, et non une valeur consistant en toute autre sorte de chose ; que, si l'on a voulu faire entendre que le propriétaire et l'ouvrier ne consommeront pas l'argent, mais ce qu'ils acheteront avec, c'est là une toute autre proposition à laquelle il n'y a rien à objecter ; mais aussi il faudra reconnaître que cette proposition serait toute aussi vraie, si le revenu était reçu en blé ou en bestiaux : car ceux qui le recevraient de cette manière, ne consommeraient pas leur blé ou leurs bestiaux, du moins ils n'en consommeraient qu'une bien faible partie, et *acheteraient avec*, tous les autres objets nécessaires à leur usage ; et parce qu'ils feraient ainsi, serait-on fondé à dire que leur revenu ne consiste pas en blé et en bestiaux ? Si, suivant plus loin cette idée, nous supposions que la valeur des bestiaux fut employée comme terme de comparaison des autres valeurs, qu'ils servissent de monnaie, ainsi que cela s'est pratiqué dans les premiers âges et se pratique encore chez quelques tribus nomades, pourrait-on dire que les bestiaux

ne peuvent constituer un revenu ou un salaire, *qu'ils ne sont que la roue de circulation bien différente des choses qu'elle fait circuler?*

Il semble qu'Adam Smith, trop excité par son antipathie contre le système mercantile, s'est laissé dominer par cette impression, au point que son jugement, ordinairement si net, en a été obscurci; il a attaqué son ennemi avec tant d'emportement, qu'il n'a plus été maître de mesurer ses coups. Pour démontrer l'erreur de ce système, il suffisait d'établir que les métaux précieux n'ont aucune prééminence sur les autres choses dont se peut composer la Richesse; il a voulu les exclure de la catégorie de ces choses : ce n'était pas assez pour lui de renverser l'idole, il la fallait anéantir. Ainsi, il annulle la valeur des métaux précieux (monnaie), pour n'en faire qu'un instrument de circulation, et cet instrument, dans son opinion, n'est point au nombre des richesses; car il l'assimile aux papiers de crédit, pour lesquels il montre même un sentiment de préférence (1).

Cette opinion, qui prétendrait assimiler les papiers de crédit aux métaux précieux (monnaie), nous paraît plutôt suggérée par des apparences, que fondée sur des raisons solides.

---

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 2, p. 207.



Le papier de crédit peut à la vérité, comme la monnaie, servir à faire circuler les produits consommables; mais certainement ce n'est pas par la même puissance, et à cet égard, ils diffèrent essentiellement.

La monnaie représente les produits consommables, parce qu'il y a en elle une valeur qui correspond à celle de ces produits. Le papier de crédit n'ayant pas cette valeur intrinsèque, ne peut point les représenter; mais il représente la monnaie, et il la représente seulement comme une promesse représente la chose promise : c'est là l'unique fondement de sa valeur, qui est idéale et non réelle.

Le papier de crédit peut *suppléer la monnaie*, lui être adjoint dans sa fonction, il peut, sous la foi de la promesse, se mêler à elle dans la circulation; mais il ne peut *suppléer à la monnaie*, lui être substituée, parce qu'il n'a pas ce qu'il faut pour équivaloir aux produits consommables, c'est-à-dire une valeur qui lui soit propre. Que les papiers de crédit représentent la monnaie et non les produits consommables, ce point nous paraît résolu même par l'expérience; car, c'est seulement dans les pays qui possèdent une grande quantité de monnaie, que peut s'établir le papier de crédit; il est vrai que la monnaie semble disparaître

de ces pays, et qu'une immense circulation y a lieu par le papier; mais, il est toutefois certain qu'ils possèdent une grande quantité de métaux précieux qui servent de gage aux papiers, soit que ces métaux demeurent déposés dans les banques, soit qu'ils soient employés comme monnaie dans le commerce international, d'où au besoin, ils peuvent être ramenés à l'intérieur, pour soutenir le crédit du papier qui y circule.

Prétendre attribuer aux papiers la valeur que les métaux précieux possèdent, en raison de leur consommabilité, et dont ils sont investis par l'usage universel qui les a institués *monnaie;* vouloir créer un papier monnaie, c'est violer la propriété, par conséquent ruiner le système économique dans sa base. Cette illusion ne se peut prolonger que par une contrainte attentatoire au principe social.

Quoiqu'il en soit, nous disons que les métaux précieux (monnaie), reçus par l'ouvrier comme récompense de son travail, par le possesseur d'un capital, comme fruit de ce capital, composent réellement pour l'un un *salaire*, pour l'autre un *revenu;* car dans ce cas, la monnaie joue le même rôle que pourraient jouer toutes les autres choses qui ont une valeur.

Mais, parmi ces choses qui ont une valeur, il en est, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le

remarquer, qui sont propres à former un capital (par ce mot nous entendons toujours un capital productif), et d'autres qui n'ont point cette propriété, tels que les objets qui ayant reçu toute l'élaboration dont ils sont susceptibles, n'ont plus qu'à subir la consommation : or, nous avons vu qu'Adam Smith, bien qu'il classe la monnaie comme *capital circulant*, ne la reconnaît pas comme capital productif, parce que, selon lui, elle est incapable de mettre l'industrie en activité (1); c'est un point sur lequel nous sommes encore en contradiction avec cet auteur. Nous soutenons que la monnaie concourt à mettre l'industrie en activité, non-seulement parce qu'elle compose par elle-même *les salaires ou récompenses en vue desquels on travaille*, mais parce qu'elle est l'instrument d'une industrie, et si l'on veut, *l'outil avec lequel on travaille* (2).

Pour démontrer que la monnaie peut figurer comme véritable capital, il suffit de prouver que le commerce est une industrie productive; car certainement la monnaie est *l'instrument* du commerce ; c'est là un point qui n'est pas contes-

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 2, p. 234.
(2) *Ibid.* *Ibid.*



table, et que reconnaît Adam Smith lui-même : « La double fonction, dit-il (1), que remplit l'ar- « gent, et comme *instrument* de commerce et « comme mesure des valeurs, etc. »

La question de savoir si le commerce est une industrie productive, est tout-à-fait dépendante dans sa solution, de l'idée qu'on s'est faite de la Richesse, de sa définition.

Les Économistes qui ne voyaient de richesses que dans les produits de la terre, n'ont considéré comme travail productif, que celui appliqué à la culture de la terre ; ils niaient donc que la manufacture et le commerce fussent productifs.

Adam Smith n'a point défini la Richesse ; mais il en place la source dans la production, à l'exclusion de la consommation, et dès-lors il ne peut guère considérer le commerce comme une des causes qui concourent à sa formation ; car, ayant pour effet d'exciter également la production et la consommation, le commerce est pour ainsi dire *neutre* relativement à la Richesse, telle que la conçoit cet auteur ; aussi y a-t-il beaucoup de variations et d'obscurité dans ce qu'il dit sur ce sujet : tantôt il n'y voit qu'un encouragement pour l'in-

---

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 3, p. 3.

dustrie [1], tantôt un moyen de renouveler les capitaux employés dans l'agriculture et dans la fabrication [2]; enfin il représente aussi le commerce comme créant une valeur, mais il ne s'explique ainsi qu'à l'égard du commerce extérieur. « Quel-« que soit, dit cet auteur, les pays où s'établit un « tel commerce, il procure à ces pays deux avan-« tages distincts, il emporte ce superflu du pro-« duit de leur terre et de leur travail, pour le-« quel il n'y a pas de demande chez eux, et à la « place il rapporte en retour quelqu'autre chose « qui est en demande; *il donne une valeur* à ce « qui est inutile, en l'échangeant contre quelque « chose qui peut remplir une partie de leurs be-« soins, ou ajouter à leurs jouissances [3]. »

M. Say s'énonce sur le même sujet d'une manière plus explicite; et ce qu'il dit paraît s'appliquer indistinctement au commerce intérieur et extérieur. Voici ses termes : « L'action de recher-« cher un produit dans l'endroit où il se trouve, « et de le transporter au lieu où il doit se con-« sommer, augmente sa valeur de toute la diffé-« rence qu'il y a entre son prix dans le premier

---

[1] Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 2, p. 371.
[2] *Ibid.*, t. 2, p. 387.
[3] *Ibid.*, t. 3, p. 41.

« de ces endroits, et son prix dans le second.
« C'est *une façon productive* donnée par le
« commerçant, et d'où il résulte une création de
« valeur qui constitue l'espèce de *production*
« qu'on doit à l'industrie commerciale (1). »

Le comte Lauderdale, vû la définition qu'il a donnée de la Richesse, ne peut pas admettre que le commerce soit un agent de production, aussi tend-il à éloigner cette idée. Selon lui (2) « on « ne saurait regarder le commerce comme un « moyen de produire la Richesse, ni par consé- « quent comme un moyen de l'accroître. Ce qu'il « est réellement, le voici : dans une société, fa- « miliarisée avec tous les genres de travail, le « commerce est le grand mobile qui met en action « les moyens d'augmenter la Richesse. »

Que le commerce soit *le grand mobile qui met en action les moyens d'augmenter la Richesse*, c'est là une opinion que nous ne pouvons manquer d'accueillir ; car elle concorde parfaitement avec celle que nous avons émise sur le principe générateur de la Richesse. Si comme nous l'avons dit, ce principe réside dans le concours de la production et de la consommation, le com-

(1) Traité d'Économie politique, tome 2, page 433.
(2) Recherches, etc., page 274.



merce dont l'effet, bien évidemment, est de stimuler l'action de chacune de ces deux causes coopérantes, doit être considéré comme *le grand mobile qui met en action les moyens d'augmenter la Richesse.* Nous aurons occasion plus tard de traiter ce point avec quelques détails; quant à présent, nous disons que le commerce a cette propriété que lui reconnaît le comte Lauderdale, et qu'en outre, il intervient comme agent producteur, ainsi que l'ont aperçu Adam Smith et M. Say, et comme il résulte encore de notre définition de la Richesse; car les choses dont elle se compose étant des produits consommables, c'est-à-dire des substances *produites*, et qui devront être *consommées*, le travail qui dispose ces substances pour la consommation, concourt aussi effectivement à la formation de la Richesse, que le travail appliqué à la terre pour en tirer les substances; de part et d'autre s'accomplit une des deux conditions nécessaires de la génération de la Richesse.

Le commerce, et nous parlons ici du commerce intérieur comme du commerce extérieur; le commerce, disons-nous, est productif, ou la manufacture ne l'est point; car que fait celle-ci, sinon de donner une nouvelle extension à la consommabilité des choses qui proviennent de la

terre? L'acte par lequel un tissu de lin est transporté d'un lieu où il n'est point consommable, dans un lieu où il le sera, effectue une production tout aussi réellement que l'acte par lequel ce lin a été transformé en tissu; l'un et l'autre ont successivement ajouté à la substance du lin un nouveau degré de consommabilité *probable*.

On ne met guère en doute, quoiqu'en aient dit les économistes, que le travail de la manufacture ne soit productif; et toutefois, dans l'état actuel de la science, cette opinion ne repose pas sur un fondement rationnel. Le comte Garnier en est convenu, lorsqu'il a déclaré irréfutable la doctrine des économistes, lesquels ne regardaient comme productif que le travail appliqué à la terre; et en effet, Adam Smith a plutôt démenti cette doctrine qu'il ne l'a réfutée. Notre explication, qui n'est d'ailleurs que la conséquence de notre définition de la Richesse, donne une base certaine à l'opinion d'Adam Smith, sur la puissance productive de la manufacture, et, par une analogie facile à saisir, sur celle du commerce.

Le commerce étant reconnu comme moyen de production, il faut reconnaître aussi que la monnaie, qui en est l'instrument, figure dans le système économique comme capital productif. Elle y figure comme les instrumens aratoires dans l'agriculture,

comme les usines, les machines dans la manufacture. On est bien dans l'usage d'appeler *capital* une certaine somme de monnaie qui, dans les entreprises d'agriculture et de fabrication, est destinée à acheter les choses et à payer les services qu'elles exigent ; mais on n'entend par là qu'une partie très-accessoire du véritable capital : au lieu que la monnaie existe comme capital principal, et pour ainsi dire unique dans le commerce, puisque celui-ci n'est essentiellement qu'une série d'échanges opérés par la médiation de la monnaie, laquelle peut en être considérée comme l'*outil* nécessaire.

Les métaux précieux, laissés à leur destination de produits consommables, formeront un capital; s'ils sont employés comme *matières premières* de la manufacture; faisant fonction de monnaie, ils le sont comme *instrument* de l'industrie commerciale.

On voit que nous nous trouvons très-opposé à la doctrine d'Adam Smith, quant aux métaux précieux (monnaie); car, selon lui, ils ne seraient que la roue qui fait circuler les choses dont se compose la Richesse, et ne feraient point partie de ces choses; au lieu que, selon nous, la monnaie, en même temps qu'elle sert à faire circuler les choses dont se compose la Richesse,

en fait elle-même partie, et ainsi a la propriété de former par elle-même les *salaires*, les *revenus*, et d'être employée comme *capital productif*.

En dissentiment avec Adam Smith, sur ce point principal, il faut bien que dans les questions qui en dérivent, nous lui soyons également opposés.

Ainsi cet auteur essayant d'expliquer comment l'*argent* disparait d'un pays, dont la Richesse décline, et comment il se multiplie dans un pays qui s'enrichit, met en avant cette proposition : que pour le dernier cas, l'*augmentation dans la* quantité des métaux précieux *sera l'effet et non la cause de la prospérité générale* (1).

Adam Smith, on le sent bien, ne peut pas admettre que l'augmentation survenue dans la quantité de la monnaie en circulation chez un peuple, puisse être, pour le pays, une *cause* de prospérité ; car, ce serait reconnaître que la monnaie est au nombre des autres sortes de richesses, dont l'abondance forme ce qu'il appèle ici *prospérité;* or, il l'en a exclue, et cette exclusion est le fondement sur lequel il a établi son attaque contre le système mercantile ; ainsi, il ne

(1) Œuvre d'Adam Smith, traduction de Garnier, tome 2, pag. 330 et 532.



veut voir, dans la multiplication de la monnaie, qu'un des *effets* de la prospérité, et non une de ses *causes*. Quant à nous, convaincu par les raisons précédemment exposées, que la monnaie est dans la même catégorie que les autres richesses, nous soutenons que son augmentation, en quantité, est une *cause* de prospérité, pourvu toute fois que le principe de sa valeur (la propriété de représenter les produits consommables), acquiert un développement proportionné à cette augmentation de quantité, et il n'y a rien, en cela, qui la distingue, sous le rapport que nous considérons, des autres sortes de richesses; car, il en est de même de tous les produits quelconques, dont la multiplication ne peut ajouter à la prospérité ou à la Richesse, qu'autant que la consommation, qui est le principe de leur valeur, s'étend proportionnément au surcroît de production. Nous dirons donc que si un peuple, venant à rendre plus actif le concours de sa production et de sa consommation, par conséquent à augmenter la masse de ses produits consommables, augmente, en même temps, la quantité de sa monnaie, comme il arrive généralement par l'effet du commerce international, qui tend incessamment à répartir, parmi les sociétés, les différentes sortes de richesses; il y aura, chez ce peuple, accrois-

sement de prospérité de deux manières, et par l'augmentation dans la quantité des produits consommables, et par l'augmentation dans la quantité de la monnaie. Le besoin de faire des échanges s'est étendu en même temps que les produits consommables se sont multipliés.

Observons, toutefois, que l'augmentation, dans la quantité numérique de la monnaie, ne forme pas toujours un accroissement de Richesse : c'est en raison de sa valeur effective, et non en raison de sa masse, que la monnaie entre dans la composition de la Richesse; si donc la quantité de *monnaie* augmente sans que le surcroît ajoute à la valeur de la masse totale, il n'y a point d'augmentation dans la Richesse nationale. L'extension donnée à la production des métaux précieux, par l'exploitation des mines de l'Amérique, en a abaissé la valeur; dès-lors ces métaux, appliqués à la fonction de monnaie, n'ont pu représenter les produits consommables que par un volume accru proportionnément au décroissement survenu dans leur propre valeur. Les peuples chez lesquels la monnaie ne s'est multipliée que par cette *cause*, ne lui ont point dû une plus grande prospérité; ce que la monnaie avait gagné en quantité, elle le perdait en qualité. Une plus grande somme de monnaie était devenue nécessaire pour représen-

ter la même quantité de produits, qu'une moindre somme représentait auparavant; il y avait plus de métaux précieux, mais non pas une plus grande valeur monétaire, et en même temps que l'unité principale, qui sert de mesure, était devenue plus grande, ses divisions s'étaient agrandies.

Il en est tout autrement des peuples chez qui la multiplication de la monnaie aura été le résultat d'une augmentation dans la somme de leurs produits consommables; car, alors, la monnaie gagne en quantité, sans perdre en qualité; ce qui a lieu, parce que sa multiplication est accompagnée d'un développement proportionné dans le principe de sa valeur, celle qui provient de la destination donnée à la monnaie de *représenter les produits consommables.*

C'est surtout en leur qualité de *monnaie,* que les métaux précieux encourent l'animadversion d'Adam Smith; il les traite avec moins de rigueur, lorsqu'il les considère sous un autre point de vue; car, alors, il reconnaît en eux une partie du capital circulant (1), sans user de restrictions comme il le fait à l'égard de la monnaie; cependant, s'il se résigne ainsi à admettre ces métaux au nombre des choses dont se compose la Richesse, il ne

(1) Comme ouvrages d'orfévrerie.

laisse pas de déprimer cette sorte de produit, toujours, sans doute, dans la vue de combattre plus fortement les partisans du système mercantile qui, par une erreur opposée à celle que nous reprochons à notre auteur, ont vu, dans ce produit, la Richesse toute entière : voici comment il s'exprime à ce sujet (1). « Les mines les plus abon-
« dantes, soit en métaux précieux, soit en pierres
« précieuses, ne pourraient qu'ajouter très-peu
« à la Richesse du monde. L'abondance dégrade
« nécessairement la valeur d'un produit qui ne
« tire sa principale valeur que de sa rareté : un
« service de vaisselle d'argent, et tous les autres
« ornemens de la parure et du mobilier, pour-
« raient alors s'acheter, moyennant une moindre
« quantité de marchandises, et c'est en cela,
« seulement, que consisterait tout l'avantage que
« cette abondance procurerait au monde. »

Ceci demande de nous quelques observations.

Si l'*utilité* était la qualité caractéristique de la richesse, comme le fait entendre ici Adam Smith, et comme le dit expressément M. Say, il y aurait parmi les produits une certaine hiérarchie déterminée d'après le degré d'utilité de chacun; et en supposant que cette *utilité* fût

(1) Œuvre d'Adam Smith, trad. de Garnier, t. 1.er, p. 353.

appréciée raisonnablement, c'est-à-dire, en mettant la satisfaction des besoins réels avant celle des besoins factices, certainement l'or et l'argent n'occuperaient, dans l'échelle des richesses, qu'un rang très-inférieur à celui du fer, du plomb et de beaucoup d'autres produits; mais il n'en est point ainsi, et la valeur prééminente de l'or et de l'argent en serait une preuve au besoin. Ce qui fait qu'un produit est une richesse, ce n'est point son *utilité*, c'est sa *consommabilité;* et sa valeur ne s'établit pas d'après l'estimation de son aptitude à satisfaire nos besoins les plus pressans, mais d'après la probabilité de sa consommation, n'eût-elle pour objet que de subvenir à la plus futile jouissance. Quoique l'or ne soit qu'une vaine parure, il est vrai pourtant qu'une once d'or équivaut à plusieurs quintaux de fer, métal dont l'emploi est si utile pour nous procurer les premiers besoins de la vie. La raison de cela est que la consommation de l'or, eu égard à sa production actuellement possible, est infiniment plus probable que celle du fer, eu égard aussi à la possibilité actuelle de produire ce métal.

Que les métaux précieux soient à peu près inutiles au bien-être de l'homme, c'est là une thèse philosophique qui peut, sans doute, être soutenue avec beaucoup d'avantage; toutefois elle ne prouve

rien ici; car, nous n'avons pas à voir si les appétits de l'homme sont bien ou mal réglés, mais quels ils sont; parce que tels qu'ils sont, ils déterminent la consommation des produits, qui deviennent ainsi des richesses, et obtiennent une valeur spécifique d'autant plus élevée que la consommation en est plus considérable, comparativement à la production qui s'en fait.

Dans l'hypothèse posée par Adam Smith, il se pourrait, en effet, que les métaux précieux perdissent de leur valeur, et cela arriverait immanquablement, si, par l'abondance des mines, la proportion actuelle entre la production et la consommation de ces métaux venait à changer, de sorte que l'une augmentât et l'autre demeurât stationnaire; mais, remarquons qu'il en serait de même de tous les produits quelconques qui éprouveraient une pareille altération dans le rapport de leur quantité produite et de leur quantité consommée, et qu'ainsi il n'y a rien à inférer de là qui puisse faire supposer chez les métaux précieux une infériorité à l'égard de toutes les autres sortes de richesses.

Il serait possible dans cette hypothèse, disons-nous, que les métaux précieux perdissent de leur valeur; mais il se pourrait également qu'il n'en fût pas ainsi, et certainement l'abaissement de

valeur n'aurait pas lieu, si la consommation de ces métaux augmentait en proportion du surcroît de leur production. Alors, leur valeur resterait la même; et de plus, ils occuperaient une place plus considérable dans l'ensemble des richesses, ou, comme le dit Adam Smith, dans la *Richesse du monde.* C'est ce qui est advenu à l'égard d'autres produits dont la valeur n'est pas diminuée, quoiqu'ils se soient très-multipliés.

Enfin il serait possible encore que, venant même à perdre de leur valeur, les métaux précieux ajoutassent, par leur multiplication, à la Richesse du monde; et cela arriverait si l'usage de ces métaux, se répandant de plus en plus, ils se multipliaient à tel point, que leur masse totale présentât une valeur plus considérable que précédemment : c'est ainsi que le fer, bien qu'il ait perdu beaucoup de sa valeur primitive par l'accroissement survenu dans sa production, ne laisse pas de tenir une plus grande place qu'auparavant dans la somme totale des richesses.

Nous ne croyons pas que, comme le prétend Adam Smith, la rareté des métaux précieux soit la cause de leur valeur; il y a probablement des choses plus rares et qui valent moins. La véritable cause de la valeur des métaux précieux est, nous le

répétons, la consommation qui s'en fait; et c'est ainsi qu'ils peuvent se multiplier, et cependant conserver leur valeur.

Il est vrai que la consommation des métaux précieux n'a le plus souvent pour objet, que de satisfaire l'ostentation; mais l'ostentation a son origine dans la constitution morale de l'homme; et les besoins qui naissent de là, sont souvent plus impérieux et toujours plus insatiables que d'autres qui tiennent à sa constitution physique. *L'homme*, dit le père Malbranche, *vit d'opinion.* La consommation des métaux précieux est donc autant et plus que celle de beaucoup d'autres produits, susceptible de s'accroître. Actuellement il y a une sorte de gloire à posséder des vaisselles d'argent; il se pourrait que plus tard ce fut une honte d'en être destitué, et qu'il s'établit ainsi une telle consommation de ce métal, que, quoique produit en beaucoup plus grande quantité qu'à présent, il conservât cependant la même valeur.

Peut-être ne conçoit-on pas très-bien chez nous, comment l'ostentation peut occasionner une si grande consommation de métaux précieux; car, ils ne sont pas pour nous l'unique moyen de satisfaire cette passion. Nous n'entendons pas non plus comment une grande quan-

tité de ces métaux peut être amoncelée en trésors, enfouie dans la terre; mais cela s'explique si l'on fixe son attention sur l'Orient: là, le faste consiste surtout dans l'étalage de l'or et de l'argent; et la prudence, l'ambition, la peur, portent incessamment à les accumuler et à les enfouir.

Retournons à notre principal sujet.

III.e SECTION.

Les peuples à production prédominante sont tenus d'employer leurs métaux précieux comme monnaie *et comme* capital dans le commerce international; *ils ne peuvent avoir qu'une* population *et un* territoire *très-limités; de plus, ils ont besoin d'une* position géographique *qui favorise leur ingérence dans le commerce international.*

Nous avons reconnu, dans la première section du présent chapitre, que la Richesse nationale, chez les peuples qui procèdent à sa formation, au moyen d'une production prédominante, doit consister essentiellement en métaux précieux; que c'est là le résultat forcé de la pratique de ce mode, et par conséquent une des conditions auxquelles sont nécessairement soumis les peuples qui l'adoptent.

Cette proposition, que la Richesse d'un peuple

peut consister essentiellement en métaux précieux, se trouvant diamétralement opposée à la doctrine d'Adam Smith, nous avons dû discuter la question avec les développemens qu'elle comporte; c'est ce que nous avons fait dans la deuxième section, où nous croyons avoir établi, contre l'opinion de cet auteur, que les métaux précieux sont dans la même catégorie que toutes les autres sortes de richesses; d'où il suit qu'ils peuvent, comme chacune de celles-ci, former la partie principale de la possession de certains peuples, de leur Richesse nationale.

Après cette digression indispensable, nous allons rentrer dans notre sujet; nous continuerons de rechercher comment la Richesse nationale peut se former par une production prédominante, nous appliquant toujours à faire ressortir les conditions auxquelles cette possibilité se trouve subordonnée, et qui, selon nous, la restreignent à des cas si particuliers, qu'on ne peut considérer cette manière de procéder que comme purement exceptionnelle.

Les peuples à production prédominante, peuvent former leur Richesse en attirant en leur possession les métaux précieux; mais d'abord il est évident qu'ils ne les posséderont pas comme produits consommables: car s'ils en usaient pour leur

consommation, leur Richesse nationale aurait pour principe, non la prédominance de la production, mais bien le concours de la production et de la consommation; il en serait alors de ces peuples comme de ceux de l'Inde. L'excellence des produits du sol et de l'industrie de ces pays, et l'inclination de leurs habitans, qui leur fait désirer par-dessus tout la possession de l'or et de l'argent, y attirent incessamment une grande quantité de ces métaux; ils y arrivent comme monnaie, mais ils y demeurent comme objets de consommation. De cette manière, les peuples indiens sont sans doute riches en métaux précieux, et toutefois, le principe de leur Richesse nationale ne réside pas dans une production prédominante; il réside certainement dans le concours de la production et de la consommation; car, il est évident qu'en appliquant directement à la satisfaction de leurs goûts et de leurs passions, l'or et l'argent échangés contre les produits de leur sol et de leur industrie, ils consomment une valeur équivalente à celle qu'ils ont produite.

Nous venons de dire que l'Inde est riche en métaux précieux; cette assertion n'exclut pas celle-ci qui nous paraît incontestable: savoir, que ce pays serait plus riche si, possédant moins de ces métaux, la production et la consommation en

toutes espèces de produits y acquérait un plus grand développement.

Les peuples à production prédominante ne trouveront donc un accroissement de Richesse par l'acquisition des métaux précieux, qu'autant qu'ils les emploieront comme *monnaie*, puisque s'ils les consommaient, il n'y aurait plus de leur part prédominance de production.

Il reste maintenant à découvrir comment la *monnaie* peut, en se multipliant chez ces peuples, leur constituer un véritable accroissement de Richesse; et au premier aspect cela paraîtra difficile à concevoir ; car, nous avons eu occasion de voir dans la précédente section, que la multiplication de la monnaie ne constitue une augmentation de Richesse dans la société, qu'autant qu'il s'y est formé un surcroît proportionné de produits consommables, parce que c'est ainsi seulement que la monnaie peut se multiplier sans perdre de sa valeur : or, il serait de toute impossibilité que les peuples à production prédominante augmentassent la somme des produits consommables *chez eux*, dans une proportion correspondante à la somme croissante de leur monnaie, puisque, selon le mode qu'ils suivent, ils doivent, au contraire, s'appliquer à restreindre leur consommation.

« Mais une simple observation suffira pour

faire disparaître cette difficulté : la raison par laquelle la monnaie peut, tout en se multipliant, conserver sa valeur première et opérer, par sa multiplication, un accroissement dans la Richesse nationale, n'étant autre que l'extension qui lui est donnée dans la destination de représenter les produits consommables; les peuples à production prédominante, peuvent remplir cette condition sans, pour cela, augmenter chez eux la somme des produits consommables ; ils le peuvent s'ils emploient leur monnaie à représenter les produits consommables qui circulent au dehors, s'ils l'emploient comme *capital* dans le commerce international.

« Ces lingots (d'or et d'argent) circulant parmi « les peuples commerçans, dit Adam Smith [1], « tout comme la monnaie nationale circule dans « chaque pays en particulier, on peut les re- « garder comme la monnaie de la grande répu- « blique du commerce. La monnaie nationale « reçoit son impulsion et sa direction des mar- « chandises qui circulent dans l'enceinte de cha- « que pays en particulier [2]; la monnaie de la

---

[1] Œuvre d'Adam Smith, traduction de Garnier, tome 3, page 34.

[2] Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer encore

« république commerçante, de celles qui circu-
« lent entre les pays différens : l'une et l'autre
« de ces monnaies est employée à faciliter les
« échanges, l'une entre différens individus de la
« même nation, l'autre entre ceux de nations
« différentes. » Ainsi ces lingots, cette monnaie de la république commerçante, s'ils sont fournis par les peuples à production prédominante, seront pour eux un capital, une Richesse nationale qui pourra s'accroître autant qu'il leur sera possible d'étendre leur ingérence dans le commerce international.

Voulons-nous voir ensuite comment ces peuples, bien qu'ils aient peu d'échanges à faire pour

---

ici l'intention que laisse apercevoir Adam Smith, de rabaisser l'importance des métaux précieux employés comme monnaie: quoiqu'il ait déjà reconnu ailleurs, ainsi que nous l'avons vu précédemment, que la monnaie est l'instrument du commerce, et qu'il nous dise ici même qu'elle *facilite les échanges*, il ne laisse pas toutefois de faire entendre que ce sont les marchandises qui font circuler la monnaie, et non celle-ci qui fait circuler les marchandises. Outre que ces propositions sont contradictoires, la dernière n'est-elle pas contraire à l'évidence des faits? car si, par la pensée, on suprime la monnaie, de sorte que les échanges n'aient plus lieu que par *le troc*, il est certain que le commerce sera réduit à l'état de faiblesse où il était avant l'usage de la monnaie; la monnaie est donc véritablement *la machine* par laquelle le commerce est mis en activité, et c'est elle qui fait circuler les marchandises.

leur compte, attendu la restriction qu'ils apportent dans leur consommation, peuvent cependant prendre dans le commerce international une participation telle qu'ils parviennent à employer une grande quantité de monnaie comme *capital* de cette industrie, à conserver ainsi à cette monnaie toute sa valeur, nonobstant sa multiplication, et enfin à effectuer une production qui, sans le concours de leur consommation, forme et accroît leur Richesse nationale.

Il suffira, pour cela, de considérer attentivement l'opération commerciale telle qu'elle a lieu de peuple à peuple.

Il y a, dans cette opération, trois actes distincts.

1.° La *spéculation* qui détermine l'opération; cet acte est plus on moins productif, selon que son auteur a présumé, avec plus ou moins de justesse, l'accroissement de valeur que la marchandise doit acquérir, étant transportée au lieu qu'il a choisi.

2.° Le *transport* de la marchandise au lieu indiqué par la *spéculation;* cet acte, quoique lié à la spéculation, est pourtant étranger à la production qu'elle effectue, parce qu'il n'est que le moyen d'exécution, sans influence directe, sur le résultat de l'acte; ainsi, bien que la navigation soit,

par elle-même, une cause de Richesse ; bien qu'elle soit d'une grande importance politique, comme élément de puissance publique, et même d'un grand intérêt commercial, comme acheminement à la spéculation ; elle ne contribue pas à rendre l'opération commerciale plus ou moins productive, et lui est étrangère. Il se peut qu'un peuple navigateur ne soit pas commerçant (1).

3.° L'*échange*, lequel considéré indépendamment de la *spéculation*, est toujours productif; car, entre deux peuples qui échangent leurs produits soit avec, soit sans la médiation de la monnaie, chacun des contractans obtient une chose qui a actuellement chez lui plus de valeur que celle qu'il donne, et c'est à cause de cela qu'il la donne.

L'opération commerciale est donc productive de deux manières, par la *spéculation* et par l'*échange;* et il suit de là que, de deux peuples faisant un commerce direct de leurs produits respectifs, il se pourra que l'un n'y participera que par l'échange, tandis que l'autre y participera par l'échange et par la spéculation.

Le commerce, qui consiste seulement dans l'é-

---

(1) Telle est la Suède, etc.

change, est un commerce *passif;* celui ou la spéculation se joint à l'échange, est un commerce *actif.*

En continuant de distinguer la spéculation de l'échange, nous verrons que l'avantage, attaché à ce dernier, appartient toujours à chacun des deux peuples producteurs; mais qu'il n'en est pas ainsi de la spéculation. En effet, le bénéfice de celle-ci peut appartenir à l'un des deux peuples, à l'exclusion de l'autre, et il se peut même qu'il n'appartienne ni à l'un, ni à l'autre; c'est ce qui arrive lorsqu'un autre peuple, se rendant possesseur, au moyen de sa monnaie, de leurs produits respectifs, s'approprie la valeur que ces produits doivent acquérir par la spéculation. Cette façon de procéder est ce qui s'appelle *commerce d'économie;* on le nomme aussi *commerce de transport,* parce que généralement les peuples qui se livrent à cette sorte d'industrie, et que nous appellerons *peuples marchands,* sont en même tems navigateurs et spéculateurs.

Il y a encore une autre espèce de commerce qu'on appelle d'*entrepôt,* lequel est une modification du commerce d'économie.

Il est sensible que les peuples qui se bornent à un commerce *passif,* ne peuvent employer que peu de monnaie comme capital du commerce

international; que ceux qui ont un commerce actif, en font un emploi peut-être plus considérable, mais toutefois limité, selon la quantité de leurs produits exportables, au lieu que les peuples marchands peuvent augmenter progressivement leur capital-monnaie, autant qu'ils parviendront à étendre leur ingérence dans le commerce international.

Si, comme le dit Adam Smith, indépendamment de la monnaie en circulation dans l'intérieur de chaque société, il y a une masse de lingots d'or et d'argent, faisant fonction de monnaie, et circulant en dehors; si, comme nous venons de l'expliquer, il est possible à certains peuples de s'ingérer dans le commerce des autres peuples, et de s'en attribuer l'acte productif de la spéculation; si, disons-nous, ces points sont reconnus, et que d'ailleurs on ait admis, comme fondé en raison, ce que nous avons dit, dans la section précédente, en opposition à la doctrine d'Adam Smith, concernant les métaux précieux, nous sommes autorisés à mettre en avant la proposition suivante :

Qu'ainsi que, dans le sein d'une société, les individus possesseurs de monnaie, possèdent véritablement une Richesse égale à la portion de produits consommables représentés par cette mon-

naie ; de même, dans la grande république commerçante, les peuples possesseurs de la monnaie employée à représenter les produits consommables qui circulent entre les diverses sociétés, possèdent véritablement une Richesse égale à la portion de produits consommables que représente leur monnaie.

De cette proposition, et de ce qui a été dit précédemment, il suit que les peuples, à production prédominante, peuvent trouver, dans la multiplication de leur monnaie, un accroissement de Richesse nationale ; mais aussi qu'ils ne le peuvent qu'autant qu'ils emploient leur *monnaie*, comme *capital*, dans le commerce international ; en un mot, qu'ils sont *peuples marchands*. C'est là une *condition* attachée au mode qu'ils suivent dans la formation de leur Richesse nationale, condition qui doit être ajoutée à celles que nous avons déjà indiquées.

Arrêtons-nous un instant pour faire quelques remarques sur ces peuples marchands qui, parmi les corps politiques, peuvent être considérés comme d'une espèce particulière.

Il semble que leur existence devrait être très-précaire ; car, au lieu que les nations, dont le système économique a pour base le concours de la production et de la consommation, vivent sur-

leur propre fonds, ceux-là ne se substantent que par des racines projetées au dehors et exposées à tous les hasards : aussi est-il vrai qu'ils sont sujets à plus de vicissitudes ; et toutefois a-t-on encore à s'étonner, qu'étant vulnérables de tant de manières, ils puissent subsister aussi longtemps. On dirait que comme la providence a donné aux différentes espèces créées, des moyens de conservation proportionnés et analogues aux dangers qui les menacent, les peuples marchands sont doués de qualités spéciales et appropriées à leur nature. De ces qualités, la plus éminente est sans contredit un patriotisme raisonné, qui unit par un lien puissant l'intérêt individuel des membres de la société à celui de la société ellemême. Chez eux, l'État n'est pour ainsi dire qu'une maison de commerce dont le Gouvernement, qui en est le chef, travaille constamment à fonder, à étendre et à protéger les spéculations : c'est l'unique but de toutes ses déterminations politiques et militaires ; c'est pour cela qu'il crée des flottes formidables, qu'il solde des armées mercenaires, qu'il construit dans des régions lointaines des ports, des citadelles, enfin qu'il devient conquérant et dominateur. De leur côté, les citoyens, si avares pour eux-mêmes de ce qu'ils possèdent, l'abandonnent au trésor pu-

blic aussi volontiers que les membres d'une association industrielle vont déposer leur mise de fonds dans une entreprise d'où ils attendent leur fortune. Ils conçoivent que les valeurs dont ils se dépossèdent ainsi, leur reviendront en plus grande abondance, et pour eux le paiement de l'impôt est encore une spéculation. Ce n'est pas là sans doute le patriotisme des Romains; mais c'est le même dévouement pour la chose publique, le même effet pour l'avantage de la société et pour sa conservation. D'ailleurs, de ce que l'intérêt personnel est chez eux le premier mobile de leur dévouement à la patrie, on ne doit pas inférer qu'ils n'y soient aussi portés par des sentimens d'un ordre plus relevé : comme le patriotisme des Romains, tout héroïque qu'il fut dans son principe, n'était pas toujours pur de tout mélange d'intérêt personnel, même aux beaux temps de la République; l'ambition et l'amour du butin y entraient bien pour quelque chose.

Une autre raison, qui ne contribue pas peu à étayer leur puissance et à prolonger leur durée, est l'utilité que beaucoup de nations trouvent dans leur intervention; car, bien qu'en s'emparant de la *spéculation*, l'un des actes productifs du commerce, ils semblent priver les autres peuples de l'un de leurs moyens de produc-

tion, il faut remarquer qu'en cela ils ne portent préjudice qu'à ceux de ces peuples qui sont parvenus au point de développement où ils pourraient faire leur commerce d'une manière *active*. Quant aux autres, il n'y a pas de doute que les peuples marchands ne leur soient favorables, parce que, pour alimenter et étendre leur spéculation, ils fomentent et excitent chez ceux-ci la production et la consommation; aussi voyons-nous que plusieurs nations, dans les siècles précédens, se sont montrés disposés à favoriser, même par des priviléges, l'entremise des peuples marchands dans l'exploitation de leur propre commerce; et il serait téméraire, selon nous, de prétendre qu'en cela ils n'ont pas obéi à leur intérêt actuel.

A considérer les choses d'un point de vue élevé, peut-être apercevra-t-on que l'action des peuples marchands est, dans le système général, plus utile que nuisible, parce que leurs efforts tendent sans cesse à reculer les limites du monde commercial, et à y répandre une plus grande activité. Semblables à ces corps célestes, qui, bien que menaçans par leur marche irrégulière, contribuent cependant à l'harmonie de l'univers.

Mais revenons à notre sujet.

Nous avons vu jusqu'ici que la formation de la

Richesse nationale, par le mode de la production prédominante, n'est possible que moyennant la réunion des circonstances suivantes : 1.° que le peuple, qui pratique ce mode, fasse consister sa Richesse essentiellement en *métaux précieux;* 2.° que ces métaux précieux soient possédés par lui, non comme produits consommables, mais comme *monnaie;* 3.° que cette monnaie soit employée comme *capital*, à représenter les produits consommables en circulation dans le commerce international. A ces trois conditions nous allons en ajouter deux autres : c'est que ce peuple aura une *population peu nombreuse* et un *territoire de peu d'étendue.* Essayons d'établir ces deux points.

Il faut, nous l'avons dit, qu'un peuple à production prédominante soit de toute nécessité *peuple marchand;* il peut à la vérité s'adonner aussi à la fabrication et à l'agriculture; mais plus il produira de ces deux manières, plus impérieuse sera pour lui la nécessité d'être peuple marchand; car c'est par le commerce international seulement qu'il peut employer comme *monnaie* et comme *capital* les métaux précieux en quoi se résume toujours le résultat de sa production prédominante. Et remarquons encore que s'il n'employait pas ses métaux précieux à l'office de mon-

naie, il n'y aurait plus pour lui prédominance de production.

Ces peuples sont donc nécessairement *marchands*. Cela posé, nous observerons que des trois agens de production, l'agriculture, la manufacture et le commerce, ce dernier est sans contredit celui qui demande le moins de travail, par conséquent le moins d'hommes. Peu d'hommes suffisent pour concevoir les spéculations qui feront passer les produits des divers pays sur les points où les appelle la consommation; il n'en faut pas non plus un grand nombre pour réaliser ces spéculations. Si donc nous supposons un peuple marchand, dont la population excède la quantité d'hommes que requiert le travail mercantile et celui de la fabrication qui s'y peut adjoindre, nous verrons que, loin que cet excédent concoure à l'accroissement de la Richesse nationale, il n'est qu'une superfluité onéreuse.

Là où la Richesse nationale a pour principe le concours de la production et de la consommation, la population peut, tout en se multipliant, accroître sa prospérité, selon que les hommes deviennent de plus en plus réciproquement producteurs et consommateurs; mais il n'en est pas de même ici: la Richesse nationale s'y forme comme celle de l'individu, laquelle diminue par la consomma-

tion ; et la prospérité de la société n'est due qu'à ceux de ses membres qui servent à une production prédominante. C'est en raison de cela que, tandis que les autres peuples sont naturellement portés à accroître leur population et à étendre leur territoire, les peuples marchands, en tant qu'ils ont pour base de leur système la production prédominante, aspirent au contraire à se maintenir dans les proportions exigues qu'ils sentent être convenables à la spécialité du mode dont ils usent dans la formation de leur Richesse nationale.

Cette disposition singulière se manifeste avec évidence chez tous les peuples compris dans cette catégorie, et elle y paraît comme suggérée par le même instinct qui leur commande et leur fait aimer une vie parcimonieuse. Ainsi, puissans seulement par la supériorité de leur Richesse, ils ne cherchent point à se fortifier par une population croissante ; ils ne désirent pas occuper plus de place, ils demeurent resserrés dans un petit territoire, et pour ainsi dire renfermés dans les murs d'une cité. De là aussi cette propension générale à fonder des colonies, qui se remarque chez les peuples *marchands* de l'antiquité, propension qui doit s'attribuer à une nécessité publique ; car, il n'y a pas d'autre puissance ca-

pable de surmonter le sentiment qui attache l'homme à la terre natale, et de dissoudre les liens naturels de la famille et ceux de l'amitié.

Si, comme il arrive quelquefois, ces peuples associent l'esprit de conquête à la spéculation mercantile, ils cherchent moins à augmenter leur territoire, qu'à subjuguer des contrées séparées d'eux, où ils puissent trouver des tributaires, des consommateurs, et surtout de nouvelles branches de commerce à exploiter. Bien que les Carthaginois aient été dominans en Afrique, ils ne se sont pas aggrégés les peuples environnans, et l'État est demeuré concentré dans les murs de Carthage; les Romains qui avaient un intérêt différent, ont aussi usé d'une toute autre politique à l'égard de l'Italie.

Les Vénitiens, les Génois, les villes Anséatiques et les autres peuples marchands des temps modernes, se sont montrés animés du même esprit; empressés à former au loin des établissemens de commerce, à disséminer leurs populations sur toutes les côtes des mers connues, ils sont constamment portés à limiter le nombre de leurs citoyens, jaloux de leur droit de cité, comme d'un bien qui s'affaiblit en se partageant.

La Hollande, devenue toute puissante au commencement du dix-huitième siècle, ne demande

pas dans les congrès où domine son influence, un agrandissement territorial; elle demande une barrière qui l'enferme. Les villes commerçantes dont elle se compose, ne désirent pas que leurs habitans deviennent plus nombreux, ils l'apréhendent au contraire; car, une expérience ancienne et renouvelée de nos jours, leur a appris que si leur population dépasse la quantité nécessaire pour mettre en mouvement la machine mercantile, le surplus doit être en proie à la misère, et une surcharge pour l'État.

Comment expliquer ces singularités, si non, en disant que chez les peuples *à production prédominante*, lorsque la population est déjà suffisante pour effectuer toute la production *possible* (eu égard au mode qu'ils suivent dans la formation de leur Richesse nationale), ce qui excède cette population étant incapable de concourir à la prospérité du pays, attendu qu'il n'y a plus à produire, mais seulement à consommer, devient pour l'État une surcharge, un essaim incommode qu'il faut expulser : or, la même cause qui limite leur *population*, limite aussi leur *territoire*.

Un peuple à production prédominante, doit de toute nécessité être *peuple marchand*, parceque c'est de cette manière seulement qu'il peut ne pas consommer les métaux précieux en quoi con-

siste toujours le résultat de sa production excédente; mais on conçoit qu'un peuple marchand ne soit pas nécessairement adonné à une production prédominante; car, tout en effectuant sa production par le *commerce d'économie*, il se peut très-bien qu'il consomme proportionément à ce qu'il aura produit : l'exemple de l'Angleterre vient à l'appui de ce que nous disons ici. Cette nation a non-seulement voulu, par son acte de navigation, rendre son commerce *actif*, en s'attribuant l'avantage de *la spéculation* dans l'échange de ses propres produits; elle a voulu aussi se substituer aux Hollandais et aux autres peuples marchands, dans l'exploitation du commerce international; mais l'Angleterre, tout en se faisant peuple marchand, ne s'est pas faite peuple à production prédominante, elle n'en a pas adopté les maximes parcimonieuses : loin de restreindre sa consommation, elle l'a portée plus loin qu'aucune autre nation, et la considère comme une des causes de sa prospérité; en cela elle a été inspirée par le sentiment de son intérêt. Car, grande comme elle l'est par son territoire et par sa population, elle n'eût pas certainement obtenu par la parcimonie que suppose une production prédominante, le degré de Richesse où elle est parvenue par le concours de production et de consommation, devenu chez

elle constamment progressif. L'Angleterre semble donc avoir suivi la maxime que nous proposons comme la véritable loi de l'économie politique ; mais peut-être a-t-elle failli à cette loi, en excitant chez elle la production d'une manière trop disproportionnée avec les progrès possibles de la consommation : et peut être aussi faut-il attribuer à cette disproportion les crises auxquelles sont sujets son commerce et son industrie, ainsi que d'autres inconvéniens, tels que le paupérisme et la nécessité des émigrations.

C'est une des nécessités attachées au mode de la production prédominante, que les peuples qui le pratiquent, soient exigus en population et en territoire. Ils sont encore soumis à une autre condition ; car, devant être peuples marchands, il faut qu'ils occupent une *position géographique* qui leur rende possible l'exercice de cette sorte d'industrie et favorise leur ingérence dans le commerce international. Ce dernier point est si évident, que toute explication serait superflue.

CHAPITRE VII.

RÉSUMÉ DE CE QUI A ÉTÉ DIT SUR LA RICHESSE NATIONALE. CONCLUSION.

Après avoir démontré que la définition de la Richesse était renfermée sous ces expressions, *somme de produits médiatement ou immédiatement consommables* (1) ; après avoir indiqué les divers aspects sous lesquels il y a lieu de la considérer, et avoir distingué ceux-ci par les dénominations de *Richesse générale, Richesse individuelle, Richesse nationale* et *Richesse publique* (2), nous nous sommes attachés à découvrir quel est le principe générateur de la Richesse, *envisagée sous ces différens* points de vue. Nos recherches, dirigées d'après la définition énoncée ci-dessus, nous ont conduit d'abord à ces notions fondamentales 1.° que la Richesse générale étant considérée d'une manière absolue, et sans aucune

(1) Liv. 1.er, chap. 2.
(2) Liv. 2, chap. 1er.

relation d'intérêt spécial, a nécessairement pour principe générateur le concours de la *production* et de la *consommation* (1); 2.° que la Richesse individuelle a pour principe la seule *production* (2).

Venant ensuite à notre principal sujet, qui était de découvrir le principe générateur de la Richesse nationale, principe qui doit être, selon nous, le fondement de la science de l'économie politique (3), il nous a paru de toute évidence que la Richesse nationale, chez un peuple isolé, sans communication d'intérêt avec d'autres peuples, avait le même principe générateur que la Richesse générale, parce que dans l'une comme dans l'autre hypothèse, l'idée de Richesse n'implique aucun intérêt spécial, et se montre d'une manière absolue; mais nous avons reconnu en même temps que, s'il s'agissait de peuples liés entre eux par le commerce, il pouvait en être autrement; car alors chacun de ces peuples a son intérêt distinct et spécial, son individualité, d'où naît pour lui la possibilité de former sa Richesse selon le mode que nous avons reconnu être propre à la Richesse individuelle.

---

(1) Liv. 2, chap. 2.
(2) Liv. 2, chap. 3.
(3) Liv. 2, chap. 4.

Nous avons donc admis qu'il y avait deux modes de formation pour la Richesse nationale : par le concours de la production et de la consommation ; et par la production seule, à l'exclusion de la consommation. En effet, il est certain qu'un peuple (qu'il soit ou ne soit pas en communication avec les autres peuples) obtiendra, s'il y a progression dans le concours de sa production et de sa consommation, un accroissement, ou, ce qui est la même chose, une nouvelle formation de Richesse ; et il est constant aussi qu'un peuple, au moyen de ses rapports avec les autres peuples, peut former et accroître sa Richesse par une production prédominante. Cette possibilité n'est pas seulement indiquée par les raisons d'analogie que nous avons énoncées plus haut : elle est démontrée par les faits ; car plusieurs peuples procèdent ainsi à la formation de leur Richesse.

Examinant avec attention la nature de ces deux modes, nous avons jugé que le premier constituait véritablement le principe générateur de la Richesse nationale, que là était la loi de l'Economie politique ; et que le second ne pouvait être considéré que comme une exception à cette loi. Notre opinion à cet égard s'est fondée sur plusieurs considérations, et particulière-

ment sur celle-ci, que le principe générateur de la Richesse nationale doit être tel qu'il augmente cette Richesse chez *tous* les peuples où il agira avec une force progressive; or, tel est l'effet du concours de la production et de la consommation (nous croyons l'avoir démontré); mais tel n'est pas celui de la production prédominante; car, en supposant que *tous* les peuples qui composent le monde commercial vinssent à adopter ce mode, à restreindre leur consommation, à épargner, à accumuler; non-seulement il n'y aurait pas pour *chacun d'eux* une augmentation dans la Richesse nationale, mais il y aurait au contraire une grande diminution.

C'était peu encore d'avoir établi, que le principe générateur de la Richesse nationale réside essentiellement dans le concours de la production et de la consommation, et que la production prédominante n'est qu'un mode exceptionnel; car, tout exceptionnel qu'il soit, ce mode pouvait paraître préférable, et avec d'autant plus d'apparence, que là où il est praticable, ses résultats sont plus prompts et plus étendus que ceux de l'autre mode; il fallait se fixer sur cette alternative.

C'est dans cette vue que nous avons entrepris d'étudier et d'exposer, pour ainsi dire, le mécanisme au moyen duquel s'opère la formation de la

Richesse sous l'influence de chacun de ces deux modes.

Nous avons vu ainsi (1), comment *le concours de la production et de la consommation* crée la Richesse nationale par l'effet du développement réciproque de l'intelligence productrice et des appétits consommateurs; comment cette cause génératrice agit dans le sein de la société; comment elle acquiert une nouvelle énergie par le commerce de peuple à peuple; comment enfin ce mode de formation de la Richesse est indépendant de toute condition, si ce n'est de celle qui provient de l'inégalité dans la dispensation des *biens naturels*, d'où sont tirés les richesses.

Nous avons vu, d'un autre côté (2), que la production prédominante ne peut opérer la formation de la Richesse, que sous des conditions qui rendent ce mode impraticable ou pernicieux pour presque tous les peuples.

Ces conditions sont :

1.° Qu'un peuple adonné à une production prédominante, composera sa Richesse essentiellement de métaux précieux;

---

(1) Liv. 2, chap. 5.
(2) Liv. 2, chap. 6.

2.° Qu'il donnera à ces métaux la destinatiou de monnaie ;

3.° Que sa monnaie sera employée comme capital dans le *commerce d'économie;*

4.° Qu'il n'aura qu'une population, et conséquemment un territoire très-restreint ;

5.° Enfin qu'il occupera une position géographique qui favorise son ingérence dans le commerce international.

De là et de toutes les autres raisons exposées dans le cours de cet écrit, résulte selon nous, la démonstration de la proposition suivante :

Que le principe générateur de la Richesse nationale, est identique avec celui de la Richesse générale, et réside dans le concours de la production et de la consommation ; que c'est là une règle générale, attendu qu'elle ne souffre d'exception qu'à l'égard d'un très-petit nombre de sociétés politiques, n'ayant pour ainsi dire, ni population ni territoire, et qui sont moins des peuples que des communautés de marchands.

Telle serait donc la notion primordiale de l'Économie politique, et le véritable fondement de cette science.

C'est aussi le terme que nous avons prescrit à nos recherches; nous ne le dépasserons point.

Dans ce qui va suivre, nous n'aurons pour objet que d'expliquer et de fortifier notre conclusion.

Le concours de la production et de la consommation étant reconnu pour le principe de la Richesse nationale, il est manifeste que pour accroître celle-ci, il faut donner plus d'activité à ce concours; ce qui ne peut avoir lieu qu'en agissant dans une égale mesure, sur chacune des causes coopérantes. Il est possible qu'en excitant *seulement* la production, on communique un certain mouvement à la Richesse; et il en serait probablement de même, si l'on excitait *seulement* la consommation : il y a certainement de l'une à l'autre une action réciproque. On consomme plus lorsqu'il y a surabondance dans les produits, on produit plus lorsque la consommation demande d'avantage; mais, et nous croyons l'avoir établi précédemment, ce mouvement n'est autre chose qu'une agitation momentanée, dénuée de toute force progressive, et qui, en troublant l'accord entre les facultés productrice et consommatrice, doit amener des crises défavorables à la prospérité du pays, et même dangereuses pour son existence sociale.

Cependant l'opinion qui a prévalu jusqu'ici dans la direction du régime économique des sociétés, porte à stimuler *exclusivement* la production; et

si l'on n'a pas cherché à réduire la consommation, ça été par un motif étranger à l'Économie politique ; on a respecté le droit qui veut que chacun dispose à son gré de ce qu'il possède. Adam Smith a dit expressément, que, tout prodigue doit être considéré comme un ennemi public, et tout économe comme un bienfaiteur de la société, et on a généralement souscrit à cet arrêt (1). Quant à nous, nous pensons que s'il est possible de se créer un titre à la bienveillance publique, par la manière dont on se comporte dans la gestion de sa fortune, celui-là seul a droit à cette bienveillance, qui s'applique à étendre parallèlement sa production et sa consommation. Au surplus, l'opinion que nous combattons ici, n'est que la conséquence forcée de l'idée inexacte qu'on s'est faite sur la nature et l'origine de la Richesse.

Il faut sans doute cultiver, perfectionner la faculté productrice ; mais il faut aussi éveiller les appétits consommateurs : ces deux ressorts doivent recevoir une égale impulsion, pour qu'il y ait progression dans la Richesse.

Si l'on veut trouver la véritable raison de l'élan

---

(1) Il faut excepter le comte Lauderdale, qui s'est fortement élevé contre cette opinion d'Adam Smith.

prodigieux que prit en France la Richesse nationale dans les vingt années écoulées depuis 1662, jusqu'en 1683, il ne faut pas la chercher seulement dans l'accroissement de production dû aux créations industrielles de Colbert; mais aussi dans le mouvement extensif qu'il sût imprimer en même temps à la consommation générale du pays.

Le ton de dignité et de magnificence donné par le Prince à une cour nombreuse, et dont l'exemple exerçait une grande influence sur les autres classes de la société; les lettres, les sciences, les arts encouragés par de glorieuses largesses (1); les semences d'une nouvelle civilisation ainsi répandues de toute part, et à la suite de cette nouvelle civilisation, de nouvelles mœurs, de nouveaux goûts, de nouveaux besoins; en un mot les appétits consommateurs excités en même temps que l'intelligence productrice : voilà ce qui peut expliquer cette prospérité dont on n'avait pu jusque là concevoir même l'idée. Le commerce de l'Inde et celui du Levant, créés à la même époque, ont certainement contribué à ce résultat; mais c'est parce qu'ils ont ouvert un

(1) *Ce n'était pas par sentiment que Colbert aimait les savans et les artistes, c'était comme homme d'État qu'il les protégeait.* (Remarque du président Hénault.)

champ plus large au concours de la production et de la consommation. On ne doit pas croire que ces nouvelles branches de commerce, dont l'exploitation faisait sortir annuellement de France une quantité assez considérable de métaux précieux, fussent la cause immédiate de cette immense circulation, qui a pu, sans épuiser le pays, subvenir à une dépense publique énorme, si on la compare à celle des règnes précédens.

La tendance qu'ont les Gouvernemens à faire produire indéfiniment, sans distinction des espèces de produits, et sans avoir égard à l'état actuel des facultés économiques du pays, tient peut-être beaucoup au préjugé qui fait considérer comme une humiliation de recevoir les produits des autres peuples. *C'est*, dit-on, *payer un tribut à l'étranger* : cette locution figurée, où se trouvent vaguement confondues deux idées de natures fort distinctes, l'intérêt matériel du pays et l'honneur national; cette locution nous semble, sous l'un et l'autre rapport, également dénuée de raison. Lorsque vous recevez des produits étrangers, vous donnez en échange, soit d'autres produits, soit de la monnaie : dans le premier cas il n'y a pas même apparence de *tribut;* car, l'objet de la transaction est précisément de même nature de part et d'autre. Si l'échange a lieu de

votre part, par la médiation de la monnaie, nous ne voyons pas non plus comment cet acte pourrait être qualifié de *tribut*, puisque vous ne donnez en métaux précieux qu'une valeur correspondante à celle que vous recevez en produits. Que les peuples à production prédominante aient une prédilection pour les métaux précieux, cela se conçoit; car, c'est en quoi doit consister principalement leur Richesse nationale, et c'est l'instrument unique dont ils se servent pour l'accroître. Mais quant aux autres nations, elles commettent une grande erreur, lorsqu'au désir de posséder plus de métaux précieux, elles sacrifient le principe même de leur Richesse, en diminuant chez elles le concours de la production et de la consommation. Ce n'est pas qu'une circulation abondante de monnaie ne soit aussi pour ces nations un avantage réel; loin de le contester, nous avons établi, contre le sentiment d'Adam Smith, que c'est là une partie intégrante de leur Richesse; mais cet avantage ne peut leur advenir que de la manière que comporte leur constitution économique. Si vous parvenez à rendre plus actif le concours de la production et de la consommation, vous multiplierez par là même les échanges; et les échanges se multipliant, il faut de toute nécessité que les métaux précieux, faisant fonction

de monnaie, soient plus abondans; car, c'est par leur médiation que se font les échanges. Si au contraire le concours de la production et de la consommation est languissant, la circulation de la monnaie sera faible, et il en sera ainsi, eussiez vous en votre possession une grande masse de métaux précieux. Les deux points suivans sont pour nous de toute évidence : que les métaux précieux, lorsqu'ils ne sont pas employés comme *monnaie*, ne se distinguent pas des autres produits consommables, et qu'une grande possession de métaux précieux ne fait pas que la monnaie se multiplie ; pour s'en convaincre, il suffit de considérer ce qui a eu lieu en Espagne, et ce qui se passe dans les pays d'Orient.

Revenant à notre sujet, nous disons que l'opinion dominante, qui tend à favoriser la production exclusivement à la consommation, est en contradiction avec le véritable principe de la Richesse nationale (excepté chez les peuples à production prédominante); que les Gouvernemens, en même temps qu'ils s'appliquent à fortifier et à multiplier les moyens producteurs, doivent exciter, avec non moins de sollicitude et d'activité, le développement des appétits consommateurs ; enfin, que prétendre conduire une grande nation à la prospérité, en lui faisant pro-

duire beaucoup et consommer peu, c'est une vue chimérique, diamétralement contraire à la nature des choses, parce que la Richesse de cette nation ne peut s'accroître qu'autant qu'il y aura accroissement dans le concours de sa production et de sa consommation. Mais, comment exciter la consommation en même temps que la production? C'est aux hommes d'État à répondre à cette question; c'est à eux, si les moyens employés par Colbert, ne sont plus praticables, à en chercher qui puissent produire le même effet. Au surplus, il nous semble qu'il y a dans le système économique, un mobile spécialement destiné à féconder le principe régénérateur de la Richesse.

Ce mobile, nous croyons qu'on le trouvera dans le *commerce*, pourvu que celui-ci soit institué conformément au principe de la Richesse.

Entrons ici dans quelques explications.

Nous avons vu (page 156) que le commerce joue un double rôle en Économie politique; il est *agent de production*, ainsi que nous l'avons établi, et de plus, selon le sentiment du comte Lauderdale, *le commerce est le grand mobile qui met en action le moyen d'augmenter la Richesse*. Cette dernière proposition n'ayant point été expliquée par son auteur, nous devons y suppléer, et cela sera facile. Il suffit de se rap-

peler ce que nous avons dit sur la formation de la Richesse, et de considérer comment le commerce y intervient : d'une part, il est le dernier terme de la production ; et de l'autre, il est généralement l'acte préliminaire de la consommation. Or, on conçoit que par cette contiguité avec les deux causes dont le concours est le principe générateur de la Richesse, par l'excitation égale et simultanée qu'il communique à ces deux causes, le commerce se trouve éminemment propre à féconder le principe de la Richesse ; et qu'il soit, comme le dit le comte Lauderdale, le *grand mobile qui met en mouvement les moyens de l'augmenter.*

Il y a un rapport si intime entre le commerce et la Richesse, qu'ils sont réciproquement, l'un à l'égard de l'autre, *cause* et *effet :* si, par une impulsion communiquée directement à la production et à la consommation, vous parvenez à rendre leur concours plus actif, vous donnerez par là même plus d'activité au commerce ; car les échanges se multiplieront. Si celui-ci est institué comme il convient à sa destination, il accroîtra le concours de la production et de la consommation ; car, sa destination (nous l'avons expliqué plus haut) est de développer chez l'homme, et les appétits consommateurs et la faculté productrice.

De cette notion sur la véritable destination du commerce, on peut déduire aussi quelques indications générales sur la manière dont il doit être institué.

Ce que demande avant tout une bonne institution du commerce, c'est un état social tel que les membres de la communauté soient disposés à suivre le penchant qu'ils ont naturellement à améliorer leur existence morale et physique. Ce penchant existe certainement dans le cœur de l'homme; mais il peut y être refoulé et éteint par l'inquiétude qu'il est porté aussi à concevoir sur sa destinée. Si le présent lui pèse, si l'avenir le menace, il se concentre en lui-même et tombe dans l'inertie. Alors chacun s'applique à restreindre sa consommation, dans l'idée qu'il augmentera ainsi sa possession, et se ménagera des ressources pour les temps malheureux qu'il prévoit : idée fausse sans doute; car, il est sensible que la consommation diminuant, la production doit diminuer aussi, et que par conséquent il y aura altération dans le principe de la Richesse nationale, et ce qui est la même chose, décroissement dans celle des membres de la société, considérés en général. Lorsque les impressions qui retiennent ainsi captifs les élémens de la Richesse ne sont que passagères, le commerce éprouve seulement

des crises momentanées; mais, si ces impressions sont durables, il tombe dans une langueur qui le rend incapable d'exciter la production et la consommation, et il ne peut plus que se traîner à leur suite. Ainsi, la première condition pour que le commerce soit convenablement institué, sera que le gouvernement de l'État ait la volonté et le pouvoir de faire naître, parmi les membres de la société, une pleine confiance dans le présent et dans l'avenir.

L'institution du commerce se compose encore de moyens qu'on peut appeler matériels, et qui ont pour objet d'en faciliter les diverses opérations : les hommes, n'étant point retenus dans leur inclination à produire et à consommer, seront attirés, les uns vers les autres, par le mutuel intérêt qu'ils ont à faire des échanges; mais cette disposition aura plus ou moins d'effet, selon qu'il y aura entre eux des voies de communication plus ou moins promptes et faciles. Il faut donc, autant qu'il est possible, applanir les obstacles et rapprocher les distances qui les séparent. Si les produits respectifs des diverses localités du pays, peuvent être facilement et sûrement transportés de l'une à l'autre, s'il y a également sûreté et facilité dans le transport des produits respectifs du pays et de l'étranger, il est certain que le commerce

acquerra une force et une extension proportionnées au perfectionnement des moyens employés pour lui procurer ces avantages. Un système de routes et de canaux qui lie entre eux tous les points du territoire, des améliorations dans la pratique de la navigation fluviale et maritime, de bons ports et des entrepôts placés de manière à opérer une pulsation qui anime et favorise la circulation des marchandises, une protection efficace au dehors par des forces maritimes, et par une politique habilement dirigée : ces moyens, et d'autres analogues, forment, sans contredit, une partie essentielle de l'institution du commerce.

Il semble que le commerce, placé sous l'influence d'un état social favorable au développement de la production et de la consommation, secondé d'ailleurs de tous les moyens propres à faciliter et à protéger ses opérations, doive dès-lors devenir capable de vivifier le principe de la Richesse ; toutefois, nous croyons que son institution est encore imparfaite, s'il n'y a en elle une force spéciale qui dirige les agens du commerce vers la destination que nous lui avons reconnue.

En quoi consistera cette direction? Comment peut elle s'établir? C'est ce que nous ne prétendons pas indiquer; un pareil sujet demanderait des re-

cherches plus difficiles, peut-être, que celles auxquelles nous nous sommes livré, et qui excéderaient nos forces et le plan que nous nous sommes tracé. L'opinion que nous émettons ici n'est qu'un simple aperçu, et nous ne l'appuierons que de considérations très-générales.

Ainsi, nous croyons, avec le comte Lauderdale, que le commerce a en soi la puissance d'augmenter la Richesse; parce que, comme nous l'avons dit, son effet est d'exciter la production et la consommation; mais il est sensible que cette excitation doit être plus ou moins efficace, selon que les agens du commerce et ceux des autres industries, qui participent au commerce, auront plus ou moins de tendance à multiplier les échanges : car, c'est par la multiplication des échanges que le concours de la production et de la consommation peut acquérir une plus grande activité.

Les commerçans, les manufacturiers, les artisans ont sans doute à désirer que leurs opérations se multiplient le plus qu'il est possible : c'est là leur intérêt commun; mais, on ne peut se dissimuler qu'ici, comme ailleurs, l'intérêt commun ne se trouve contrarié par l'intérêt personnel, qui porte l'individu moins à multiplier ses opérations qu'à les rendre plus lucratives; or, plus elles sont lucratives, moins elles se multiplient, et il

arrive ainsi que le commerce n'exerce qu'imparfaitement la faculté que nous lui avons reconnue de féconder le principe de la Richesse.

Les ligues, les accaparemens, les transactions fictives ou stériles qui, en dérangeant le véritable rapport entre la valeur des choses et leur prix, faussent le principe des spéculations régulières; les supercheries dans la fabrication et dans la vente, les entreprises conçues dans des vues opposées au progrès du commerce national, et qui vont le décréditer sur les marchés étrangers, nous paraissent autant de déviations de la ligne prescrite par l'intérêt commun des commerçans. Si donc cet intérêt se concilie très-bien avec celui du commerce qui, lui-même, par cela qu'il tend à multiplier les échanges, s'accorde avec le principe générateur de la Richesse; ne sommes-nous pas autorisés à conclure que l'intérêt individuel des commerçans doit être subordonné à leur intérêt commun, dans les points où il s'y trouve contraire? Ou bien faut-il croire que le commerce aura moins de force, parce qu'il sera réglé, et que le déréglement de l'intérêt personnel est ici le plus haut degré de perfection?

La différence que nous établissons entre l'intérêt des commerçans (pris individuellement) et

celui du commerce, a été vivement sentie et exprimée par l'auteur de l'Esprit des Lois; il dit : « La liberté du commerce n'est pas une faculté « accordée aux négocians de faire ce qu'ils veu- « lent; ce serait bien plutôt sa servitude. Ce qui « gêne le commerçant, ne gêne pas pour cela le « commerce. C'est dans les pays de liberté que « le négociant trouve des contradictions sans « nombre, et il n'est jamais moins croisé par les « lois, que dans les pays de servitude. »

Cette opinion de Montesquieu, ou n'a point été remarquée, ou a été fort dédaignée; car, depuis qu'il l'a écrite, on a fait beaucoup pour la liberté des commerçans, et très-peu ponr la liberté du commerce.

Nous ne nons érigerons pas en défenseurs du système réglementaire qui a existé précédemment en France; parmi ses dispositions, plusieurs étaient sans rapport aucun avec le principe de la Richesse, et d'autres qui lui étaient conformes, avaient besoin d'être modifiées, vu le changement que le temps avait apporté dans les circonstances : mais nous croyons que cette partie de l'institution commerciale devait être réformée, et non pas détruite de fond en comble. Si l'on veut voir quel est à cet égard l'état des choses, en Angleterre, on trouvera que le Gouvernement de ce pays a

usé de beaucoup plus de retenue. L'acte de navigation d'où résulte une des plus rudes contraintes qui aient été imposées aux commerçans, pour l'avantage du commerce, n'a été mitigé que graduellement; et cependant, peut être serait-il vrai de dire, que telles règles qui ont cessé d'être utiles au commerce britannique, nous sont nécessaires, par la raison que l'esprit d'association qui contribue à prévenir les écarts de l'intérêt individuel, a fait chez nous moins de progrès qu'en Angleterre.

La doctrine dominante, et elle appartient aux Économistes, comme à l'école d'Adam Smith, résume toute l'administration commerciale, et même tout le régime économique en une seule idée, ou plutôt en un seul mot, *la liberté*. Quant à nous, il nous est difficile de comprendre comment une idée qui est du domaine de l'imagination, tant qu'elle reste indéfinie, et qui n'est que l'attribut de notre individualité, puisse être la règle en une matière où il y a visiblement des intérêts divers à coordonner.

Une liberté indéfinie, c'est-à-dire l'absence de toute règle spéciale, relativement à l'exercice du commerce, nous semble même hors des choses possibles; et nous ne pensons pas que ses plus ardens zélateurs aillent jusqu'à vouloir l'abroga-

tion du code de commerce, qui bien qu'il aggrave à l'égard des industriels, les dispositions de la loi commune, leur est toutefois incontestablement favorable par la vigueur qu'il communique aux industries.

Si l'on veut entendre une *liberté définie*, alors il faudra, pour n'être pas dupe des mots, reconnaître qu'on aura pour règle, non la *liberté*, mais bien la *raison*, d'après laquelle on aura défini la liberté; et où trouver cette *raison*, sinon dans le principe générateur de la Richesse nationale, laquelle est la fin où doivent tendre toutes les industries.

De même que les lois constitutives de l'État, sont déduites des considérations qui ont pour objet l'existence et le maintien de la société; de même, les résolutions relatives aux diverses facultés du corps politique, doivent être réglées de la manière la plus favorable à leur développement. Personne, plus que nous, n'est disposé à admettre toute la liberté que comporte le régime économique; car rien ne nous paraît plus propre à favoriser l'essor, et de l'intelligence productrice et des appétits consommateurs, dans le concours desquels nous avons placé le principe de la Richesse; mais nous disons que la liberté industrielle est nécessairement soumise à ce principe; qu'il en doit être de

cette liberté comme de toutes les autres, comme de la liberté civile ou politique, qui certainement n'existent que par les lois. *Legum denique idcirco servi sumus, ut liberi esse possimus*, dit Cicéron.

Nous n'irons pas plus loin ; et supposant reconnu le principe générateur de la Richesse nationale, nous laissons à d'autres à en déduire les règles du système économique des sociétés.

Mais nous ne pouvons finir ce chapitre, sans dire quelques mots sur le luxe. C'est un tribut imposé à quiconque entreprend de disserter sur l'Économie politique, et plus que tout autre, nous devons y être soumis ; car, ce concours progressif dans la consommation, ainsi que dans la production, ne serait-ce pas le luxe dénoncé par les écrivains moralistes et politiques, comme la plaie des sociétés humaines, comme la cause de leur ruine ?

Ici, et dans toutes les questions spéculatives, il faut s'entendre sur le sens du mot qui en représente le sujet, autrement on tombe dans des difficultés inextricables ; parce qu'il est impossible au raisonnement de se faire jour à travers les significations diverses, que chacun, selon le caprice de son imagination, ne manque pas de prêter au mot dont le sens n'a point été défini. Si donc par le mot

luxe on entendait un état de choses, tel qu'un petit nombre des membres de la communauté s'élevassent démesurément au-dessus de tous les autres, par leur fortune, de sorte que la société présentât quelques sommités opulentes au milieu d'un vaste champ de misère, nous n'hésiterions pas à reconnaître que le luxe est en effet pour les sociétés humaines, une cause de malheur et de ruine, en observant toutefois qu'il n'agit que comme cause *seconde;* car, cet état de choses est toujours la conséquence éloignée d'un vice dans l'organisation sociale, lequel en s'opposant à la distribution des richesses, amène une excessive disproportion dans les fortunes. Sous le régime féodal, le luxe des barons, qui cependant n'étaient guères plus somptueux que ne le sont à présent la plupart des fermiers, pouvait apparaître comme la cause de la misère générale; mais cette cause n'était elle-même que l'effet du régime féodal, qui, laissant à un petit nombre seulement, la faculté de posséder, étouffait ainsi dans son germe la Richesse nationale.

Ce n'est pas non plus parce que les Lucullus chargeaient leurs tables de mets apportés des extrémités de la terre, qu'ils se revêtaient de tissus artistement fabriqués, qu'ils se décoraient des merveilles de la nature et des arts; ce n'est pas par

ces magnificences que Rome arriva sur le penchant de sa ruine. La cause, ou du moins une des causes de sa décadence fut la même que celle de sa grandeur : ce fut cet esprit de conquête qui, en mettant en sa possession les dépouilles des vaincus, l'éloigna du système économique qui, seul, peut assurer aux nations une Richesse aussi solide qu'elle est innocente. Ces dépouilles accumulées dans quelques familles, ne trouvèrent pas de canaux par où elles se répandissent sur la population, pour alimenter le concours de la production et de la consommation. Il n'y avait en Italie ni commerce, ni industrie, pas même d'agriculture; le peuple romain ne fut plus dès-lors qu'un amas de prolétaires; et les citoyens, réduits au pain de l'aumône, n'ayant rien à vendre, se vendirent eux-mêmes à leurs riches oppresseurs. Ainsi, la sordide misère vint souiller ces ames, auparavant si altières, et éteignit ce courage qui avait dompté l'univers. Le mal ne vint pas d'une trop grande consommation, mais de ce que la consommation fut restreinte à un trop petit nombre.

Si l'on comprend ainsi le luxe, il est certainement une des plaies les plus dangereuses des corps politiques; mais si l'on voulait appeler de ce nom une grande consommation soutenue d'une égale production, auxquelles participeraient gra-

duellement tous les membres de la société, nous dirions qu'au lieu d'être funeste, il constitue la prospérité des nations; et que s'éleva-t-il au plus haut degré, loin de les conduire à une dissolution, il ne peut que leur conférer une plus grande vitalité, parce que les citoyens puiseront dans leur bien-être une plus grande énergie.

Toutefois nous ne prétendons pas qu'un peuple, parce qu'il est riche, ne soit point sujet à contracter les vices qui attaquent le principe social, et vont quelquefois jusqu'à le dissoudre. La Richesse est l'ornement de la société ; mais l'ordre moral en est le fondement : et tout peuple qui s'en éloigne s'avance vers sa dissolution. Lorsque nous parlons d'*appétits consommateurs*, nous n'entendons pas les appétits déréglés qui dégradent l'homme; mais ceux qui, avoués par la raison, doivent au contraire l'élever à une plus haute dignité par l'amélioration de son existence physique, et surtout par le perfectionnement de son être moral. Cette dernière observation a déjà été présentée au lecteur, et nous croyons devoir la répéter.

CHAPITRE VIII.

DU PRINCIPE GÉNÉRATEUR DE LA RICHESSE PUBLIQUE.

Ce que nous allons dire sur la Richesse publique, est en quelque sorte hors de notre sujet; car, c'est à découvrir le principe générateur de la Richesse *nationale*, que nous avons consacré cet écrit; et, sur ce point, nous n'avons plus rien à ajouter à ce qui précède; mais nous nous sommes engagé (1) à traiter successivement des différentes modifications de l'idée attachée au mot de Richesse, et nous devons remplir cet engagement, en donnant quelques explications sur le principe de la Richesse publique; au surplus, fidèle à notre plan, nous ne la considérerons que dans son rapport le plus immédiat avec notre principal sujet; et, comme en traitant de la Richesse individuelle, nous nous sommes abstenu de ce qui concerne la

(1) Page 26.

manutention des fortunes particulières, nous nous abstiendrons ici de pénétrer dans les combinaisons qui constituent l'administration de la fortune de l'État, mettant de côté le mode et l'assiette de l'impôt, les emprunts publics et toutes les autres opérations qui sont l'objet de la science financière; ce n'est pas, sans doute, que de la connaissance du principe de la Richesse nationale, il ne dérive plusieurs conséquences importantes pour cette science; mais nous laisserons à d'autres à les recueillir, s'il y a lieu.

La Richesse publique, ainsi que nous l'avons dit (1), *est la Richesse considérée relativement à l'intérêt du gouvernement de l'État*. Elle se distingue de la Richesse nationale, avec qui on l'a quelquefois confondue, en ce que celle-ci est possédée par les membres de la société, et que celle-là sort de leur possession, et passe en celle du Gouvernement, qui en use pour l'utilité commune. Étant ainsi extraite de la Richesse nationale, il est évident qu'elle a le même principe générateur, la *seule* production chez les peuples à production prédominante, *le concours* de la production et de la consommation chez tous les autres peuples.

---

(1) Page 26.

Ce serait s'arrêter à la superficie des choses, que de juger de la Richesse publique, de l'apprécier d'après la somme de valeurs que le pouvoir souverain prélève et affecte aux dépenses de l'État ; ce prélèvement peut être au-dessus ou au-dessous de la consistance réelle de la Richesse publique, dont la mesure est nécessairement proportionnée à celle de la Richesse nationale.

Loin que la Richesse publique se trouve accrue par le fait qu'on lui aura donné un déploiement exagéré, elle sera affaiblie par l'altération que cet excès causera dans le principe de la Richesse nationale, dont elle n'est que l'émanation. D'un autre côté, la Richesse publique ayant pour destination, dans tout pays bien institué, de favoriser le développement de la Richesse nationale, qui en est la source ; ne pas lui donner, selon la *proportion convenable*, tout le déploiement que requiert cette destination, c'est négliger le moyen le plus efficace d'assurer les progrès de l'une et de l'autre. Quant à cette proportion si utile à observer, et en même temps si délicate à saisir, on ne peut la trouver que par une étude approfondie des facultés économiques du pays : aussi, l'acte par lequel le pouvoir souverain règle les recettes et les dépenses du Gouvernement, est-il un de ceux qui

demandent, au plus haut degré, les lumières et les qualités de l'homme d'État.

Il existe sur ce sujet deux opinions opposées, et que nous jugeons également défectueuses, parce que ni l'une ni l'autre ne se trouve fondée sur le rapport que nous venons d'indiquer entre la Richesse publique et la Richesse nationale.

Il semble aux uns que des impôts élevés, en déterminant vers le trésor public un fort courant de monnaie, qui ne fait que le traverser, pour se répandre dans la circulation, donnent à celle-ci une abondance et une rapidité qu'elle n'aurait pas autrement, et qui contribuent puissamment à la prospérité du pays.

Cette opinion, qui suppose que l'impôt est par lui-même, et indépendamment de la situation économique du pays, un moyen d'accroître la Richesse nationale, nous paraît insoutenable; car, bien que la dépense du gouvernement de l'État donne lieu à un certain concours de production et de consommation, qui imprime un mouvement à la circulation de la monnaie, il est évident que l'impôt, en attirant au trésor une portion *démesurée* de valeurs, doit épuiser le fonds de production et de consommation; en sorte que l'atteinte portée ainsi au principe générateur de la Richesse nationale, qui est la source de la Ri-

chesse publique, sera infiniment plus nuisible que ne peut être utile l'excitation artificielle opérée par la dépense du Gouvernement; et qu'est-ce en effet que le trésor public, considéré comme canal de circulation, au prix des millions de canaux alimentés par la production et la consommation de toute une population, et qui se trouveraient desséchés par l'excès de l'impôt?

D'autres pensent que l'abaissement de l'impôt est le meilleur ou même l'unique moyen de développer la Richesse nationale. Que moins un peuple paye d'impôts, plus il est riche; et c'est-là selon nous une autre erreur. Les faits mêmes déposent contre cette opinion : car, il y a tel peuple qui paraît comme accablé sous le poids de ses contributions publiques, et qui ne laisse pas d'être le plus opulent du monde; et peut-être qu'il ne manque à tel autre, pour naître à la prospérité, que d'augmenter les siennes.

S'il est vrai que l'impôt élevé au-dessus d'une juste proportion, doive étouffer le germe de la Richesse nationale, il est vrai aussi que l'impôt trop abaissé au-dessous de cette proportion, le laissera languir, faute de la culture nécessaire pour lui faire porter ses fruits.

Nous avons vu dans le chapitre précédent, que le commerce, pour devenir capable de féconder

le principe de la Richesse nationale, avait besoin d'être aidé de moyens matériels qui, par eux-mêmes, sont déjà dispendieux; nous avons vu en outre que, même avec ces moyens, son action était insuffisante, si les membres de la société ne trouvaient dans son organisation la sécurité qui les dispose à suivre leur penchant naturel pour la consommation et la production : or, cette sécurité, cette disposition à produire et à consommer, n'ont lieu qu'en raison du perfectionnement de l'état social ; il faut donc tendre incessamment vers le perfectionnement social, et avoir en vue cette haute civilisation où l'homme, comme élevé à une sphère supérieure, sera meilleur, parce qu'il aura un sentiment plus distinct de la dignité de son être; et où il sera plus riche, parce que son intelligence productrice et ses appétits consommateurs prendront plus d'essor.

Mais, ce n'est ni en élevant immodérément l'impôt, ni en l'abaissant outre mesure, qu'on peut prétendre perfectionner l'état social et avancer dans la civilisation; c'est en donnant à la Richesse publique un déploiement proportionné à la Richesse nationale, afin que se fortifiant l'une par l'autre, il y ait progression pour toutes deux.

Ceux qui professent l'opinion contre laquelle nous nous élevons, sont surtout frappés des con-

sidérations qui tiennent à la Richesse individuelle ; ils voient que l'impôt diminue la possession de l'individu, et ils s'arment contre l'impôt qui, à leurs yeux, est un mal : quant à nous, notre attention se porte sur la Richesse nationale ; et l'impôt, en tant qu'il contribue à ses progrès, est un bien : nous nous fondons sur cette raison qui nous paraît invincible, savoir : que la Richesse nationale augmentant, il y a accroissement nécessaire dans la possession des individus qui composent la nation. D'ailleurs, nous voulons aussi l'allégement de l'impôt, mais c'est par une autre voie que celle indiquée par nos adversaires ; ils le cherchent dans la réduction de sa somme numérique ; nous, persuadés que l'impôt le plus réduit dans son chiffre sera toujours bien pesant si la Richesse nationale est languissante, nous disons que le meilleur moyen de rendre l'impôt léger aux contribuables, est de rendre plus abondante la source d'où il découle.

Il y a donc une règle à observer dans le déploiement de la Richesse publique ; mais cette règle doit être déduite de données certaines sur la situation économique du pays, situation qui, comme nous venons de le dire, ne peut être bien appréciée que par l'homme d'État.

Voilà le seul rapport, parmi ceux qui peuvent

exister entre la Richesse publique et la Richesse nationale, que nous avions à examiner.

Sommes-nous parvenu à dissiper le nuage qui jusqu'ici a caché la nature et l'origine de la Richesse, ou bien, séduit par les prestiges de l'erreur, n'avons-nous embrassé qu'une ombre?

Si la lueur trompeuse de l'imagination nous a égaré, du moins nous pouvons nous rendre ce témoignage, que nous avons écrit avec sincérité et sous l'impression d'une conviction profonde.

Mais, si nos efforts n'ont pas été vains, si c'est une vérité que nous avons dévoilée, nous aurons lieu de nous en féliciter; car, cette vérité doit être le fondement de l'Économie politique, de la science qui tend à perfectionner les hommes, en ajoutant à leur bien être.

Nous nous en féliciterons surtout, parce que cette vérité doit conduire les nations à reconnaître qu'il n'y a pas dans leurs intérêts respectifs, ni l'opposition directe qui résulte du système mercantile, ni même la divergence que supposent les doctrines qui placent le principe générateur de la Richesse dans la *seule* production; que, loin de là, la prospérité de chacune d'elles

repose sur une base commune ; et que Dieu, en départissant à l'homme la faculté de créer la Richesse, a pour ainsi dire convié tous les peuples au même banquet.

Ainsi, la loi de l'Economie politique serait en même temps une des grandes lois du monde moral.

FIN.

APPENDICE.

N.° I.

(Page 64.)

APPENDICE.

N.° I. (Page 64.)

En mettant sous les yeux du Lecteur cet extrait de l'ouvrage du comte Lauderdale, notre but est seulement de confirmer l'opinion que nous avons émise sur la nécessité du concours de la consommation avec la production, dans la formation de la Richesse; cette confirmation nous paraît résulter clairement, quoique d'une manière indirecte, de ce que dit cet auteur sur l'inconvénient d'une accumulation excessive : d'ailleurs nous ne prétendons ni approuver ni critiquer l'application qu'il fait de son système à l'administration des finances publiques.

Extrait du livre intitulé : Recherches sur la nature et l'origine de la Richesse publique, par le comte Lauderdale.

CHAPITRE IV.

S'il est possible d'accroître la richesse publique par d'autres moyens que ceux qui la produisent.

Après avoir examiné et déterminé les sources de la richesse nationale, il semble que je pourrais passer immédiatement à la considération des

effets qu'ont sur son accroissement le produit de la terre, l'opération du travail et l'action des capitaux qui suppléent au travail, et qui l'exécutent; car ce sont là les seules sources de la richesse, et par conséquent les seuls moyens de l'augmenter. De même que les animaux ne se multiplient que par les moyens qui les produisent; que le nombre des végétaux n'augmente que par des voies semblables; qu'on ne peut acquérir une plus grande quantité de métaux et d'autres productions arrachées du sein de la terre, qu'en augmentant le travail qui les procure, et qu'enfin on ne saurait disposer, pour la consommation, une plus forte proportion de matières brutes, qu'en redoublant d'adresse ou d'activité dans le travail qui leur donne la forme; ainsi pourrait-on inférer raisonnablement que la richesse publique ne peut s'accroître que par les moyens qui la produisent.

Mais le préjugé populaire qui a toujours regardé comme synonymes, la somme des fortunes privées et la totalité de la richesse nationale; qui a toujours cru que tous les moyens d'augmenter celles-là tendaient également à élever celle-ci, ce préjugé a persuadé que l'épargne ou l'accumulation que l'on fait en se privant des objets que l'on désire et dont on pourrait jouir (méthode ordinaire pour agrandir les fortunes particulières),

était le moyen le plus actif pour accroître la richesse publique.

Quand on songe que cette suppression de dépense, et l'accumulation qui en est la suite, ne tendent ni à augmenter le produit de la terre, ni à redoubler l'action du travail, ni à suppléer à la main de l'homme dans aucune fonction laborieuse, il semble qu'on serait en droit de prononcer que, si l'accumulation peut être une bonne voie pour transporter la richesse de A, B et C en D, elle ne saurait être un moyen de l'accroître, parce que la richesse publique ne peut être accrue que par les moyens qui la produisent.

Mais lorsque des hommes recommandables par leurs talens viennent confirmer ce préjugé; lorsque celui dont l'autorité a le plus de poids déclare tout prodigue ennemi public, et tout économe bienfaiteur de la société (1); qu'il soutient que l'épargne, et non l'industrie, accroît les capitaux (par quoi il entend la richesse nationale (2)); et que, comme l'épargne les augmente et que la prodigalité les diminue, la conduite de celui qui égale précisément sa dépense à son re-

---

(1) Richesse des Nations, liv. 2, chap. 3.

(2) *Ibid.* liv. 2, chap. 3.

venu, ne les diminue ni ne les augmente (1); on se trouve dans la nécessité d'examiner plus scrupuleusement cette opinion (2), d'autant plus qu'elle a donné naissance à un faux système de législation, qui, s'il se soutient, doit infailliblement ruiner le pays qui l'adoptera ou y persévérera.

Nous avons déjà examiné par quels moyens les fonds ou capitaux acquièrent du profit. Nous avons fait voir qu'ils sont toujours utiles à l'homme en suppléant à un travail que, sans leur secours, il serait obligé de faire lui-même, ou en effectuant un travail qu'il n'est pas personnellement capable d'exécuter. Il ne faut pas un bien long examen pour découvrir ce qui exécute ce travail : c'est évidemment une partie du produit de la terre, ou une partie de la terre même, à laquelle la nature ou l'art a donné une forme qui la rend propre à suppléer au travail.

Si les capitaux, dans toutes leurs variétés, ne sont qu'une partie du produit de la terre, ou qu'une partie de la terre même, disposée pour

(1) Richesse des Nations, liv. 2, chap. 3.

(2) Beaucoup d'autres écrivains ont énoncé la même opinion sur l'épargne et ses effets salutaires, particulièrement M. Turgot, dans son Traité de la Formation et de la Distribution des richesses. *Voyez* cet ouvrage, depuis le paragraphe 49 jusqu'au paragraphe 83.



suppléer à une certaine portion de travail, ou pour l'exécuter, considérons s'il n'y a pas de bornes à la quantité de revenu qu'un État peut consacrer aux dépenses qu'exige cet emploi.

Pour plus de clarté, nous commencerons par considérer les effets de l'accumulation dans la simplicité des sociétés primitives, dans cet état où les capitaux n'ont pas encore pris cette multitude de formes que, dans le progrès de la civilisation, l'homme leur donne pour les faire concourir au travail. Ensuite on verra que les mêmes observations s'appliquent naturellement à des sociétés telles qu'en offre l'Europe moderne, où le commerce porte les capitaux dans mille canaux divers, et où même les canaux naturels de toute propriété sont dérangés par les réglemens que l'esprit financier multiplie outre mesure.

Dans cet état social où l'agriculture fait la principale occupation de l'homme, en quoi peut consister sa propriété ? Dans la terre qu'il possède, dans les grains qu'il recueille, dans les animaux qu'il élève pour la consommation ; enfin dans les bestiaux et les ustensiles dont il se sert pour produire et consommer sa richesse avec moins de travail, c'est-à-dire d'une manière plus commode et plus agréable. Alors sa propriété se divise naturellement en trois différentes branches, qui sont:

1.° La terre qu'il cultive; 2.° le fonds qu'il réserve pour sa consommation, soit immédiate, soit éloignée, ce qui comprend tout le produit de sa ferme, végétaux et animaux; 3.° son capital, qui se compose des animaux et des instrumens qu'il emploie pour suppléer au travail dans la culture de ses terres, ou dans la consommation de leur produit.

Que cette dernière partie de sa richesse est extrêmement utile et à lui-même et à sa patrie, c'est d'une évidence qui ne permet pas le moindre doute. Ces instrumens et ces animaux suppléent à des travaux que l'homme serait obligé de faire de ses propres mains; ils peuvent même en exécuter qui dépassent l'étendue de ses facultés personnelles. Si donc il ne possède pas une assez grande quantité de ces animaux, de ces instrumens, de ces machines qui composent son capital, ce sera d'une conduite louable, très-avantageuse pour la société, qu'il redouble d'industrie pour se les procurer, et s'il ne le peut autrement, la prudence et l'intérêt lui commandent même de retrancher sur sa consommation actuelle pour ajouter à son capital, c'est-à-dire, de consacrer une partie des bestiaux et des grains qu'il doit consommer immédiatement, à l'achat de ce qui peut le mettre à l'avenir en état de produire et

de consommer davantage, avec plus d'agrément et de satisfaction.

Cependant, s'il possède déjà autant de capitaux qu'il peut en employer, dans l'état actuel de ses connaissances, pour suppléer au travail qu'exige la culture de ses terres, il ne saurait être avantageux ni pour le public, ni pour lui-même, qu'il diminue sa consommation d'alimens, d'habits et des autres objets de ses désirs, dans la vue d'accumuler une beaucoup plus grande quantité de capitaux qu'il n'en peut appliquer au travail. L'extension de ses terres, ou la découverte de nouveaux moyens de suppléer aux travaux, justifierait le désir d'augmenter son capital; mais sans cela, l'accumulation qu'il ferait en retranchant de sa dépense, serait préjudiciable et à lui-même et à l'État.

Elle est désavantageuse au cultivateur, parcequ'il se prive, il prive sa famille des objets que naturellement ils désirent, et dont ils pourraient jouir. Et pourquoi s'impose-t-il ces privations? C'est ou afin d'acquérir une plus grande quantité de bêtes de labour qu'il n'en peut utilement employer (animaux dont l'entretien condamne sa famille à de nouveaux sacrifices), ou afin d'entasser une infinité d'instrumens d'agriculture, dont il connaît l'usage, mais dont l'usage lui est impossi-

ble : sacrifiant ainsi de solides jouissances à la passion d'accumuler une multitude de choses qui, passé un certain nombre, deviennent inutiles.

Elle est encore plus désavantageuse au public, parce qu'elle détourne l'industrie de sa véritable voie, et d'utile qu'elle était, la rend inutile, hors qu'il n'y ait, ou addition de territoire, ou invention de moyens nouveaux pour suppléer au travail, ou pour l'exécuter par les capitaux.

Cette accumulation, il est vrai, procure des demandes au forgeron, au charpentier, à tous les artisans dont le métier est de donner aux matières brutes la forme qui les rend propres à suppléer aux bras de l'homme dans ses diverses fonctions : changeant ainsi la proportion de la demande à la quantité de leurs travaux, de manière à augmenter cette quantité par le surhaussement du prix. Mais comme ce renchérissement, et l'encouragement qui en résulte, font de nécessité que l'on dépense moins en choses d'un usage immédiat, il arrive qu'en diminuant la demande de ces choses, l'accumulation en réduit la valeur beaucoup plus qu'elle n'augmente celle du travail ou des objets à l'acquisition desquels elle est dirigée ; c'est-à-dire, qu'elle décourage bien plus l'approvisionnement de comestibles, d'étoffes, de tous les articles qui, sans ce désir d'accumuler, se seraient con-

sommés, qu'elle n'encourage la fabrication de ces choses dont l'objet, si elles pouvaient toutes servir, serait de suppléer au travail.

Mais montrons dans toute son étendue le mal qu'enfante cette funeste passion d'entasser, si faussement décorée du nom de vertu; et pour y parvenir, expliquons l'effet singulier que la demande qu'elle occasionne doit avoir sur les richesses individuelles.

Déjà l'on a fait voir clairement que le débit soudain d'une marchandise, lequel en augmente la valeur, invitant à la produire en plus grande quantité, tend ainsi à multiplier la richesse, quoique l'effet en soit toujours contre-balancé par une diminution plus importante dans la valeur des autres choses; l'empêchement qu'une suppression de demande met à la production ayant plus de force pour diminuer la richesse, que n'en a pour l'accroître l'encouragement né d'un surcroît de demande. Ceci a été éclairci lorsqu'on a expliqué l'effet qu'aurait une double demande de sucre, dans le cas où il faudrait y satisfaire en supprimant une partie de la dépense en viande, en vin et en moutarde.

En considérant ce sujet, on a vu que quelque grande réduction que les richesses privées subissent relativement à ces trois articles, il se

faisait, je ne dis pas une entière, mais une certaine compensation, par le surcroît de valeur qu'éprouvait le sucre, et par l'augmentation correspondante des richesses individuelles.

Mais si cette suppression de demandes à l'égard des trois premières denrées, venait de ce que le laboureur aurait voulu accumuler des capitaux, c'est-à-dire, entasser, sans aucune utilité, des charrues et d'autres instrumens aratoires, il arriverait que ces objets se multipliant en raison de leur débit, perdraient de leur prix, aussi bien que la viande, le vin et la moutarde, qu'on ne demande plus autant. Il y aura donc diminution de valeur, non-seulement dans les articles dont l'esprit d'économie arrête le débit, mais dans celui même qu'il fait demander; et la richesse publique recevra une rude atteinte des effets du découragement qu'éprouve ainsi la production des uns et des autres.

Poussé au-delà de ses justes limites, ce désir d'accumuler nuira donc au public de deux manières : en créant une plus grande quantité de capitaux qu'il n'est nécessaire, et en ôtant à la reproduction future une partie de son encouragement.

1.° *En créant une plus grande quantité de capitaux qu'il n'est nécessaire* pour le mo-

ment, quelque estimée que soit une chose, on la produit en telle abondance, que la totalité ne peut être employée : une partie cesse d'être un objet de désir; et comme les choses qui ne sont plus rares ne peuvent contribuer en rien aux richesses individuelles, dès qu'elles ne sont plus des objets de désir, elles ne font partie ni des fortunes privées ni de la richesse publique. Les plus beaux palais du monde restent inoccupés à Delhi : point d'hôtes qui les désirent; et les vastes magasins d'Anvers, à quoi servent ils? ils offrent les monumens d'un commerce qui n'est plus.

2.° *En ôtant à la reproduction future une partie de son encouragement*, on doit occasionner une diminution dans la richesse à produire; car tant que la nature humaine sera ce qu'elle est, la connaissance de ce qui s'est consommé et du degré d'avidité qu'on marque au marché pour les différens objets de consommation, réglera impérieusement la nature des produits ultérieurs. Il faut prendre ceci pour une proposition admise universellement; puisque ceux-mêmes qui prétendent que le retranchement de dépense, et l'accumulation qui en est la suite sont un moyen d'accroître la richesse publique, avouent, par une inexplicable contradiction, que toute l'industrie employée dans une année à

mettre une marchandise en état de vente, s'accorde d'elle-même avec la demande effective.

Toutefois si dans la société primitive ce retranchement et cette accumulation, loin de fournir un moyen d'accroître la richesse, tendent inévitablement à la diminuer, il semble difficile de découvrir quel changement de circonstances un pays subit dans les progrès de la richesse, qui puisse altérer la nature des choses au point que l'accumulation devienne un moyen de l'augmenter.

On a déjà observé que dans cet état de société la propriété de l'homme se divise naturellement en trois parties principales, qui sont : 1.° la terre qu'il cultive ; 2.° le fonds qu'il réserve pour sa consommation actuelle et future, ce qui comprend les productions de sa terre, tant végétales qu'animales ; 3.° son capital, composé des animaux ou des machines qu'il emploie pour suppléer au travail dans la culture de ses biens, ou dans la commode consommation de leur produit.

Dans les progrès de la richesse, la terre cultivée, premier article de la propriété, devient plus productive par les amendemens ; un meilleur système de culture exige plus de capitaux, mais il n'en est aucun qui puisse prospérer par une application illimitée de fonds. *On a fait pour ce*

champ autant qu'il était possible de faire, est une expression de la phraséologie du cultivateur dans tous les périodes de la société; et, dans tous ces périodes, elle a signifié qu'on avait consacré à l'amélioration de ce champ autant de capitaux que, d'après l'état actuel des connaissances, on pouvait y en consacrer avec avantage, c'est-à-dire, avec espoir d'en augmenter le rapport.

La terre étant devenue plus fertile par la sage application du travail et des capitaux, il s'ensuit une très-forte augmentation dans la quantité des substances végétales et animales, qui forment la seconde branche de la propriété. Cette branche est la seule qui paraisse susceptible d'un accroissement illimité. Plus elle s'étend, plus l'espèce humaine devient ou riche ou nombreuse. Dans une société opulente, l'homme fortuné consomme davantage par la préparation de ses alimens, qu'il réduit sous une forme qui flatte son goût; par le choix de ses habits, qu'il compose des productions naturelles les plus douces au toucher et les plus agréables à la vue; enfin par l'abandon d'une partie de son revenu, qu'il échange pour des denrées étrangères, dont la richesse et l'habitude lui apprennent à jouir. Si tous ces moyens ne suffisent pas pour absorber la production accrue, l'expérience prouve que l'abondance des choses

nécessaires à la vie a une tendance directe à augmenter la population, et par conséquent à rétablir la proportion entre la demande et la quantité croissante des denrées : ainsi se maintient leur valeur, malgré leur abondance ; ainsi se perpétue l'encouragement nécessaire à leur production.

La troisième espèce de propriété, le capital, qui se compose de tous les moyens divers de suppléer au travail, et d'exécuter celui que l'homme ne saurait faire de ses seules mains, est susceptible aussi, dans le progrès de la richesse et des connaissances, d'un accroissement prodigieux. Faut-il en citer des preuves? elles sont assez frappantes : la marine, les canaux, les routes, les machines de transport et celles de manufacture, les magasins qui conservent les marchandises, et les capitaux qui les font circuler.

Mais ce genre de propriété a des bornes au-delà desquelles il ne peut être avantageux de l'étendre. Dans tout état de société, il est une certaine quantité de capitaux, proportionnée à l'état actuel des connaissances, qu'on peut employer d'une manière utile et profitable à suppléer et à exécuter le travail nécessaire pour produire, mettre en œuvre, transporter et négocier les matières brutes. Grâce au génie inventif de l'homme, cette quantité peut s'accroître à mesure que la

société fera des progrès. Mais toujours la connaissance acquise dans l'art de suppléer et d'exécuter le travail par les capitaux, doit fixer le degré de leur multiplication; degré qu'ils ne peuvent dépasser sans dommage, et qu'il n'est pas même naturel qu'ils dépassent. En effet, excédant cette mesure, la quantité augmentera en raison de la demande, et le prix baissant dans le même rapport, toute augmentation cessera par le fait. Il est surprenant que l'auteur de la Richesse des Nations qui frappe d'un si heureux ridicule l'accumulation indéfinie des capitaux circulans, lorsqu'il la compare à un immense entassement de pots et de casseroles (1), il est surprenant, dis-je, qu'il n'ait pas senti que le même ridicule atteint l'accroissement illimité de toute branche de cette espèce de propriété qui constitue le capital d'un pays.

Heureusement le mécanisme social est tel, que le mal occasionné par l'amour de l'épargne et de l'accumulation que montre un individu, a toujours son remède dans la prodigalité de quelque autre : de sorte que dans la pratique il n'est rien où la balance soit plus égale qu'entre la dépense et le revenu de toute société. Si donc on laissait à cet égard les hommes se conduire par leur penchant,

(1) Richesse des Nations, liv. 4, ch. 1.

la présente recherche serait plutôt un objet de curiosité que d'utilité; car si les effets de la parcimonie sont toujours contre-balancés par ceux de la prodigalité, il n'en peut résulter pour la richesse publique ni augmentation ni diminution.

Comme simple objet de curiosité, il serait encore interressant d'examiner si l'épargne mérite tous les éloges que lui ont prodigués les habiles et les savans. Mais ces opinions influant beaucoup de nos jours sur la législation même, notre recherche acquiert par-là un degré d'importance qui la rend digne de toute notre attention.

Des hommes d'état et des législateurs ont cru, comme tant d'autres, que tout moyen d'accroître les fortunes privées était également propre à augmenter la richesse publique. Instruits à admirer l'effet de la parcimonie et de l'accumulation dans la conduite des affaires domestiques, ils ont pensé naturellement que la même disposition devait prévenir ou écarter tous les embarras du trésor public. Sur ce principe, la république de Hollande statua en 1655, qu'une portion du revenu annuel serait mise en réserve et constamment accumulée pour l'utilité publique. En 1685, le pape Innocent XI suivit cet exemple. Les Anglais l'imitèrent aussi en 1717, et en 1727 leur trésorerie étendit beaucoup ce premier essai, en réglant que

tous les ans une somme de 1,200,000 liv. sterling serait consacrée à l'accumulation, et placée à intérêt composé.

Cependant toutes ces différentes sommes mises alors en réserve à la Haie, à Rome et à Londres, provenaient des économies faites par la réduction de l'intérêt de la dette publique; et les esprits n'étaient pas encore tellement infatués de ces idées d'accumulation, qu'aucune législature eût osé charger le peuple d'un impôt pour ce dessein avoué. Telle est l'origine des fonds d'amortissement.

Comment et pourquoi échoua ce premier essai qu'on fit en Angleterre d'établir par la force des lois un système d'accumulation? C'est ce qu'on examinera ci-après. Quant au fait, un des plus habiles et des plus respectables avocats de ce système, nous apprend que peu après 1730, ce fonds de réserve qui, « s'il eût échappé à la violence, « aurait rendu la Grande-Bretagne l'envie et la « terreur du monde, fut prématurément détruit « par la main même qui l'avait crée. » Après cette époque, bien qu'il existât le nom d'un fonds d'amortissement, et que de loin en loin on rachetât des portions de la dette publique, le plan d'une accumulation régulière et forcée par le Gouvernement fut en réalité abandonné pendant plusieurs

années. On le fit revivre en 1786. Pour lors il fut véritablement arrêté dans la Chambre des Communes, que le consentement unanime était qu'un million sterling fut prélevé et accumulé pour l'utilité publique.

Cette résolution fut bientôt suivie d'une loi qui ordonnait l'accumulation par quart d'un million sterling, jusqu'à ce qu'avec les annuités échues, le fonds s'élevât à quatre millions par an [1]. Le ministre, auteur de cette mesure, n'y borna point ses projets. En 1792, après avoir discouru avec éloquence sur la prospérité qu'une longue paix avait procurée à sa patrie, il proposa d'augmenter la somme consacrée à l'accumulation. Voici ses propres expressions :

« Ayant fait connaître l'augmentation des re-
« venus, ayant montré que la richesse nationale,
« le commerce et les manufactures se sont accrus
« dans la même proportion, je sens qu'il est na-
« turel de demander à quelles circonstances nous
« sommes redevables de ces heureux effets?

« La première réponse qui se présente à l'es-
« prit, c'est qu'on les doit à l'industrie et à l'é-
« nergie naturelle de la nation. Mais quelle cause

(1) Chapitre 31 de la loi rendue la vingt-sixième année du règne de George III.

« a mis cette industrie et cette énergie en état
« d'agir avec une vigueur si extraordinaire, et il
« faut l'avouer, si supérieure à tout ce qu'on
« avait vu jusqu'alors? Sans doute, une grande
« partie de ces effets est due à la manière per-
« fectionnée dont se conduisent presque toutes
« les espèces de manufactures, et à l'économie
« d'un travail très-abrégé par l'application des
« machines nouvellement inventées. D'ailleurs,
« dans ces derniers temps plus qu'en aucun
« autre, a paru l'effet d'une circonstance qui est
« une des principales causes de la prééminence
« que l'Angleterre possède aujourd'hui dans le
« commerce : j'entends ce crédit vaste qui, par
« une double opération, à la fois étend et facilite
» dans l'intérieur les opérations de nos commer-
« çans, et leur donne la faculté d'obtenir dans
« les marchés étrangers une supériorité propor-
« tionnée. Cet avantage a été très-remarquable
« depuis un certain nombre d'années, et il va
« sans cesse croissant avec la prospérité à laquelle
» il concourt.

« Ajoutez à cela que l'esprit explorateur et
« entreprenant de nos commerçans s'est distingué
« en étendant notre navigation et nos pêches,
« et en ouvrant de nouveaux marchés sur diffé-
« rens points du globe. Convenons aussi que nos

« relations avec la France, après le traité de « commerce, ont beaucoup secondé leurs efforts : « ces relations qui, interrompues aujourd'hui, et « même probablement détruites par les dissen- « tions qui désolent ce royaume, ont donné une « plus grande activité et comme une ame nou- « velle à notre industrie.

« Enfin, cette prospérité a une autre cause « qui plaît et satisfait davantage, parce qu'elle « est, de sa nature, plus étendue et plus du- « rable. L'accumulation nous la montre, cette « continuelle tendance à augmenter, dont l'effet « est toujours plus ou moins sensible, lorsqu'il « n'est point empêché par des calamités publi- « ques, ni par des actes d'une politique aveugle « et funeste ; mais qui doit être considérable et « rapide dans tout État parvenu à un haut degré « de prospérité. Quelque simple, quelque évi- « dent que soit ce principe, quoique plus ou « moins senti, plus ou moins observé aux pre- « miers temps même de la société, je doute « qu'il ait jamais été pleinement développé et « suffisamment expliqué ailleurs que dans les « écrits d'un auteur de nos jours, qui par son « traité sur la Richesse des Nations, a immorta- « lisé sa carrière trop tôt finie ; de ce génie dont « les vastes connaissances de détail et les re-

« cherches profondes donnent, je crois, la meil-
« leure solution de toute question qui se lie,
« soit à l'histoire du commerce, soit à l'économie
« politique. Cette accumulation de capitaux s'o-
« père en réservant au moins une partie des pro-
« fits annuels pour en accroître la somme prin-
« cipale, qui doit être employée de la même
« manière l'année suivante, et donner par là un
« profit continu. Ainsi s'accroît à intérêt com-
« posé la grande masse de la propriété na-
« tionale ; et cette progression, après un temps
« considérable, donne des termes si élevés, que
« d'abord on a de la peine à le croire. Si déjà
« cette cause a opéré de grands effets, elle en
« produira de bien plus grands à l'avenir ; car
« c'est en l'exerçant qu'elle augmente sa puis-
« sance. Elle agit avec une vîtesse toujours ac-
« célérée, avec une force toujours croissante.
« *Mobilitate viget, viresque acquirit eun-*
« *do* (1). »

Tel fut le prélude de la loi qui ordonna l'accumulation d'un million sterling tous les ans, jusqu'à ce que la somme accumulée donnât un revenu annuel de trois millions sterling, en sus du million

(1) Discours de M. Pitt, imprimé par ordre du Gouvernement. 1792.

primitif et des annuités échues; et cette loi fut accompagnée d'un arrêté provisoire qui exigeait pour la même destination un pour cent du capital de toute dette qui serait contractée à l'avenir.

A ce fonds on ajouta, cette même année, une somme de quatre cents mille livres sterling; et ce fut comme la pierre d'attente d'une autre remise annuelle de deux cents mille livres sterling, qui ensuite y fut aussi affectée.

Mais les effets de cette admiration pour le nouveau système et pour les avantages qu'on en espérait, ne se bornèrent pas là. En 1799, le même ministre établit un impôt qui, d'après son calcul, devait produire dix millions sterling par an; et le parlement arrêta qu'à la paix ce produit serait mis en accumulation, jusqu'à ce qu'il formât une somme égale à la dette que l'on pourrait contracter pendant la guerre.

Le fonds d'accumulation créé en 1786, joint aux nouvelles sommes que la loi de 1792 y assigna, s'élevait alors assez haut pour faire préjuger qu'avant le retour probable de la paix, il donnerait un intérêt de cinq millions sterling.

Or d'après la loi existante, avec le nouvel impôt de dix millions sterling, il y aurait eu à la paix, quinze millions sterling du revenu public consacrés à l'accumulation.

Ni M. Pitt, ni ses admirateurs ne contesteront la vérité de ce calcul. Quant à lui, il eut tout l'honneur de l'invention ; et les autres déclarèrent uniformément que son plan allait devenir plus avantageux à la Grande-Bretagne que ne le serait la possession de toutes les mines du Nouveau-Monde, et que le mérite de l'avoir conçu ferait passer à la postérité son nom couvert de gloire (1). Tel aussi était l'espoir de ces fous audacieux qui projetèrent la tour de Babel : « Allons, disaient-« ils, bâtissons une tour dont la tête aille tou-« cher les cieux, et faisons-nous un grand nom. » Et quelque grande ressemblance qu'il y ait dans l'objet, on trouvera dans le dessein un rapport bien plus frappant encore.

Si une profonde paix avait permis d'appliquer ces quinze millions sterling à l'usage indiqué par la loi, la ruine qui en eût été la suite aurait découvert et prouvé la folie de l'entreprise. Mais puisque l'expérience nous a manqué pour nous instruire, cherchons dans la théorie la preuve de si funestes conséquences : puisse-t-elle nous apprendre à les écarter.

---

(1) *Voyez* Chalmer's Estimate of the Strength of Great Britain. *(Estimation de la force de la Grande-Bretagne, par Chalmer)* pag. 183. *Voyez* aussi l'Examen de l'accroissement du revenu, etc., par M. Rose.

Avant d'entrer dans ces recherches, je préviendrai le lecteur qu'un sou placé dès la naissance de Jésus-Christ, à cinq pour cent d'intérêt composé, aurait déjà produit une somme supérieure à une masse d'or qui égalerait cinq cents millions de fois celle de notre globe ; et ce calcul est aussi exact et aussi vrai que tous ceux que nous a donné le parlement depuis qu'il se berce de ces illusions (1).

J'ai cru cet avertissement nécessaire, parce qu'en général on est trop disposé à croire que ce qui est vrai en chiffres et déduit d'un exact calcul, doit être vrai dans la pratique et possible dans l'exécution.

Je suppose que le Gouvernement, pour couvrir les frais de la guerre ou toute autre dépense imprévue, mette sur le peuple un impôt extraor-

(1) « Un sou placé, dès la naissance de Jésus-Christ, à cinq pour cent d'intérêt composé, équivaudrait déjà, en cette année 1781, à une masse d'or plus volumineuse que ne le serait la terre, ajoutée deux cent millions de fois à elle-même. Mais ce même sou, placé à intérêt simple, n'aurait pas donné, dans tout ce laps de temps, plus de sept schellings et six sous. Voilà des opérations qui ont des résultats qu'on peut dire opposés ; et les Gouvernemens qui aliènent les fonds destinés à des remboursemens, choisissent la dernière des deux. » (Observations sur les viremens de fonds, par Richard Price, page 228.)

dinaire de quinze millions sterling : cette somme, à peine levée, sera dépensée en objets de consommation ; et cette dépense du Gouvernement remédiera très-bien aux effets de l'économie à laquelle il oblige les sujets. Ici donc le mal seul sera dans la grande et subite demande qu'on fera d'un certain genre de denrées, et dans l'inconvénient de détourner de l'achat des articles habituellement consommés par le peuple, une si forte portion de ses revenus : mal qui n'est pas en soi peu de chose, ainsi qu'une expérience récente l'a appris aux négocians anglais.

Mais percevoir quinze millions sterling pour les mettre en accumulation, c'est-à-dire, convertir forcément en capital quinze millions sterling de revenu, cette opération aurait eu des effets bien différens. Tous les inconvéniens du cas précédent se seraient retrouvés dans celui-ci, mais non pas le correctif : il n'y aurait pas eu de dépense extraordinaire qui pût contre-balancer l'économie forcée des individus ; car il eût été difficile de persuader aux propriétaires d'actions, de qui les commissaires de la caisse d'amortissement auraient fait ces immenses achats, de tout-à-coup dépenser comme revenu ce qu'ils ont toujours regardé comme capital ; ou, en d'autres termes, de se

ruiner entièrement, pour empêcher les suites funestes d'une misérable politique.

Cependant, à moins de les y avoir déterminés, il se serait fait de moins une dépense de quinze millions sterling en objets du cru et des manufactures britanniques : c'est-à-dire que la demande de ces objets aurait souffert une réduction de quinze millions sterling ; somme équivalente presque à tout ce que le commerce étranger tirait de l'Angleterre en 1786, à cette même époque où l'on mit pour la première fois un million en accumulation : cette année-là les exportations s'élevèrent à 15,385,987 liv. sterling.

Les auteurs qui ont traité de l'économie politique, quelque divisés d'opinion qu'ils soient sur d'autres points, conviennent tous sur celui-ci, que toute l'industrie occupée à remettre au marché une espèce quelconque de marchandise, se met d'elle-même et naturellement au niveau de la demande effective, et tend sans cesse à fournir précisément la quantité suffisante pour y satisfaire (1). Si cela est vrai, que s'ensuit-il? que la

(1) Que la totalité des sommes du revenu rentre dans la circulation annuelle, et la parcoure dans toute son étendue ; qu'il ne se forme point de fortunes pécuniaires, ou du moins qu'il

diminution des demandes amènera une diminution proportionnée des productions nationales.

Mais ce n'est pas seulement sur de célèbres autorités que je fonde cette vérité, que toute diminution de demande l'est aussi de production, et par conséquent de richesse. Je l'ai déjà établie sur la raison, quand j'ai examiné quels seraient les effets de cette diminution pour la viande, le vin et la moutarde; et le même raisonnement s'applique à toute production qui éprouve une cessation de demande.

Si tel est l'effet nécessaire d'une pareille cause, ce que la raison et l'autorité réunies nous confirment, retrancher pour quinze millions sterling

---

y ait compensation entre celles qui se forment et celles qui reviennent dans la circulation; car autrement ces fortunes pécuniaires arrêteraient la distribution d'une partie du revenu annuel de la nation, et retiendraient le pécule du royaume, au préjudice de la rentrée des avances de la culture, de la rétribution du salaire des artisans, et de la consommation que doivent faire les différentes classes d'hommes qui exercent des professions lucratives; cette interception du pécule diminuerait la reproduction du revenu. » *Maximes générales du gouvernement économique*, par Quesnay.

« Le revenu est donc le canevas de la dépense proprement dite. Il importe que le revenu soit dépensé, car toute épargne sur le revenu est diminution de dépense, et par une suite directe, de production et de revenu. » *Philosophie rurale*, ou *Économie générale et politique de l'agriculture*, page 48. Voyez aussi *la Richesse des Nations*, liv. 1, chap. 7.

de demandes, c'eût été empêcher pour une égale somme de productions annuelles. Evaluant ces quinze millions au denier cinq, nous trouvons que trois cents millions sterling de richesse réelle se seraient évanouis avant que ce fonds d'accumulation, avec son activité si vantée, eût pu convertir cent millions de revenu en capital.

Et réellement cette suppression aurait été suivie d'effets encore plus désastreux : pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se rappeler ce que j'ai prouvé ci-devant, qu'une diminution de valeur occasionnée par une diminution de demande, surpasse toujours de beaucoup la valeur de la demande supprimée.

Un essai si funeste dans ses conséquences, qui porte un si terrible coup à la reproduction et au revenu, devrait offrir du moins quelque compensation, quelque dédommagement. Mais qu'on l'examine dans tous ses résultats, et l'on verra qu'il n'est pas plus favorable aux capitaux de la nation.

Les possesseurs d'effets publics qui, sur l'offre des commissaires de la caisse d'amortissement, se seraient décidés à vendre, auraient eu évidemment entre leurs mains quinze millions sterling de capitaux, de l'emploi desquels dépendait leur revenu, ou, à proprement parler, leur subsis-

tance. On sait qu'un capital ne donne de profit qu'autant qu'il supplée au travail ou qu'il l'exécute, en produisant ou en préparant des marchandises. Or il est difficile de supposer qu'il existe aucun moyen d'employer ainsi un capital, au moment qu'il s'opère une diminution forcée dans la demande de ces marchandises, et une diminution de quinze millions.

Loin qu'il fût raisonnable de supposer qu'en de telles circonstances on aurait pu employer une plus grande quantité de capitaux, il est certain qu'une si forte réduction de demande eût rendu inutile une partie de ceux qui servaient dans la fabrication des marchandises désormais abandonnées.

Les capitalistes n'auraient eu qu'un seul moyen de forcer l'emploi de leurs fonds, je veux dire l'offre faite par eux de suppléer au travail à plus bas prix qu'on ne l'avait fait jusqu'alors. De là la concurrence; le profit des capitaux diminué; l'intérêt numéraire extrêmement réduit, et conséquemment le prix des annuités fixes, ou des effets du Gouvernement augmenté; et tout cela dans une progression continue, jusqu'à ce qu'enfin, découragés par l'extrême surabondance des capitaux et par la modicité du profit, les capitalistes auraient remis leurs fonds chez l'étranger,

qui leur eût offert un plus grand bénéfice. Nul doute qu'une grande partie n'eût passé en France; et l'on n'ignore pas que c'est la disette des capitaux qui paralyse l'industrie française.

La théorie n'est pas seule à nous dévoiler les maux inséparables de ce système ; l'expérience vient à son appui partout où nous le trouvons en vigueur. Nous voyons le pape Innocent XI réduire l'intérêt de sa dette de 4 à 3 pour cent, et mettre cette épargne en accumulation. Peu de temps après, ces nouveaux effets de 3 pour cent se vendant à cent douze. L'Angleterre payait 6 pour cent d'intérêt aux créanciers de l'Etat ; en 1717 elle ne donne plus que 5, et accumule la retenue : qu'arrive-t-il? en 1727 le haut prix des effets publics est une raison de réduire encore l'intérêt, qui était de 4 à 3 pour cent, et de faire une nouvelle accumulation. Au lieu de baisser, les rentes sur l'Etat haussèrent encore au point qu'en 1733, nous apprend une autorité non récusable, « le fonds d'amortissement touchait au « terme qu'on s'était proposé, et produisait « 1,200,000 liv. sterling par an ; ce qui le ren- « dait presque un objet de terreur pour tous les « individus propriétaires de la dette publique. « L'Etat prospère du crédit, le taux modique de « l'intérêt, le bénéfice des fonds et effets pu-

« blics, tous au-dessus du pair, voilà ce qui fai-
« sait que les grandes sociétés pécuniaires et
« tous leurs actionnaires n'appréhendaient rien
« tant que d'être obligés de recevoir trop tôt
« leur principal; et *c'était le sentiment géné-*
« *ral, que le plus fort remboursement que les*
« *créanciers de l'Etat pussent supporter, se*
« *bornait à un million sterling par an* (1). »

Rien ne pouvait répandre un jour plus favorable sur la vérité des opinions ci-devant énoncées, que ce qu'affirme ici Robert Walpole. S'il eût fait attention à la nature et à l'origine du profit des capitaux; s'il eût aperçu les effets de l'économie forcée, qui déprécie non seulement les marchandises qu'elle fait négliger, mais celles aussi qu'elle fait demander; enfin s'il eût écrit dans le dessein d'appuyer et d'expliquer ma théorie, il n'aurait pu mieux y réussir qu'en disant « que le plus fort remboursement que les créan-
« ciers de l'État pussent supporter, se bornait à
« un millon sterling. »

Une chose d'ailleurs bien digne de remarque, c'est que de tous les faits qu'il cite dans sa brochure, celui-ci est presque le seul auquel son

(1) Considérations sur les fonds et revenus publics, par Robert Walpole, page 65 de l'édition anglaise.

antagoniste semble souscrire. Et M. Hume, environ vingt ans plus tard, montre assez qu'il était pénétré de cette idée, lorsqu'il dit, « qu'en un « temps de paix et de sécurité, seul temps où il « est possible d'acquitter la dette nationale, « les créanciers répugnent à recevoir des paie- « mens partiels, ne sachant comment placer leur « argent avec avantage (1). »

Je veux étayer mon opinion d'une autre preuve ; elle est forte et concluante : c'est un tableau où l'on voit l'effet graduel et progressif des fonds d'amortissement sur le prix des effets publics pendant le dernier intervalle de paix.

Tableau des prix auxquels la caisse d'amortissement acheta les rentes de 3 *pour* 100 *dans chaque quartier, depuis le commencement de l'année* 1787 *jusqu'à la fin de l'année* 1792.

1787.

Quartier.			Prix.
2	finissant au	31 janvier,	74 ½
3	———	30 avril,	76
4	———	31 juillet,	74 ½
5	———	31 octobre,	71 ½

(1) *Voyez*, dans la première édition du discours de M. Hume sur le crédit public, une note qu'on a supprimée dans les dernières.

1788.

Quartier.			Prix.
6	finissant au	31 janvier,	76
7	———	30 avril,	75 $\frac{1}{2}$
8	———	31 juillet,	74 $\frac{1}{2}$
9	———	31 octobre,	74 $\frac{3}{4}$

1789.

Quartier.			Prix.
10	finissant au	31 janvier,	73 $\frac{1}{2}$
11	———	30 avril,	74
12	———	31 juillet,	76 $\frac{1}{4}$
13	———	31 octobre,	80 $\frac{1}{8}$

1790.

Quartier.			Prix.
14	finissant au	31 janvier,	78
15	———	30 avril,	78 $\frac{7}{8}$
16	———	31 juillet,	73 $\frac{1}{4}$
17	———	31 octobre,	76 $\frac{7}{8}$

1791.

Quartier.			Prix.
18	finissant au	31 janvier,	79 $\frac{3}{8}$
19	———	30 avril,	79 $\frac{1}{4}$
20	———	31 juillet,	81 $\frac{1}{2}$
21	———	31 octobre,	88 $\frac{1}{4}$

1792.

Quartier.			Prix.
22	finissant au	31 janvier,	88 $\frac{1}{4}$
23	———	30 avril,	96 $\frac{1}{4}$
24	———	31 juillet,	90 $\frac{1}{2}$
25	———	31 octobre,	90 $\frac{1}{4}$

On aurait cru que dans le cours de ces six années il se serait offert tant d'occasions d'employer les capitaux, que le fonds d'amortissement, absorbé dans de nouvelles entreprises, n'aurait pas diminué la valeur de l'argent, c'est-à-dire, l'intérêt. En effet, on ne vit jamais dans un temps si court un si grand nombre de bills pour les clôtures et les desséchemens, pour les routes et les canaux ; en même temps les exportations augmentèrent, ainsi que le tonnage des vaisseaux ; et les machines pour toutes sortes de manufactures se multiplièrent d'une façon remarquable : or il est certain que plus de produits devaient exiger plus de capitaux pour les faire circuler.

Rien de tout cela n'arriva, l'expérience en fait témoignage. Les effets publics s'élevèrent de 74 à 96 ; c'est-à-dire que l'intérêt des capitaux tomba de quatre livres treize sous, à trois livres

et trente sous sterling. Cependant on ne mettait encore en accumulation qu'un million sterling par an; et la somme accumulée durant les cinq années, ne s'élevait en tout qu'à 5,424,592 livres sterling [1]. C'est un peu plus du tiers de celle que la témérité de M. Pitt voulait, à la première année de paix, convertir en capital, en la retranchant de la dépense ordinaire en marchandises du cru et des manufactures de la Grande-Bretagne.

Mais la taxe des revenus trompa M. Pitt; elle ne donna jamais plus de cinq millions et demi sterling [2]. Il n'en est pas moins vrai que s'il eût gardé le timon des affaires, et qu'on eût joui de la paix, cette somme aurait passé en accumulation jusqu'en 1811, outre celle de 5,585,572 livres sterling applicable au même objet à la fin de la guerre. C'est plus de onze millions sterling qui devaient être pris sur la dépense qui se fait annuellement en denrées et marchandises produites ou fabriquées en Angleterre, et appliqués à l'ac-

---

[1] Rapport du Comité (Select Comittee), sur les revenus et les dépenses publiques, 1791.

[2] La taxe des revenus (Income tax), donna en une année, qui se terminait au 5 avril 1801, 5,741,150 liv. sterling. *Voyez* les Résolutions de la Chambre des Communes.

cumulation par la volonté de la loi. Quel malheur c'eût été que l'exécution de ce réglement! Elle aurait diminué le produit de la terre, arrêté le travail des manufactures, fourni des capitaux à nos ennemis, enrichi leur commerce aux dépens du nôtre; c'eût été la ruine du pays.

L'impôt sur les revenus vient d'être aboli; et le fonds d'amortissement a reçu une nouvelle organisation par l'acte 42.e de Georges III, chapitre 71. Cette loi consolide le fonds établi en 1786 et celui de 1792, appelés l'ancien et le nouveau fonds d'amortissement; elle annulle les provisions faites pour l'ancien fonds, en ce qui concerne la destination que devait avoir l'intérêt dès qu'il s'éleverait à trois millions; elle établit que les annuités expirantes ne seront plus portées à la caisse des commissaires; elle abolit le droit d'un pour cent établi sur les nouveaux emprunts; elle rend permanent l'octroi annuel de 200,000 liv. sterling; enfin, elle règle que le produit de l'ancien et du nouveau fonds sera accumulé à intérêt composé, jusqu'à ce que la dette qui, à l'époque de la sanction de l'acte, était de 488,987,956 liv. sterling, jusqu'à ce que cette dette, dis-je, soit éteinte.

A présent même, au retour de la paix, il y aura donc, selon les termes de la loi, un fonds

d'accumulation de plus de six millions par an (1). Par conséquent il faudra soustraire six millions de l'achat des marchandises fournies par le pays même, et les convertir en capital. Ceux qui tiendront alors la boussole de l'administration, peuvent y veiller attentivement. L'essai est nouveau, jamais on ne l'a tenté. C'est pendant la guerre que l'accumulation s'est enflée au point où nous la voyons ; et, pendant la guerre, les effets en sont plus que balancés par les dépenses extraordinaires qu'elle occasionne. Le fonds nouveau auquel la loi a pourvu, est six fois plus considérable qu'aucun de ceux que nous avons eus en temps de paix. Il égale en une seule année presque tout ce qui s'accumula depuis 1717 jusqu'en 1732 (2); accumulation qui réduisit la valeur du capital de 6 à 3 pour cent, puisque dans cette dernière année les rentes de 3 pour cent valurent cent un. Enfin il surpasse la somme totale de ce qui fut accumulé durant la dernière paix (3); et alors les rentes

---

(1) La somme dont les commissaires du fonds d'amortissement doivent disposer dans le présent quartier, est de 1,668,161 liv. sterl. 12 sch. 1 d.

(2) L'accumulation, dans cette période, s'éleva à 6,464,132 liv. sterling. *Voyez* Sinclair's History of public Revenue, part. II, pag. 122.

(3) Les sommes qui furent portées à la caisse d'amortisse-

s'élevèrent progressivement de soixante à près de cent; c'est-à-dire que la valeur du capital tomba de 5 à 3 pour cent.

Que ceux donc qui, à la paix, seront chargés d'administrer le trésor public, songent d'abord que par la suppression de six millions sterling de demande, il est à craindre que le prix des marchandises ne baisse au point de décourager la reproduction; et qu'ils n'aillent pas se méprendre, et attribuer à l'abondance un effet dont la cause ne pourra être réellement que dans le défaut de débit. En second lieu, qu'ils réfléchissent bien aux effets de cette augmentation forcée de capitaux; car si l'on élève par là subitement au pair les rentes de 3 pour cent, ou, en d'autres termes, si l'on réduit à 3 pour cent la valeur des capitaux qui était au-dessous de cinq, et que les mêmes causes agissant toujours la réduisent plus bas encore, rien dans la situation actuelle de l'Europe, ne peut mieux servir nos ennemis, ni les rendre plus formidables.

L'une et l'autre de ces conséquences sont iné-

---

ment depuis le premier août 1786 jusqu'au premier août 1791, forment un total de 5,424,592 liv. sterl. *Rapport du Comité de la Chambre des Communes sur les dépenses publiques*, 1791.



vitables ; l'une et l'autre doivent être d'une surprenante rapidité. L'expérience d'ôter annuellement pour six millions sterling de demandes au commerce intérieur de l'Angleterre, cette expérience, nous ne l'avons point faite : nous n'avons pas fait non plus celle d'ajouter forcément tous les ans la même somme aux capitaux de la nation ; mais depuis que nous avons un fonds d'amortissement, l'État n'a jamais accumulé six millions sterling, même en plusieurs années, sans rendre les capitaux si abondans relativement à la demande qui s'en faisait, que l'intérêt descendait à trois pour cent par an.

Sans doute la situation de l'Angleterre est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle a été à toute autre époque. Aussi est-il probable qu'elle pourra soutenir une plus forte accumulation. Mais dans tous les temps cette accumulation, pour ne pas être dangereuse, doit avoir des bornes; et si elle les dépasse, les conséquences ci-devant déduites doivent s'ensuivre inévitablement.

Nous savons qu'elle peut réduire le prix de l'argent de 6 à 3 pour cent. Savons-nous jusqu'à quel point elle peut l'abaisser quand elle augmente en raison de ses progrès la quantité des capitaux, tandis que d'autre part elle en diminue nécessairement la demande ? car elle a pour effet d'absor-

ber les revenus, de restreindre la dépense, et par conséquent d'affaiblir la consommation.

On pourrait démontrer que, s'il était possible de retenir dans l'État les capitaux créés par ce moyen, leur valeur, avant que l'accumulation eût pu faire aucun progrès considérable, se réduirait à presque rien.

Nous n'examinerons pas jusqu'à quel point cette abondance serait avantageuse, si elle devenait générale sur la terre par les efforts de l'industrie humaine, dirigée vers la production et la formation des choses utiles pour suppléer au travail et l'exécuter (*seule manière dont les capitaux d'un pays devraient s'augmenter*) : cette question serait étrangère à notre sujet.

Ce que j'affirme, ce que j'ai essayé de prouver, c'est qu'un État, dans les circonstances où se trouve l'Empire britannique, ne peut avec impunité soustraire forcément six millions sterling de la dépense annuelle, ou, ce qui est la même chose, accumuler forcément son capital avec une telle rapidité.

Car il n'est aucune nation qui, sans nuire au progrès de sa richesse, puisse augmenter si fort et si vîte ses capitaux au préjudice de la vente de ses marchandises. Quant à l'Angleterre, vu l'impossibilité d'empêcher les remises de fonds

chez l'étranger, cette abondance de capitaux lui serait aujourd'hui relativement préjudiciable. Telle est en effet la situation actuelle des États européens entre eux, que les autres nations, sans excepter celles dont elle voudrait le moins favoriser les intérêts, y trouveraient plus d'avantage qu'elle-même.

Que le parlement ait, par un acte formel, annoncé l'extinction de la dette au bout de quarante-cinq ans, ou, en d'autres termes, le dessein de soustraire de la dépense et de convertir forcément en capital, dans cet espace de temps, à-peu-près cinq cents millions sterling, somme six fois et au-delà aussi forte que celle de tous les capitaux employés aujourd'hui par le commerce extérieur de l'Angleterre [1]; que le parlement ait sanctionné cet acte, il n'importe : tôt ou tard cet acte doit être repris en considération. L'impossibilité d'accumuler un sou jusqu'à ce qu'il égale en valeur une masse d'or cinq cents millions de fois aussi grande que la terre, cette impossibilité n'est pas plus évidente que celle de parvenir, sans ruiner le pays, à soustraire de la dépense en marchandises regnicoles l'énorme re-

[1] *Voir* le calcul de M. Pitt, dans le Supplément, n.° 11.

venu de 5,585,572 livres sterling, lequel augmenterait annuellement par un intérêt composé, et pendant l'espace de quarante-cinq ans.

En vérité, rien n'est plus absurde que les rêves d'or dont le parlement et la nation se sont bercés au milieu de leurs calculs. Ils y ajoutent encore foi, et voilà peut-être ce qu'il y a de plus malheureux.

Car le fonds d'amortissement, qui est le fruit de cette illusion, et qui ne peut jamais s'élever au niveau de la dette publique sans ruiner l'État, a facilité beaucoup les moyens de contracter la dette, en donnant aux ministres la faculté de déranger plus complètement la distribution naturelle et très-avantageuse de la propriété; cette distribution qui, attachant par le plus grand intérêt le possesseur à sa propriété, l'encourage, l'excite à des efforts d'industrie qui sont une source de biens et pour lui et pour la société.

L'extrême importance du sujet ferait seule mon apologie, pour m'être si fort étendu sur les mesures parlementaires qui ont eu pour objet l'acquittement de la dette publique. Mais en décrivant l'origine et les progrès de la Richesse, ne fallait-il pas montrer nécessairement que les moyens qui la produisent sont les seuls qui puissent l'accroître? Et quand partout on s'imagine

que l'épargne en est la source la plus féconde, pouvais-je atteindre à mon but sans rechercher les conséquences de cette épargne, sans bien expliquer pourquoi, lorsqu'elle outre-passe certaines bornes, soit qu'elle soit privée ou publique, l'effet d'un goût dépravé des individus, ou d'un système erroné du Gouvernement, elle doit être fatale au progrès de la Richesse nationale?

A présent que nous avons tâché d'effacer l'impression d'un ancien préjugé, nous sommes libres de passer à d'autres considérations, dont l'objet sera de nous apprendre jusqu'à quel point, de quelle manière, dans quelles proportions, le produit de la terre et celui du travail, exécuté par les mains de l'homme ou par les capitaux, contribuent à l'augmentation de la Richesse nationale : les capitaux, le travail et la terre étant les sources uniques de cette richesse, ils doivent fournir les seuls moyens de l'accroître.

N.° 2 de l'Appendice.

(Page 89.)

Tableau des accroissemens d'un capital, par les moitiés des produits progressifs, le capital étant représenté par 100, et le premier produit par 10.

Capitaux progressifs employés à la production. *Fin de la*		Moitiés des produits progressifs employés à la consommation.
1.re *année*	105,000	5,000
2	110,250	5,250
3	115,762	5,512
4	121,550	5,788
5	127,627	6,077
6	134,008	6,381
7	140,708	6,700
8	147,743	7,035
9	155,130	7,387
10	162,886	7,756
11	171,030	8,144
12	179,581	8,551
13	188,560	8,979
14	198,988	9,428
15	208,937	9,949
16	219,383	10,446
17	230,352	10,969
18	241,869	11,517
19	253,962	12,093
20	266,660	12,698

R.e *Pour avoir le dernier capital progressif, au bout de vingt ans, il faut y joindre* 12,698, *dernier produit progressif.*

N.° 3 de l'Appendice.

(Page 91.)

TABLEAU des accroissemens d'un capital 100, *par les produits progressifs, diminués chacun du nombre constant* 5, *destiné à la consommation.*

Capitaux progressifs. Fin de la		Produits progressifs diminués de 5.
1re *année*	105,000	5,000
2	110,500	5,500
3	116,550	6,050
4	123,205	6,655
5	130,525	7,320
6	138,576	8,052
7	147,435	8,858
8	157,178	9,743
9	167,896	10,718
10	179,686	11,790
11	192,655	12,969
12	206,920	14,265
13	222,612	15,692
14	239,873	17,261
15	258,860	18,987
16	279,746	20,836
17	302,721	22,975
18	327,993	25,272
19	355,793	27,799
20	386,372	30,579

R.e *Chacun des produits progressifs se trouve compris dans le capital qui lui correspond.*

ERRATUM.

Page 1.re *et ailleurs :* le comte Lauderdale ; *lisez :* le comte de Lauderdale.

TABLE

DES LIVRES ET CHAPITRES

Contenus dans cet Ouvrage.

LIVRE Ier. — DÉFINITION DE LA RICHESSE.

FIN DE LA TABLE.


BIBLIOTECA · LUCCHESI · PALLI

